www.01netpro.com

N° 2054 - 30 septembre 2010

01 INFORMATIQUE BUSINESS & TECHNOLOGIES

AÉROPORTS DE PARIS

Le réseau social, un facteur d'efficacité pour l'entreprise P. 25

Le cloud oblige les SSII à revoir leur business model P. 16

Nicole Notat associe respect des salariés et relation client P. 19

Le green devient une priorité pour Aéroports de Paris P. 33

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La culture **green** aux portes de la direction générale

DOSSIER P. 38

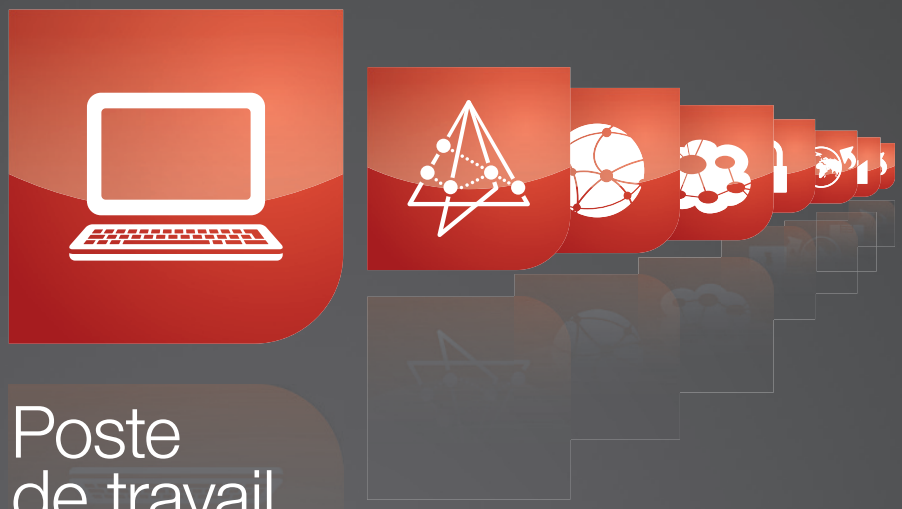
Groupe 01 France Metro : 5 € - DOM : 6,20 €, Belgique : 5,50 €, Suisse : 9,50 FS, Canada : 8,50 $C, Luxembourg : 5,50 €.

M 02995 - 2054 - F: 5,00 €

MATINÉES

01

Mardi 12 octobre 2010
Salons Hoche – Paris 8e



Poste de travail

Changement de paradigme

Au programme

> Laptops, tablettes, terminaux durcis…
Quels usages pour les outils mobiles de demain ?

> Les applications mobiles au cœur du travail collaboratif

> Une virtualisation sans limites ?

Inscription et programme détaillé sur : www.01net/matinees01/poste-travail

conception & réalisation : pampa presse

ÉVÉNEMENT 01
BUSINESS & TECHNOLOGIES

En partenariat avec

FUJITSU vmware® WYSE

LA RÉDACTION A...

félicité

Laurent Blanchard. Le directeur général de Cisco France a reçu le trophée Green Business Award 2010 de la Green IT, décerné par BFM Radio aux entreprises qui ont su utiliser le virage « vert » pour faire du business. Parmi les autres lauréats figurent Bouygues Construction, Botanic, Greenwall, Phytorestore et Casino. Le jury était présidé par Francis Mer, ancien ministre de l'Economie.

DR

BLÊMI

en apprenant le vol de 30 mètres de fibre optique dans le tunnel du Landy (93). Résultat : pas d'images vidéo dans le tunnel pendant plusieurs heures et un risque pour la sécurité des automobilistes. Plus grave : ce vol a privé d'information trafic et rendu muettes les bornes d'appel d'autres autoroutes de la région parisienne.

HALLUCINÉ

en apprenant que British Petroleum avait investi 3,6 millions de dollars dans Google Adwords. Suite à la catastrophe de sa plate-forme Deepwater Horizon, le groupe lave son honneur sur le web. L'e-réputation est devenue un vrai business… pour Google.

MEIGNEUX/SIPA

été troublée

par l'annonce de Stéphane Richard. Le PDG de France Télécom veut créer, avec d'autres opérateurs, un système d'opération mobile pour contrer Apple et Google. Si les opérateurs savaient développer des logiciels systèmes, ça se saurait ! A ce titre, saluons la franchise de Nokia, qui a avoué avoir loupé le coche dans les logiciels mobiles.

jalousé

Mark Zuckerberg. A seulement 26 ans, le PDG de Facebook a été élu « personne la plus influente de l'ère informationnelle » par le magazine *Vanity Fair*. Le pape des réseaux sociaux dépasse ainsi le gourou du high-tech Steve Jobs, classé deuxième, et les fondateurs de Google, troisième. Il faut dire que Facebook compte déjà un demi-milliard d'utilisateurs…

LES MOTS CLÉS DE LA SEMAINE

e-Réputation SSII Entreprise 2.0 Responsabilité sociale Green IT RH Empreinte carbone SIG Développement durable Management Cloud iPad Virtualisation e-Commerce Réseaux sociaux

Développement durable : p. 13, 14, 22, 25, 38
Green IT : p. 13, 14, 22, 33, 38
Empreinte carbone : p. 13, 14, 38
SSII : p. 7, 16, 38
Cloud : p. 16, 38
Management : p. 34, 49
Réseaux sociaux : p. 21, 25
Responsabilité sociale : p. 19, 38
e-Commerce : p. 18
e-Réputation : p. 20
Entreprise 2.0 : p. 8
Intranet : p. 8
iPad : p. 15
RH : p. 10
SIG : p. 12

ÉDITORIAL

Frédéric Simottel
Rédacteur en chef

Un réveil durable

La prise de conscience est montée d'un cran. Les comportements responsables se standardisent et des pratiques innovantes émergent dans tous les secteurs. Il manque pourtant ce déclic des directions générales pour inscrire définitivement le développement durable parmi les priorités des entreprises. Car en dessous, l'élan est donné : 64 % des multinationales présentent ainsi leur démarche d'achats durables comme un objectif prioritaire de leur politique de RSE, selon l'ORSE (Observatoire de la responsabilité sociétale des entreprises). Deux sociétés du CAC 40 ont, elles, incorporé leur DSI au sein d'une direction du développement durable. Partout la facture

> « DSI et directions métier peinent à faire accepter leur politique environnementale au plus haut niveau »

énergétique est analysée. L'empreinte carbone figure parmi les indicateurs à vérifier. Les méthodes de calcul de la tonne de CO_2 ne sont pas appliquées à l'identique par tous les fournisseurs, mais le principe général est admis. Malgré tout, le déclic tarde. DSI et directions métier peinent à faire accepter leur politique environnementale au plus haut niveau. De fait, comme *01* le titrait l'an passé dans un numéro spécial « vert », nous en sommes encore à une lente éclosion de l'entreprise écoresponsable. Comme tout projet de cette envergure, la décision doit venir d'en haut. L'intention est là mais le feu (vert) n'est pas véritablement donné, surtout en France. Manque d'indicateurs business. Un calcul du retour sur investissement difficile à apprécier par les dirigeants (mais qu'il faut accepter tel quel). Des priorités de réduction de coûts qui freinent les projets green. Les raisons sont multiples. Il est temps de se réveiller ! Les entreprises anglo-saxonnes ont déjà accéléré le tempo. General Electric ou IBM en ont fait des priorités. Et ce ne sont plus seulement des actions de communication. Le réveil doit être rapide et durable. ■

01 SOMMAIRE

TENDANCES

7. ÉTUDE La pression sur les prix favorise le modèle « low cost »
8. USAGES L'intranet 2.0 donne un rôle central au collaborateur

10. MOBILITÉ Des applications RH accessibles en déplacement
11. SANTÉ Comment recycler l'infrastructure de la grippe A
12. DÉCRYPTAGE Le système d'information géographique expliqué à votre DG
13. DATACENTER Les besoins électriques fragilisent le green
14. GREEN TECH Les télécoms promettent d'être écoresponsables
15. POSTE DE TRAVAIL Votre bureau dans un iPad
R&D Un composant universel prêt à révolutionner l'IT
16. STRATÉGIE L'informatique en nuages pousse les SSII à revoir leur modèle
18. START UP La vitrine interactive, un nouveau canal de vente

OPINIONS

19. RELATION CLIENT Respecter ses salariés, c'est respecter ses clients
20. HUMEURS
Guerre des standards pour mobiles
Cadrus interruptus
21. ON EN PARLE DANS LES BLOGS
22. CARTE BLANCHE À...
Frédéric Thomas, cofondateur et associé de Sterwen Consulting
La Green IT, une stratégie à encourager au plus haut niveau

EXPÉRIENCES

25. COLLABORATION Les réseaux sociaux, des facteurs d'efficacité pour les entreprises
30. BANQUE Le groupe BPCE envisage avec sérénité les contraintes de liquidités
32. GESTION Delta Plus améliore le pilotage de sa production en Chine
33. INTERVIEW Thierry Feybesse, directeur informatique et télécoms d'Aéroports de Paris
34. RENCONTRE De l'informatique aux directions opérationnelles
36. JURIDIQUE Contrefaçon : eBay est bien responsable

DOSSIER

38. DÉVELOPPEMENT DURABLE
39. INVESTISSEMENTS La Green IT, à la fois malmenée et soutenue par la situation économique
40. EMPREINTE CARBONE L'adoption des logiciels spécialisés
42. MÉTIERS La Green IT ouvre de nouveaux horizons aux informaticiens
43. TÉLÉPRÉSENCE La vidéoconférence doit préparer le terrain au télétravail
44. DÉVELOPPEMENT La programmation écoresponsable en chantier
45. ÉQUIPEMENT Les matériels informatiques passent difficilement au vert
46. DATACENTER La salle informatique, laboratoire de l'écoresponsabilité
47. SERVICES La naissance d'un écosystème de prestataires
48. BÂTIMENTS L'informatique réduit l'empreinte carbone des immeubles

VOUS

49. MANAGEMENT Cinq pistes pour optimiser son temps
52. RESSOURCES HUMAINES Un salarié peut-il refuser de déménager avec son entreprise ?
54. BUSINESS STYLE
56. AGENDA
65. FLASH-BACK
66. PROCHAINEMENT DANS 01

Ce numéro comporte un courrier de réabonnement sur une diffusion partielle d'abonnés.

Abonnez-vous en ligne sur www.kiosque01.com

PHOTO DE COUVERTURE : CORBIS

L'Etat de l'Art

Les Séminaires Capgemini Institut

Mise à jour : 30 septembre 2010
22 séminaires nouveaux ou entièrement remaniés

> Les Synthèses

Comprendre les Tendances de l'Informatique	11-13 oct. • 8-10 nov. 2010
Urbanisme et Architectures Techniques en 2010	18-20 oct. • 15-17 nov. 2010
Réseaux : la synthèse	4-6 oct. • 6-8 déc. 2010
Micros, Serveurs, Réseaux : la synthèse	15-17 novembre 2010
Sécurité : la synthèse technique	14-15 oct. • 9-10 déc. 2010
Management des Projets Informatiques	11-13 oct. • 8-10 nov. 2010
La Gouvernance Informatique en 2010	14-15 oct. • 2-3 déc. 2010

> Projets et Développement

Le Développement d'Applications en 2010	22-24 novembre 2010
Java : la synthèse	18-19 novembre 2010
Open Source : l'état de l'art	4-5 novembre 2010
XML : la synthèse	4-5 novembre 2010
Web Services : l'état de l'art	2-3 décembre 2010
Client Riche : Ajax, RIA, HTML 5	16-17 novembre 2010
Analyse des Besoins des Utilisateurs en 2010	18-19 novembre 2010
Le Cahier des Charges en 2010	25-26 novembre 2010
Estimation des Développements Informatiques	2-3 décembre 2010
Points de Fonction : l'état de l'art en 2010	4-5 novembre 2010
Méthodes Agiles : l'état de l'art	16-17 novembre 2010
Les Techniques et Outils de Test	4-5 novembre 2010
La Qualité des Systèmes et des Logiciels	8-10 novembre 2010
La Maintenance Applicative et TMA en 2010	23-24 novembre 2010

> Management de l'Informatique

Le Tableau de Bord du DSI en 2010	7-8 oct. • 4-5 nov. 2010
Les "Best Practices" de la DSI en 2010	18-19 novembre 2010
Benchmarking : l'état de l'art en 2010	18-19 novembre 2010
Les Responsabilités Juridiques du DSI en 2010	25-26 novembre 2010
Les Schémas Directeurs en 2010	12-13 oct. • 30 nov.-1er déc. 2010
La Conduite du Changement en 2010	4-6 oct. • 29 nov.-1er déc. 2010
COBIT, ITIL, CMMI, ISO : l'état de l'art 2010	4-5 novembre 2010
Centres de Services : la mise en œuvre	18-19 novembre 2010
SLA et Contrats de Service	14-15 oct. • 2-3 déc. 2010
ITIL : la mise en œuvre	25-26 novembre 2010
Gestion de Portefeuille de Projets : l'état de l'art	25-26 novembre 2010
PMO : la mise en œuvre	18-19 novembre 2010
La Maîtrise d'Ouvrage en 2010	14-15 oct. • 9-10 déc. 2010
L'Audit Informatique en 2010	2-3 décembre 2010
Le Contrôle de Gestion de l'Informatique	25-26 novembre 2010
ROI, Valeur et Coûts du SI	19-20 oct. • 14-15 déc. 2010
Les Contrats Informatiques en 2010	23-24 novembre 2010
Green IT et réduction des coûts informatiques	2-3 décembre 2010
Outsourcing : l'état de l'art en 2010	4-5 novembre 2010
Gestion de Parc et Assistance Utilisateurs	16-17 novembre 2010
Help Desk : l'état de l'art	18-19 novembre 2010
Exploitation/Production Informatique en 2010	15-17 novembre 2010
Sécurité des Systèmes d'Information	11-13 oct. • 6-8 déc. 2010
Continuité Informatique / PRA	9-10 décembre 2010
Plan de Continuité d'Activité/Gestion de Crise	7-8 oct. • 2-3 déc. 2010
ISO 27001/27002 et "best practices" en Sécurité	18-19 novembre 2010

> Architectures et Réseaux

Architecture d'Entreprise et SI	23-24 novembre 2010
SOA : l'état de l'art	14-15 oct. • 9-10 déc. 2010
Processus et BPM : l'état de l'art	4-6 oct. • 29 nov.-1er déc. 2010
ESB, Intégration et Orchestration de Services	18-19 novembre 2010
Référentiels d'Entreprise : l'état de l'art	25-26 novembre 2010
Intégration de Données d'Entreprise	4-5 novembre 2010
Virtualisation : technologies et mise en œuvre	7-8 oct. • 2-3 déc. 2010
Postes de Travail : réduire les coûts en 2010	25-26 novembre 2010
Cloud Computing : l'état de l'art	23-24 novembre 2010
Architectures d'Applications Distribuées	22-24 novembre 2010
Gérer la Performance des Applications et du SI	25-26 novembre 2010
Réseaux et Télécoms : les tendances, les choix	22-24 novembre 2010
Téléphonie sur IP	25-26 novembre 2010
Sécurité : mobilité, sans-fil et VPN	4-5 novembre 2010
Sécurité Web : l'état de l'art	23-24 novembre 2010
SAN/NAS : état de l'art des Réseaux de Stockage	22-24 novembre 2010

> Techniques et Applications

Portails d'Entreprise : l'état de l'art	23-24 novembre 2010
Internet : la synthèse 2010	18-19 novembre 2010
Internet Mobile : l'état de l'art	8-10 novembre 2010
Web 2.0 : les usages professionnels en 2010	25-26 novembre 2010
Webmarketing : l'état de l'art	8-10 novembre 2010
Réussir et Gérer un Site Web	9-10 décembre 2010
Moteurs de Recherche d'Entreprise : l'état de l'art	2-3 décembre 2010
Les ERP/Progiciels Intégrés en 2010	23-24 novembre 2010
Dématérialisation : l'état de l'art	18-19 novembre 2010
Bases de Données : la synthèse	8-10 novembre 2010
Décisionnel : l'état de l'art	18-20 oct. • 13-15 déc. 2010
CRM et e-CRM	25-26 novembre 2010
Knowledge Management : l'état de l'art	18-19 novembre 2010
Projets Collaboratifs : l'état de l'art	4-5 novembre 2010
ECM (Entreprise Content Management)	9-10 décembre 2010
GED (Gestion Electronique de Documents)	16-17 novembre 2010
Archivage Electronique en 2010	23-24 novembre 2010

> Les Passeports

Systèmes d'Information : les 3 prochaines années	11-13 oct. • 6-8 déc. 2010
Passeport Réseaux & Télécoms	18-20 oct. • 13-15 déc. 2010
Passeport Consultant	18-20 oct. • 6-8 déc. 2010
Passeport MBA	15-17 novembre 2010
Passeport Comptabilité & Finance	18-20 oct. • 6-8 déc. 2010
La Banque en 3 jours	4-6 oct. • 13-15 déc. 2010
La Gestion du Stress	25-26 novembre 2010
Passeport Efficacité Personnelle	11-13 oct. • 8-10 nov. 2010
Passeport Management	18-20 oct. • 15-17 nov. 2010

Durée 14 h (séminaire de 2 jours) ou 21h (séminaire de 3 jours).
Formations éligibles au DIF.

Renseignements et inscriptions :
Véronique Groud
Tél. : 01 44 74 24 10
veronique.groud@capgemini.com
www.institut.capgemini.fr

Capgemini
CONSULTING.TECHNOLOGY.OUTSOURCING

OFFRE DE LANCEMENT !

1 an d'abonnement au magazine print + numérique

et SES SERVICES ONLINE

Abonnement PACK PRO

190€

au lieu de ~~484€~~*

61% d'économie !

1 an d'abonnement au magazine print + numérique et ses SERVICES ONLINE

- **L'hebdomadaire** (44n°) pour aborder avec recul les nouvelles tendances technologiques,
- **Un accès prioritaire à l'information** avant réception du magazine,
- **44 versions numériques** avec 3 accès (PC bureau, PC portable, PC personnel),
- **6 Newsletters thématiques hebdomadaires** (Développement, Sécurité, Réseaux, Télécoms & Mobilité, Logiciels et applications, Infrastructures, Economie numérique),
- **2 Newsletters mensuelles** : best practices,...
- **Accès privilégié aux journées 01**.

BON D'ABONNEMENT

Retrouvez cette offre en ligne !
www.abo-01informatique.com

À renvoyer par courrier à 01 INFORMATIQUE - Service Abonnements - B 981 - 60732 SAINTE GENEVIEVE CEDEX

☑ **OUI**, je m'abonne au **pack Pro 01 INFORMATIQUE Business & Technologies** (1 an) pour **190€** au lieu de ~~484€*~~ soit **une économie de 294€ !**
44N° (print + web) + 6 newsletters hebdomadaires + 2 newsletters mensuelles + accès privilégié aux journées 01.

Je règle par :

❑ Chèque bancaire à l'ordre de **01 INFORMATIQUE**

❑ Carte bancaire (CB, EC, MC, VISA)

N° _____

N° de contrôle _____ Expire fin _____
(3 derniers chiffres au dos de votre carte bancaire)

Date et signature obligatoires

❑ Je souhaite recevoir une facture acquittée.
Si l'adresse de facturation est différente de celle de la livraison ci-contre, merci de nous le préciser.

Mes coordonnées : ❑ Mme ❑ Melle ❑ M.

Nom _____
Prénom _____
Société _____
Fonction _____
Adresse _____
Code postal _____ Ville _____
Tél. _____
E-mail (pour bénéficier des services online) : .....
❑ J'accepte que mon e-mail soit transmis aux partenaires de Groupe 01

PPIL44

*Par rapport au prix du magazine au numéro, de la version digitale et des services online associés. Offre valable jusqu'au 30/06/11 pour les nouveaux abonnés en France métropolitaine uniquement. Il existe un droit de rétractation. Réception du magazine digital sous 1 semaine et du premier numéro sous 4 semaines à réception de votre règlement. En application de l'article L27 du 6.1.78 les informations ici demandées sont nécessaires à l'exécution de votre commande et aux services qui y sont associés. Les catégories de destinataires sont uniquement celles nécessaires à l'exécution de cet abonnement, aux services associés et partenaires du Groupe sauf opposition de votre part ❑. L'éditeur se réserve le droit de modifier le contenu, le titre ou le format de la publication objet du présent abonnement, dans le respect de son actuelle ligne éditoriale. Vous pourrez accéder aux informations vous concernant et procéder éventuellement aux rectifications nécessaires auprès du service Abonnements.

TENDANCES

JOHN TODD

Larry Ellison lance Exalogic, sa plate-forme cloud. L'occasion d'attaquer Salesforce.com et de placer ses serveurs ex-Sun face à IBM.

10 % des budgets des entreprises en services informatiques externalisés au niveau mondial ont été réalloués au cloud. 43 % des 1 500 répondants se concentrant sur le cloud privé.

ÉTUDE Gartner dresse les conséquences probables d'une chute des coûts des prestations des SSII

La pression sur les prix favorise le modèle « low cost »

Les sociétés de services demeurent le couteau sous la gorge. Deux ans après le début de la crise financière, la pression sur les prix n'est pas retombée. La situation est particulièrement aiguë dans le domaine de l'externalisation des infrastructures et des applications. D'autant que l'incertitude économique reste d'actualité.

Dans l'hypothèse où cette situation perdurerait, Gartner a bâti un scénario où le marché de l'externalisation s'orienterait vers un modèle de services à bas coût. « *Les fluctuations économiques et la mondialisation accélérée des services sont des facteurs importants qui pourraient obliger les entreprises à aller plus loin vers le modèle informatique à bas coût* », note le cabinet. Gartner entend par services « low cost » la fourniture de services d'exploitation, en général mutualisés, axés sur la définition d'un tarif mensuel par utilisateur minimal (PUPM en anglais, pour per user/unit per month).

DR

La mondialisation des services (ici, Capgemini en Inde), un premier pas vers le modèle informatique à bas coût.

Les métiers poussent les spécialistes de l'infogérance à adopter des modes de facturation flexibles

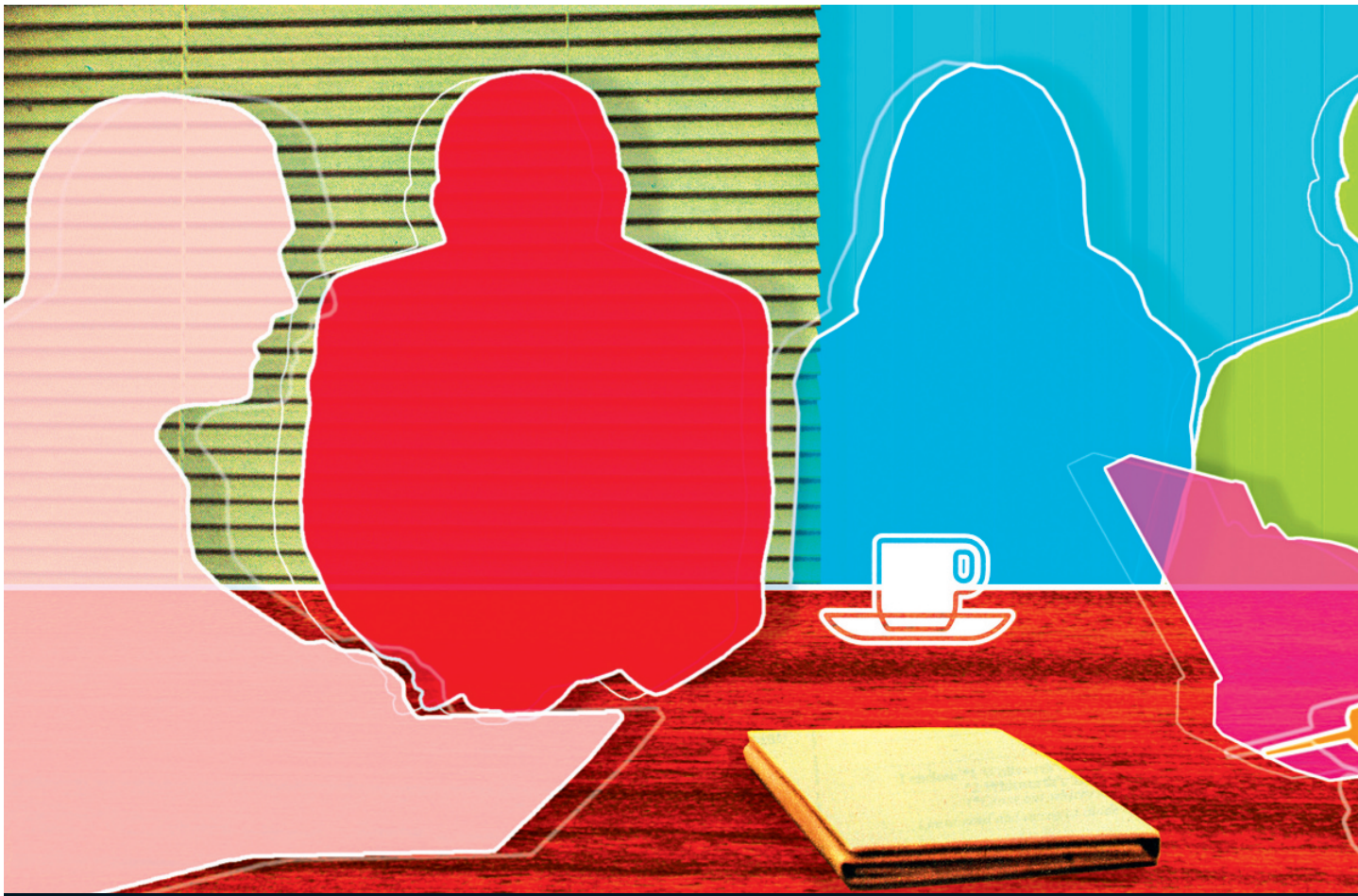
Si les prédictions du cabinet sont pour le moins radicales – baisse annuelle des tarifs de 10 à 25 % par an sur les trois à cinq prochaines années –, les tendances évoquées, elles, s'avèrent déjà bien réelles. Le mouvement migratoire vers les pays à bas coût salarial participe, bien sûr, de ce phénomène. Au-delà de l'offshore, l'industrialisation croissante du marché des services informatiques contribue à cette chute des coûts unitaires. L'émergence d'offres de services cloud privés en est la parfaite illustration. Dans le scénario imaginé par Gartner, tout un pan du marché s'orienterait ainsi vers des modèles de production combinant mutualisation entre plusieurs clients, délocalisation et utilisation optimale de la virtualisation. Ces offres réduiraient la facture par rapport à une infrastructure informatique gérée par un prestataire sur le site du client. Le cabinet prédit aussi une généralisation du paiement à l'usage (PUPM). Les fonctions métier poussent en effet les spécialistes traditionnels de l'infogérance à adopter des modes de facturation plus flexibles.

Aujourd'hui, tous les ingrédients sont réunis pour que ces prédictions se réalisent. Mais il faudra lever certains freins culturels, notamment en France. L'émergence de ce modèle « low cost » suppose, par exemple, que les DSI acceptent d'abandonner la propriété de leurs biens informatiques. Ce qu'elles refusent souvent de faire dans le cadre de contrats d'externalisation classiques, ne serait-ce que pour des questions de réversibilité.

Les Français restent attachés à une relation de proximité

De plus, le mode offshore n'affiche pas le même succès dans notre pays qu'aux Etats-Unis : les entreprises françaises restent attachées à une relation de proximité. Enfin, la mise en place d'une facturation à l'usage n'est pas un sujet trivial pour les prestataires. La majorité des spécialistes traditionnels de l'infogérance s'appuient sur des modes de facturation forfaitaires, assez rigides, basés au mieux sur des unités d'œuvre qui dépendent du nombre de serveurs ou de postes de travail, et pas de la consommation réelle de l'informatique.

OLIVIER DISCAZEAUX



Les entreprises sont matures pour la collaboration, mais les directions peinent encore sur l'aspect social.

USAGES

L'intranet 2.0 donne un rôle central au collaborateur

Après les espaces communautaires et les pratiques collaboratives, les intranets voient lentement arriver les fonctionnalités sociales héritées du web 2.0, où l'utilisateur occupe une place centrale.

« Cette année marque l'an un des réseaux sociaux d'entreprise », affirme Marc Lippa, directeur de mission chez Arctus. Depuis onze ans, ce cabinet de conseil publie une étude annuelle sur l'évolution de l'intranet en France, disponible en ligne sur le site de l'Observatoire de l'intranet. Parmi les cinq tendances identifiées, figurent la collaboration et les réseaux sociaux d'entreprise (RSE). Les personnes interrogées appartiennent aux secteurs public (souvent moins en avance sur les usages les plus innovants) et privé, à l'industrie et au secteur tertiaire.

La tendance collaborative n'est pas nouvelle, mais elle continue de s'étendre. Selon Marc Lippa, « *avant, les espaces communautaires étaient essentiellement limités à une logique projet. Maintenant, des communautés de pratiques ou transversales apparaissent.* » Les secondes peuvent regrouper les correspondants formation de chaque service d'une entreprise, organisés indépendamment d'un projet.

Par outils collaboratifs, il faut entendre ces espaces communautaires, mais aussi la messagerie électronique, les

GETTYIMAGES

agendas partagés, les forums, les wikis, la conférence web, et la messagerie instantanée. Selon l'Observatoire, ces fonctionnalités, qui sont mises à disposition des salariés, sont plutôt appréciées : 62 % en profiteraient plus ou moins régulièrement et seuls 12 % seraient réfractaires. Par contre, les fonctions interactives plus évoluées, directement inspirées du web 2.0 comme l'ajout de commentaires et les réseaux sociaux, ne sont présentes que dans respectivement 20 et 5 % des cas, selon l'étude internationale « Global Intranet Trends for 2010 », de Jane McConnell, consultante en stratégie intranet et portail. Et seules 3 % des entreprises interrogées considèrent avoir des pratiques 2.0 étendues.

Le collaboratif et le social complémentaires

Un réseau social d'entreprise se distingue des espaces collaboratifs classiques par l'existence de profils que les utilisateurs enrichissent eux-mêmes avec, notamment, leurs centres d'intérêt et leur cursus. Ils y participent activement. S'y ajoutent les fonctionnalités de présence (l'utilisateur est-il joignable et comment ?), l'échange direct entre membres (par messages privés ou publics) et le suivi de l'activité de chacun (qui commente quel document ?). Comme l'explique Marc Trilling, Senior Manager en stratégie collaboration d'entreprise pour Logica Business Consulting, *« l'intranet était jusqu'ici très centré sur le document mais, avec le passage au 2.0, l'accent est de plus en plus mis sur l'utilisateur »*.

Le passage d'un intranet au social peut s'opérer simplement, par l'ajout de fonctionnalités à l'existant

Ce que confirme Grégory Bécue, ingénieur avant-vente chez Smile : *« L'intranet social met l'individu au cœur du sujet et l'invite à tirer lui-même parti de la plate-forme. Le contenu est moins maîtrisé. A l'heure actuelle, si les entreprises sont mûres en ce qui concerne la collaboration, les directions freinent encore sur l'aspect social. »*
Pour l'instant, les grandes entreprises sont pionnières en la matière, les RSE aidant à résoudre des problèmes tels que la dispersion géographique des équipes ou la difficulté à trouver le bon interlocuteur. La recherche d'expertise est une fonctionnalité souvent demandée lors de la mise en place d'un réseau social interne.
Le passage d'un intranet au social ne nécessite pas la mise en place d'un RSE, et peut s'opérer par l'ajout de fonctionnalités à l'existant. *« Les réseaux sociaux d'entreprise ont d'abord été une brique ajoutée au système d'information. Maintenant, c'est lui dans sa totalité qui intègre du social »*, explique Arnaud Rayrole, associé fondateur du cabinet de conseil Uséo. En outre, les sociétés qui se lancent dans cette démarche ne suppriment par pour autant leurs espaces collaboratifs ou leurs intranets orientés communication interne.
Aux côtés d'acteurs spécialisés tels Nextmodernity et Uséo, les généralistes tentent l'expérience de l'entreprise 2.0 afin de répondre aux besoins collaboratifs évolués de leurs clients. La sauce 2.0 commencerait donc à prendre, même si la création ou la refonte d'un intranet, déclenchée à 48 % par des contraintes de modernisation, ne correspondent pas nécessairement à une adhésion aux valeurs du 2.0… ■

MARIE JUNG

L'AVIS DU CONSULTANT

DR

Gatien Hanicotte, consultant entreprise 2.0 et maîtrise d'ouvrage pour SQLI Agency

De la même manière que le web a évolué du 1.0 vers le 2.0, l'intranet évolue vers le collaboratif. Le salarié est alors considéré comme un client par son entreprise et l'intranet 2.0 lui offre les services que l'on propose à un collaborateur. L'information n'est plus uniquement poussée vers ce dernier. Celui-ci est aussi invité à participer. Un réseau social de type Facebook en entreprise n'a pas d'avenir. Il ne crée pas de valeur, l'information n'est ni classée, ni capitalisée. Ce qui importe dans ce cas de figure, ce sont les profils enrichis avec les compétences des collaborateurs. L'aspect réseau n'est pas indispensable à l'entrée dans le 2.0. Ce qui compte, c'est que l'ensemble de l'entreprise puisse réagir, créer du contenu et s'organiser en communautés.

! À SAVOIR

Les cinq tendances de l'intranet 2010

- **Mobilité :** accès distant sur terminal léger, avec mise à disposition d'applications métier.
- **Collaboration :** espaces collaboratifs et espaces transversaux avec les outils associés (blogs, wikis, forums, FAQ, etc.).
- **Réseau social :** matérialisé par des profils personnels enrichis, la mise en relation des membres…
- **Ouverture :** la production du contenu se décentralise.
- **Autonomisation des utilisateurs :** l'augmentation de la quantité de contenu ne doit pas être un frein à l'accès à l'information, d'où l'utilisation de profil, de flux RSS, d'alerte par courriel et de moteurs de recherche performants.

Source : Observatoire de l'intranet

BAROMÈTRE

En hausse

L'internet sécurisé

L'Afnic, l'association en charge des noms de domaine en France, déploie le protocole DNSSEC autour des domaines en .fr et .re (la Réunion). Cette version sécurisée de DNS exploite un système de clés publique et privée. Objectif : améliorer la sécurité du réseau en empêchant, par exemple, des pirates d'intercepter les requêtes de connexion des internautes et de les détourner de leur destination initiale pour les orienter vers un site escroc.

En baisse

Le Quai d'Orsay

Décidément, les services de l'Etat ont du mal avec l'IT. Après le fiasco du site France.fr cet été, c'est le compte Twitter du Quai d'Orsay qui a été piraté jeudi 16 septembre. Pire, pendant une demi-heure, le fil @francediplo, suivi par plus de 45 000 personnes, affichait un message raciste envers les Roms.

EN BREF

Croissance record pour Oracle

Pour son premier trimestre fiscal, l'éditeur affiche des résultats en forte progression : 7,5 Md$, soit + 48 % par rapport à la même période il y a un an. Oracle a réalisé des ventes solides et l'acquisition de Sun porte déjà ses fruits. Les ventes de nouvelles licences ont augmenté de 25 %, tandis que les matériels Exadata représentent 1,5 Md$ sur un rythme annuel.

Le SI de la Cnam, un grand corps malade

Absence de stratégie et de gouvernance, qualité défaillante des applications, homogénéité des pratiques, sécurité et qualité prises à défaut... La Cour des comptes épingle le système d'information de l'assurance maladie. Le retard est estimé à 60 années/informaticiens (http://goo.gl/OhcR).

MOBILITÉ Les sites d'emploi arrivent sur l'iPhone et des fonctions RH sont déclinées pour l'iPad

Des applications RH accessibles en déplacement

« En matière de développement d'applications sur mobile, l'iPhone change la donne », affirme Alexandre Pachulski, directeur produits chez Talentsoft. *La taille de l'écran et son aspect tactile élargissent le champ des possibles en termes d'offres de services. Néanmoins, toutes les applications ne se prêtent pas à la mobilité.* » C'est ainsi que l'Apec et Cadremploi autorisent la consultation de leurs annonces en ligne (20 000 pour l'association, 15 000 pour Cadremploi), et l'alerte du candidat sur son iPhone. En revanche, aucun d'eux ne propose la réponse en ligne, ce que déplorent nombre d'utilisateurs. Mais pour Jean-Pascal Szelerski, directeur du pôle service web de l'Apec, « *cette fonctionnalité n'est pas adaptée à la mobilité* ». Le réseau social Viadeo va plus loin : «*Nous offrons à nos membres la possibilité de partager avec leur réseau une information depuis leur téléphone Android, Bada ou iPhone, de synchroniser leurs comptes Viadeo et Twitter, ou d'effectuer une recherche par mot clé dans les " tweets " de leurs contacts* », explique Olivier Fécherolle, directeur général France de Viadeo.

Le site d'emploi de l'Apec ne permet pas de répondre en ligne aux annonces.

Aujourd'hui, c'est surtout autour de la tablette d'Apple que les éditeurs s'affairent

« *L'iPhone n'est toutefois pas intéressant pour réaliser des tâches complexes comme la préparation d'un entretien d'évaluation* », souligne Pierre Polycarpe, responsable grands comptes France et Europe du Sud chez Taleo. Pas plus qu'il ne l'est pour la construction d'un budget RH ou la gestion de la politique de rémunération. En revanche, l'outil s'avère pertinent pour fournir à un manager en déplacement, des informations afin de préparer une réunion ou une rencontre. « *Chez Taleo, nous avons porté l'application " approbation d'un poste "* », précise Pierre Polycarpe. Quant aux utilisateurs d'Oracle Business Intelligence Suite Applications, ils peuvent accéder à certains indicateurs RH.

Reste à développer la présence de l'iPad en entreprise

Mais c'est surtout autour de l'iPad que les éditeurs s'affairent aujourd'hui. « *L'éventail des applications s'annonce bien plus large* », confie Alexandre Pachulski. Prochainement, un collaborateur sera en mesure, depuis son iPad, de modifier son profil en ligne, de consulter ses entretiens, de visualiser son « calendrier RH », ou de parcourir un catalogue de formations. Les responsables RH, quant à eux, pourront accéder à des indicateurs (pourcentage d'avancement d'une campagne d'évaluation, nombre d'inscriptions à une formation ou de candidatures reçues…). Enfin, les managers auront la possibilité de valider un souhait de formation, une mobilité, etc. Reste que les limites de l'outil sont moins liées au support lui-même qu'à sa présence en entreprises. ■ JULIETTE FAUCHET

SANTÉ L'Institut de veille sanitaire exploitera les données médicales récoltées par les Samu

Comment recycler l'infrastructure de la grippe A

Plus jamais ça. En 2003, les effets désastreux de la canicule n'ont été identifiés par les services de santé qu'à la fin du pic de mortalité. Autrement dit, bien trop tard. Pour ne pas connaître le même cauchemar, l'an dernier, alors que menaçait la grippe H1N1, les pouvoirs publics ont déployé une infrastructure capable de déceler au plus tôt la montée d'un pic d'épidémie. En trois mois, de juin à septembre 2009, le dispositif était en place. L'idée de ce chantier emmené par l'Asip santé ? Centraliser, puis analyser au quotidien les données récoltées sur le terrain par les centres de régulation des Samu. Concrètement, les informations saisies par les opérateurs dans les formulaires électroniques web devaient être transmises à l'Institut de veille sanitaire (InVS), chargé de les analyser.
La pandémie redoutée n'ayant pas eu lieu, le dispositif est resté en sommeil. *« Avec l'Asip santé, nous avons imaginé une seconde vie au projet. L'infrastructure déployée sert aujourd'hui de support à une autre initiative de consolidation des données épidémiologiques des Samu »*, indique Marc Giroud, président du syndicat Samu de France. Ce projet, dont on ne verra pas les fruits avant six mois, consiste lui aussi à alimenter l'InVS, plus précisément un entrepôt de données sanitaires. Sa vocation : suivre au quotidien les maladies (rougeole, grippe…), les accidents (cérébraux, vasculaires…) ou encore les intoxications (le lait chinois à la mélamine, par exemple).

Des sources disparates

Deux bases alimentent déjà ce datawarehouse : les fiches d'appel de SOS Médecins et les données issues des systèmes d'urgence des hôpitaux. D'ici à quelques mois, l'InVS y rajoutera les informations de mortalité en provenance de l'Insee ; et celles issues des Samu constitueront une quatrième source. Mais la partie ne s'avère pas si simple. Car les systèmes de régulation utilisés par les Samu, hétéroclites, ne seront pas tous en mesure d'extraire les données dans les formats spécifiés par l'Asip. *« L'occasion de ne conserver que les solutions capables de fournir les bonnes interfaces »*, prévient Marc Giroud.

VINCENT BERDOT

2 QUESTIONS À…

DR

Loïc Josseran, médecin et chef de projet Sursaud à l'Institut de veille sanitaire

Quelles données issues des Samu enrichiront votre veille ?
Elles touchent à ce que l'on appelle le « préhospitalier », qui se trouve en amont des services d'urgence. Par exemple, les appels passés aux Samu qui ne donnent pas lieu à des interventions. Par ailleurs, les situations graves ne transitent pas par les services d'urgence. Les cas d'infarctus, notamment, sont directement traités dans les services spécialisés. Autant d'éléments que nous apporteront demain les Samu.

Existe-t-il, à l'étranger, des systèmes équivalents ?
Pas à ma connaissance. Les réalisations américaines restent cantonnées à certains Etats, parmi les plus petits.

NOMINATIONS

EN PARTENARIAT AVEC nomination

Philippe Hedde, 52 ans, ESTP, MBA (ISA et Wharton Business School), et ancien auditeur de l'Institut des hautes études de la défense nationale, est nommé directeur général de **NextiraOne France**. Il a passé vingt-six ans chez IBM, où il était récemment directeur général grands comptes. Il est membre du comité exécutif et trésorier de Syntec informatique.

Didier Nguyen, MBA (Henley Management College, au Royaume-Uni), dirige désormais le département Consulting de **Nexway**. Auparavant, il était directeur commercial chez Technicolor puis chez Tata Communications, où il est intervenu sur des projets numériques pour le compte de Disney Interactive, d'Ubisoft, de TF1 Vidéo, d'Equinoxe Media, ou encore de Vivendi Games.

Antoine Petit, 48 ans, agrégé de mathématiques et docteur ès sciences en théorie des langages, est promu directeur général adjoint de l'**Inria**. Il supervise les relations avec les ministères de tutelle, et les partenariats institutionnels avec les établissements de recherche, les entreprises et les collectivités,

Ludovic Houri devient directeur des opérations de **Welcome Real-Time** (Axa Private Equity). Il est en charge de la direction des ventes mondiales, du marketing produit, du développement et des équipes techniques.

Bertrand Lenoir, Sup Telecom, prend la direction générale de **Telcité** (Groupe RATP). Sa mission : conforter Telcité dans sa position de leader de la fibre noire en Ile-de-France.

VOUS AVEZ CHANGÉ DE POSTE, FAITES-LE SAVOIR SUR WWW.NOMINATION.FR

DÉCRYPTAGE

Le système d'information géographique expliqué à votre DG

POURQUOI S'Y INTÉRESSER ? Outil de représentation et support d'analyse, le système d'information géographique (SIG) intégré au système d'information (SI) est exploitable dans nombre d'applications métier : logistique, gestion d'agendas, décisionnel...

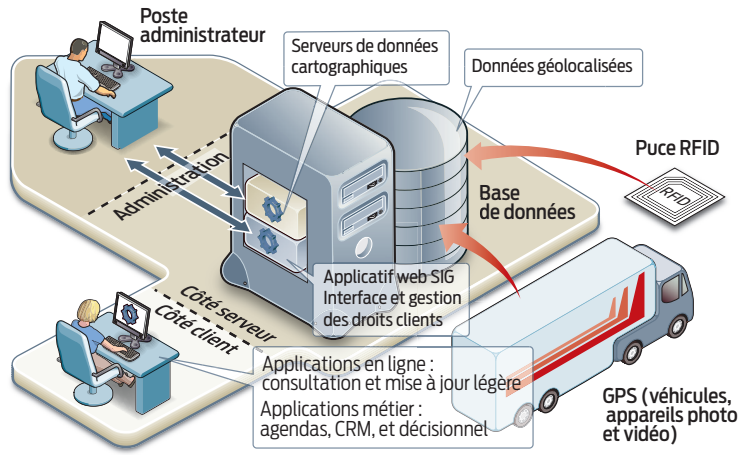
Les gains

1 Un accès intuitif à l'information. Les bases de données de l'entreprise comportent souvent des informations de localisation géographique, ne serait-ce que des adresses. Popularisée par Google Earth et par l'Institut géographique national (IGN), la représentation cartographique fournit un accès intuitif et immédiat à ces données géographiques. Ce succès a gagné, ces dernières années, le monde de l'entreprise. Les éditeurs spécialisés en SIG, mais aussi les acteurs traditionnels de la base de données, de la gestion client ou du décisionnel, ont connecté leurs produits avec un ou plusieurs fonds cartographiques.

2 Des analyses business plus riches. La mise en relation des données cartographiques dans le SIG avec des données existantes permet d'exploiter sous un nouveau jour la masse d'informations que détient l'entreprise, au moyen d'outils d'analyse statistique, de recherche d'informations (datamining) ou décisionnels. Et ce à différentes fins : stratégique, marketing, logistique ou organisationnelle.

3 Une meilleure productivité. La lecture de données géoréférencées réduit les risques d'erreur dans les échanges d'informations, d'autant plus que les fournisseurs proposent des solutions de navigation fluides et ergonomiques. Dès lors, il devient plus simple de localiser les actions à entreprendre ou les clients à visiter, ainsi que d'optimiser des agendas et des déplacements.

À LA CONQUÊTE DE NOUVEAUX TERRITOIRES BUSINESS



Intégrer le SIG dans le SI et le synchroniser avec des acquisitions temps réel de type GPS ou RFID est un bon moyen d'exploiter la cartographie dans les outils métier.

4 Des données plus fiables. Les éditeurs intègrent des fonds cartographiques très complets dans leurs applications métier. Leur mise à jour régulière, automatisable à distance, garantit sur la durée la fiabilité des données extraites. Par ailleurs, l'acquisition interne d'informations géolocalisées a pris une nouvelle dimension avec les transferts en temps réel en provenance d'équipements nomades avec GPS, d'appareils photo numériques, de caméras de vidéosurveillance ou de lecteurs RFID.

Les limites

1 Une interopérabilité parfois complexe. Intégrer de multiples sources cartographiques est désormais plus facile, du fait des interfaces web capables de lire plusieurs formats, de l'existence d'automates de conversion, et de la progression de la standardisation. Néanmoins, le partage et la synchronisation d'informations adaptées à des métiers différents peuvent s'avérer complexes à organiser. Et au-delà des questions de formats informatiques, les données géographiques demeurent disparates.

2 Un vrai travail de mise à jour. Pour conserver sa pertinence et sa fiabilité, le SIG doit être en permanence actualisé avec des données de qualité. Si les éditeurs proposent une mise à jour régulière de leur base cartographique, en interne, l'ampleur de la tâche est souvent sous-estimée sur la durée. En entreprise, la méthodologie d'actualisation et la pertinence des données stockées doivent être régulièrement évaluées, sous peine de sous-productivité.

3 Des coûts cachés. Il convient de mesurer correctement le travail d'intégration du SIG au sein du SI, en prenant en compte l'adaptation de l'outil aux métiers des utilisateurs. Par ailleurs, il faut penser à former les usagers à des outils qui s'avèrent plus complexes que la bureautique. Enfin, le fonds cartographique fourni par une application n'est exploitable dans une autre application que si l'entreprise s'est acquittée au préalable de nouveaux droits.

FRANÇOIS PLOYE

DATACENTER Les centrales numériques consomment toujours plus et la disponibilité électrique se dégrade

Les besoins électriques fragilisent le green

Infrastructures nucléaires vieillissantes, hausse de la consommation… le réseau électrique français perd en fiabilité. Un certain nombre de centres de données constatent ainsi une augmentation des ruptures de service. *« Nous avons enregistré une multiplication par cinq de leur nombre entre 2008 et 2009 »,* illustre Jean-Christophe Faulon, responsable infrastructure de Sungard. Sans impact pour les clients, puisque ses centres sont dimensionnés pour supporter des pannes de ce type.

Des infrastructures insuffisamment dimensionnées

« Les datacenters garantissent à leurs clients une disponibilité électrique de 99,995 %, équivalente à 26 mn de rupture électrique par an, alors même qu'ERDF (Electricité réseau distribution France – NDLR) *s'engage sur un nombre de coupures annuelles compris entre 4 et 36. Autrement dit, les engagements portés par ce dernier en matière de disponibilité électrique sont inférieurs à ceux des hébergeurs »,* explique Tristan Labaume, directeur général de Greenvision.

Dans la majorité des cas, le passage en mode secours, pourtant bref, a engendré des dysfonctionnements touchant les hébergeurs (et par conséquent leurs clients) disposant d'une infrastructure insuffisamment dimensionnée. Or ils sont majoritaires aujourd'hui.

Surconsommer pour rester opérationnel

Les opérateurs de datacenters doivent donc réaliser des architectures plus complexes. A titre d'exemple, il faut environ 1 500 m² de salle d'infrastructure technique pour 1 000 m² de salle informatique. Les infrastructures de ce type visent un PUE (un des indicateurs de mesure de l'efficacité énergétique) de 1,5 pour les meilleurs, soit une surconsommation de 50 %.

« Considérant la dégradation de la qualité de la fourniture électrique, le développement de la demande et l'augmentation du niveau de disponibilité attendu, les clients finals vont se tourner de plus en plus vers des datacenters de niveau supérieur à la norme Tier 3. Ce qui se traduira par une augmentation significative de la consommation électrique », prédit le directeur général de Greenvision. Les émissions de CO_2 seront alors d'autant plus élevées que les pics de consommation font appel aux centrales thermiques. Les engagements en termes de développement durable risquent donc d'être rapidement oubliés face aux exigences de disponibilité et aux contraintes économiques.

EDDYE DIBAR

2 QUESTIONS À…

DR

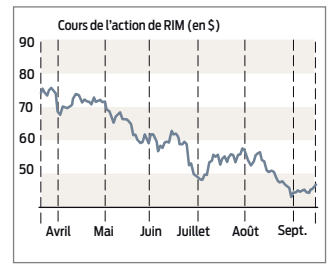
Fabrice Coquio,
directeur général d'Interxion (27 datacenters, 55 000m²)

Avez-vous noté une dégradation de la disponibilité électrique ?
Oui. Via nos outils de supervision, nous avons constaté 20 fois plus de ruptures de service électrique entre 2008 et 2009. Sur les six premiers mois de l'année 2010, ce nombre a encore doublé par rapport au premier semestre 2009.

La facture de vos clients risque-t-elle d'être touchée ?
Nos infrastructures sont dimensionnées pour supporter des ruptures de service beaucoup plus fortes. Mais une augmentation du coût de l'électricité due à la nécessité du distributeur d'améliorer son réseau sera répercutée sur nos clients.

VU DES MARCHÉS

RIM va-t-il rebondir en Bourse ?



Après avoir atteint plus de 85 $ en octobre 2009, le titre RIM n'a cessé de baisser, affichant moins de 45 $ en septembre. Ceux qui voyaient déjà le fabricant du Blackberry balayé par Apple et son iPhone vont peut-être devoir revoir leur jugement. Lors de la publication de ses derniers résultats trimestriels, le Canadien a indiqué avoir vendu 12,1 millions de téléphones. Il a réalisé un chiffre d'affaires de 4,62 Md$ (+ 31 % par rapport à la même période il y a un an), alors que les analystes tablaient sur 4,49 Md$. Le bénéfice trimestriel, lui, s'élève à 796,7 M$. Mieux, RIM a annoncé des prévisions de vente de 13,8 à 14,4 millions de Blackberry sur le prochain trimestre. Le signal d'un retour à la hausse pour l'action RIM ?

EN BREF

IBM souhaite acquérir Netezza

Big Blue propose 1,7 Md$, soit 27 $ par action, pour acquérir Netezza, un constructeur de datawarehouse en boîte dont les appliances exécutent à grande vitesse des applications analytiques, à l'image de celles d'Oracle et de Teradata. L'offre doit encore être acceptée par les actionnaires de Netezza.

Le projet d'autonomie d'Axway suspendu

Sopra a annoncé la suspension du projet qui visait à rendre sa filiale d'édition indépendante. Lancé il y a un an, il devait déboucher sur l'introduction en Bourse, d'ici à la fin de l'année, d'Axway. Cet arrêt serait consécutif à un point de blocage avec l'administration fiscale.

EN BREF

Une grille de PC pour la qualité de l'eau

La grille de PC World Community Grid (WCG) servira à modéliser plusieurs programmes liés à la qualité de l'eau. Un projet vise ainsi à trouver de nouveaux filtres peu coûteux pour dépolluer ou dessaler l'eau. Un autre a pour objectif de remédier à une maladie parasitaire tuant annuellement plusieurs milliers de personnes dans les zones tropicales. Sponsorisée par IBM, la WCG réunit 1,5 million de PC de volontaires qui offrent du temps de calcul lorsque leur machine est peu active, à la manière du célèbre SETI@Home.

Un premier datacenter certifié

Le centre de données implanté par Netapp à Research Triangle Park (Etats-Unis) est le premier à recevoir le label Energy Star. Il y règne une température de 23° C, contre 16° C habituellement, ce qui limite les besoins en climatisation. Du coup, les deux tiers du temps, il est refroidi avec l'air extérieur. Netapp contrôle précisément la pression à l'intérieur du datacenter afin d'optimiser la ventilation.

Canon remanufacture ses imprimantes

Le constructeur propose des imprimantes multifonctions remanufacturées. Cette démarche consiste à démonter entièrement un produit pour le remonter, en changeant les pièces usées. Bénéfices : prolongation de la durée de vie de l'imprimante et acquisition moins coûteuse. Les modèles concernés sont les iR6570Ne, iR4570Ne et iR2870Ne.

GREEN TECH

Les télécoms promettent d'être écoresponsables

La filière télécoms a signé une charte avec les pouvoirs publics afin de réduire son empreinte carbone. Du moins d'ici à 2020, alors que celle-ci a encore fortement augmenté en 2009. Pour les opérateurs, réunis au sein de la Fédération française des télécoms, l'urgence consiste à maîtriser leur consommation électrique, alors même que les usages explosent. Selon l'Idate, celle-ci a crû de 7,5 % entre 2008 et 2009, passant de 6,7 à 7,2 TWh. Une hausse imputable à l'accroissement du parc des boîtiers-modems (box) ADSL et des décodeurs télé des opérateurs (1,9 milliard de térawattheures en 2009 à eux seuls).

Un mode veille pour les box ADSL

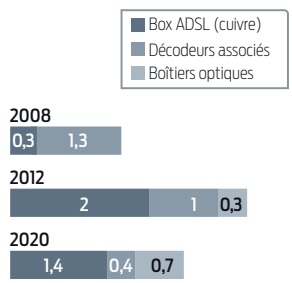
C'est pourquoi le premier engagement, et sans doute le plus concret, porte sur la maîtrise de la consommation électrique de ces terminaux d'abonnés. Dès la fin 2010, les nouveaux décodeurs de télévision numérique devraient être équipés d'interrupteurs marche/arrêt, alors qu'ils en sont dépourvus aujourd'hui. Bouygues Telecom, France Télécom-Orange, et SFR ont d'ores et déjà signé cet accord volontaire. La charte prévoit également leur engagement dans le code de conduite européen, qui spécifie une consommation en mode actif et en mode veille pour les box ADSL.

Ces actions spécifiques ne réduiront pas immédiatement la consommation électrique, compte tenu de la progression du parc de ces équipements. Les signataires affichent ainsi un objectif de consommation de 3,3 TWh pour un parc de 40 millions de box en 2012, puis de 2,5 TWh en 2020 pour 50 millions de terminaux ADSL.

Les opérateurs vont également agir sur leurs infrastructures. Les centres informatiques conçus à partir de 2010 devront être conformes au code de conduite européen. Toutes ces actions conjuguées devraient plafonner la consommation électrique de la filière télécoms, en France, à 8,5 TWh en 2010, puis à 7,6 TWh en 2020.

UNE HAUSSE INÉLUCTABLE

Consommation électrique par segment entre 2008 et 2020 (en TWh)



Une consommation accrue due à la prolifération des terminaux.

Encourager le recyclage des téléphones mobiles

Les opérateurs s'engagent aussi dans une politique d'achats sociale et éthique, dépassant le strict cadre environnemental. Ils prévoient d'utiliser, dès 2010, un référentiel commun d'évaluation de la responsabilité sociale et environnementale de leurs fournisseurs. Enfin, un volet concerne le recyclage des téléphones mobiles usagés, même si ces efforts sont encore timides (485 000 mobiles collectés en 2009). Sur ce point, la charte ne fait que reprendre les actions déjà menées par les opérateurs depuis début 2010, qui consiste à racheter aux clients leur mobile usagé.

FRÉDÉRIC BERGÉ

POSTE DE TRAVAIL Le PC distant fonctionne enfin en mode déconnecté

Votre bureau dans un iPad

L'éditeur VMware se targue de préparer les entreprises à un nouveau phénomène qui arrive des Etats-Unis. Il s'agit du ByoPC (Buy your own PC, littéralement : Achetez votre propre PC). Il consiste à octroyer un budget aux salariés pour qu'ils choisissent eux-mêmes leur poste de travail. *« A l'origine, des employés jurant qu'ils seraient plus productifs avec un iPad, un Mac, un smartphone, ou même un PC portable dernier cri, nettement plus excitant que l'ordinateur installé par la DSI sur leur bureau »*, explique Sylvain Siou, directeur de l'ingénierie systèmes chez VMware.

L'éditeur assure aux DSI qu'elles conserveront la mainmise sur les environnements de travail opérationnels. Sa solution View 4.5 injecte en effet dans tous ces appareils exotiques, un bureau Windows préconfiguré sur les serveurs de l'entreprise. La dernière version du logiciel gère des profils, pour tailler sur mesure le pack applicatif nécessaire dans telle ou telle direction métier. Au final, l'utilisateur jouit d'un environnement corporate, sécurisé selon les règles de l'entreprise, sans la contrainte d'un matériel incompatible avec les usages possibles hors du bureau.

Le bureau distant est téléchargé sur le poste de l'utilisateur

Pourtant Didier Roy, DSI de Manpower, n'en veut pas a priori : *« C'est l'éternelle solution du bureau à distance ! Pour que cela fonctionne, l'entreprise doit s'équiper d'une infrastructure réseau coûteuse. Sinon, son utilisation s'avère impraticable à cause d'une bande passante internet trop faible pour afficher les éléments graphiques en temps réel »*, affirme-t-il. Justement, View 4.5 sait gérer le mode déconnecté : *« Le bureau distant est entièrement téléchargé sur le poste de l'utilisateur et ne synchronise ses différences de données avec les serveurs de l'entreprise que de temps en temps. Cela facilite l'utilisation du bureau distant sans connexion internet »*, se défend Sylvain Siou. Mais le mode déconnecté ne fonctionne que sur les portables Mac et Windows, pas sur iPad ni sur smartphones.

YANN SERRA

DR

Un environnement corporate sur une tablette.

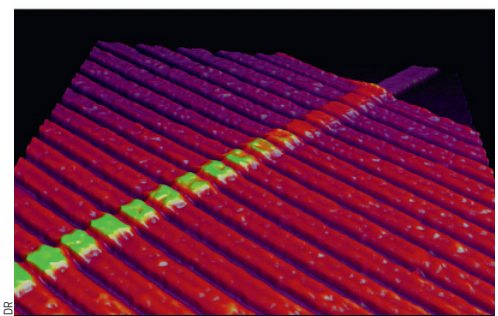
R&D HP est le premier à se lancer dans la production d'une mémoire fondée sur un memristor

Un composant universel prêt à révolutionner l'IT

Le memristor est considéré comme le quatrième élément passif de base de l'électronique, au même titre que la résistance, la bobine et le condensateur. Il a été décrit de manière théorique en 1971, mais ce n'est qu'en 2008 – soit trente-sept ans plus tard – qu'une mise en œuvre a été réalisée par une équipe de chercheurs chez HP, sous la conduite de Stanley Williams. Le constructeur a signé récemment un accord avec le Coréen Hynix Semiconductor pour produire des mémoires à base de memristor, avec une commercialisation en volume dès 2013.

Le memristor a une résistance variable en fonction de l'intensité du courant qui le traverse. Lorsque le courant s'arrête, il mémorise la dernière valeur de résistance (d'où son nom). Il est donc possible d'y recourir pour créer des mémoires persistantes, comme on utilise aujourd'hui des transistors pour les mémoires flash. Avantage : le memristor ne mesure que quelques nanomètres, contre quelques dizaines de nanomètres pour le transistor. Le potentiel de miniaturisation s'avère donc énorme.

Le memristor serait également plus robuste et autoriserait plus d'un million de cycles de lecture-écriture, contre 100 000 pour la mémoire. Et en matière de vitesse d'écriture, Il pourrait même se montrer plus performant que la DRAM des mémoires vives. Selon Stanley Williams, *« le memristor pourrait remplacer, à terme, la mémoire flash, la DRAM et les disques durs dans les ordinateurs »*.


DR

Une série de memristors créés à partir de paillettes de platine et de poussières de dioxyde de titane.

Le remplaçant du processeur ?

Outre la mémoire, d'autres cas d'applications du memristor sont imaginables. Selon HP, cet élément peut réaliser des opérations logiques et donc, éventuellement, remplacer le processeur. Enfin, des études ont montré que le memristor se comporte comme une synapse humaine, ouvrant de nouvelles perspectives pour l'intelligence artificielle. Bref, le memristor pourrait bien devenir le composant de l'informatique du XXIe siècle.

GILBERT KALLENBORN

STRATÉGIE

L'informatique en nuages pousse les SSII à revoir leur modèle

Certains évoquent une menace pour les sociétés de services, d'autres au contraire parlent d'opportunité. Une chose est sûre : l'essor du cloud va engendrer une redéfinition des compétences et un changement des pratiques.

GETTYIMAGES

La prolifération des applications Saas favorise la

L'émergence de technologies plus matures de consommation de services en ligne – le cloud – est un sujet de préoccupation pour les SSII. D'aucuns diront même une menace. Le Saas (Software as a Service), notamment, favorise la relation directe entre éditeur et utilisateurs. Les thuriféraires de ce modèle n'hésitent pas à prophétiser un manque à gagner important pour les pôles ingénierie et intégration des SSII.
Leurs arguments ? Le Saas favorise une mise en œuvre plus rapide, des économies de temps dans les phases de paramétrage (grâce au prépackagé), donc des investissements en intégration moins importants. Le modèle impliquant une certaine forme de standardisation, le travail de la SSII ne consisterait plus, selon eux, qu'à assurer quelques réglages de variables, l'élaboration d'une politique de sécurité ou le transfert de données existantes.

Mutualisation ne rime pas avec uniformisation

Cette vision paraît a priori caricaturale. Elle colle parfaitement à certains domaines comme le collaboratif ou la bureautique, mais cadre moins avec des applications métier. Les grands comptes, clientèle historique des SSII, auront continuellement de gros besoins de personnalisation. « *Je n'imagine pas Air France opter pour une version standardisée d'un PGI en mode Saas. Il y aura toujours des systèmes personnalisés, comprenant différentes versions selon les pays. Un développeur front office s'avérera utile pour exécuter ce travail* », appuie Jérôme Brun, en charge de l'innovation auprès des clients stratégiques d'Atos Origin. Provenant du porte-parole d'un intégrateur, l'argument ne surprend pas. Il a plus de poids, en revanche, lorsqu'il est émis par le champion du Saas dédié au CRM. « *L'assertion selon laquelle le Saas menace cette profession est fausse,* déclare Jean-Louis Baffier, directeur technique de Salesforces. *Nous ressentons toujours un important besoin d'intégration. La mutualisation n'est pas synonyme d'uniformisation à outrance. Nos 80 000 entités sont toutes paramétrées différemment.* »
Au-delà des besoins de paramétrage, l'incorporation fréquente de ces solutions, autrefois isolées, dans le système d'information legacy (historique) des entreprises implique de nouvelles contraintes d'intégration. « *On observe de plus en plus de projets de transformation qui intègrent des composantes Saas* », note le directeur technique de Salesforces. Cette tendance a poussé l'éditeur à développer, ces deux dernières années, des partenariats avec de grands intégrateurs comme Bearing Point, Accenture, Capgemini… ou avec des spécialistes (Kerensen Consulting, AVS Consulting). De même, la rapidité d'installation des solutions Saas n'est pas forcément synonyme de volume d'affaires réduit. « *Dans ce type de projet, on utilise les méthodes agiles.*

À SAVOIR

Certaines SSII ont lancé leurs propres offres cloud

- **Atos Origin :** la plate-forme Atos Sphere délivre des services d'infrastructure en mode automatisé : ressources machines (sur Windows ou Linux) ou de stockage, environnements de tests, gestion des données, et virtualisation de poste de travail.
- **Steria :** la plate-forme Infrastructure on Command sert à exploiter les ressources informatiques, telles que la puissance de calcul ou la capacité de stockage, à la demande : besoins ponctuels en ressources machines pour exécuter des tests et développer des applications, ou environnement de production complémentaire. Cette solution s'appuie notamment sur l'architecture UCS (Unified Computing System) de Cisco et sur les logiciels de VMware.

rationalisation des fonctions de l'entreprise.

L'AVIS DE L'EXPERT

DR

Pascal Matzke, vice-président de Forrester Research

Les grands comptes ne veulent plus recourir à une multitude de prestataires. Ils recherchent désormais des « partenaires » stratégiques avec qui travailler sur un portefeuille de projets. Face la multiplication des offres cloud, des SSII capables d'orchestrer ces différents services s'avéreront utiles. Leur défi : démontrer leur capacité à agréger ces « services cloud », et gérer les demandes des utilisateurs.

Beaucoup de sociétés de services continuent de vendre des prestations personnalisées selon le modèle de l'outsourcing. Elles devront restructurer leur portefeuille d'offres et vendre des services plus flexibles. L'orchestration, encore une fois, apparaîtra comme un élément clé de cette orientation.

« Dire que le Saas menace les intégrateurs est faux. Il y a toujours de l'intégration et même beaucoup. »

Jean-Louis Baffier, directeur technique de Salesforces

L'intégrateur commence généralement par installer une fonctionnalité clé adaptée à une typologie d'utilisateurs, puis étend le champ des capacités et des usagers », poursuit Jean-Louis Baffier. Reste que la nature des prestations change : les développements s'avèrent moins nécessaires, l'intégrateur se focalise davantage sur l'intégration des processus, ou sur la gestion des données de référence (MDM) dans le cadre de projets de transformation. La prolifération des applications Saas pourrait d'ailleurs, à moyen terme, générer des besoins de rationalisation des fonctions de l'entreprise. Selon Philippe Bernard, directeur marketing de GFI, la rapidité d'installation de ces solutions induit aussi un accompagnement des utilisateurs, souvent négligé dans les projets traditionnels : *« Les jours/homme utiles à la mise en œuvre seront compensés par de la conduite du changement, le Saas générant de nouveaux usages dans l'entreprise »,* prédit-il.

Les profils délégués par la SSII se révèlent, ici, d'une valeur journalière supérieure. Cela provoquera, à terme, une redéfinition des compétences au sein des intégrateurs, qui déporteront leur activité vers le conseil métier.

Proposer des modes de facturation plus souples

Pour l'heure, l'émergence du modèle cloud bouscule surtout les spécialistes de l'infogérance d'infrastructure. Car l'économie générée en matière d'exploitation apparaît comme l'un des points forts de ces nouvelles solutions basées sur des centres de production fortement automatisés. Ces acteurs vont devoir s'adapter à la nouvelle donne : moderniser leurs installations et proposer des modes de facturation plus souples. Car *« l'infogérance reste généralement un habillage : des forfaits déguisés où la tarification change à partir d'un certain palier, en fonction du nombre de serveurs ou d'applications »,* juge Sonia Boittin, associée du Cabinet Solucom. On est loin du modèle de facturation à la consommation. Aux SSII de trouver la bonne formule. *« La période est un peu angoissante pour les prestataires, car ils ne détiennent pas, dans leurs gènes, le modèle économique pour gérer cette souplesse »,* souligne Sonia Boittin.

Les sociétés de services qui franchiront le cap du changement culturel auront une belle carte à jouer. Notamment dans la mise en œuvre de clouds privés (un datacenter joue le rôle d'un opérateur de services cloud), un modèle plus rassurant pour les grands comptes côté sécurité et gestion des données. Une nouvelle fonction émergera vraisemblablement : celle de chef d'orchestre de ces nouveaux services. *« Il faudra faire fonctionner ensemble une messagerie Google, un espace de stockage chez Amazon, avec une application tierce »,* relève Jérôme Brun. De fait, le rôle d'intermédiaire de la SSII, quoique transformé, n'en restera pas moins nécessaire. ■ OLIVIER DISCAZEAUX

DANS LES LABOS

Y'a de l'électricité dans l'air…

L'inventeur Nikola Tesla, qui parlait d'énergie libre, rêvait de pouvoir récupérer l'électricité disponible dans l'air. En effet, de l'électricité statique se forme lorsque la vapeur d'eau entre en contact avec les particules de poussière présentes dans l'air. Des chercheurs espagnols ont reproduit ce phénomène en laboratoire, à l'aide de particules de silicium et de phosphate d'aluminium, montrant qu'en présence d'humidité, le silicium se chargeait négativement et l'aluminium positivement. Ils espèrent être en mesure de collecter cette « hydroélectricité » à l'aide de panneaux semblables à leurs homologues solaires.

… et dans les sodas

Les mitochondries transforment les calories présentes dans la nourriture pour fournir l'énergie nécessaire au corps humain. Elles pourraient également servir à produire de l'électricité pour des appareils portables, en puisant dans le sucre d'un soda ou dans l'huile. Shelley Minteer, de l'université de Saint-Louis (Etats-Unis), a ainsi mis au point un prototype de batterie constituée d'une fine couche de mitochondries prise en sandwich entre deux électrodes.

L'Europe veut stocker plus

Financé par l'Union européenne, le projet Teramagstor vise à créer des disques durs dotés d'une capacité minimale d'1 Terabit (Tbit) par pouce carré. Les chercheurs comptent s'appuyer sur de minuscules sphères magnétiques (25 nm de diamètre) capables de s'autoassembler, recouvertes d'un film magnétique à base de platine. Il devrait être possible d'exploiter des sphères encore plus petites, pour atteindre 10 Tbit par pouce carré.

START UP — EN PARTENARIAT AVEC oséo

La vitrine interactive, un nouveau canal de vente

NOM : Hilabs.

DATE DE CRÉATION : octobre 2008.

DOMAINE : solutions marketing pour le commerce.

INNOVATION : « tactilisation » de grandes surfaces extérieures.

PRODUIT : Ubicity Immobilier.

Adapter les vitrines de magasin aux nouvelles habitudes des consommateurs, toujours plus connectés et informés, telle est la démarche suivie par la start up Hilabs, à l'origine d'un nouveau concept d'affichage interactif. *« Nous rendons tactiles de grandes surfaces extérieures,* explique son dirigeant, Julien Letessier. *Les passants deviennent ainsi acteurs de la publicité et un dialogue peut s'établir.* » Grâce à une interface multitouch, ils sont en mesure de consulter un catalogue ou encore de saisir leur numéro de téléphone afin de recevoir des informations commerciales sur leur mobile. S'ouvre ainsi un nouveau canal marketing et de vente disponible 24 h/24, 7 j/7.

Une plate-forme d'affichage propriétaire

Fruit de quatre années de recherche, cette solution a d'abord été développée à l'Inria Rhône-Alpes et à l'INP de Grenoble, où les fondateurs de la jeune pousse se sont rencontrés. *« Le professeur James Crowley nous a réunis et nous a incités à travailler sur trois thèmes majeurs : la « tactilisation », l'optoélectronique et la science cognitive »,* se souvient Julien Letessier. La combinaison de ces expertises se concrétisera par la mise au point d'une solution composée d'un grand écran LCD, d'un capteur à large spectre (infrarouge et lumière visible), d'un boîtier de connexion à internet, d'une plate-forme d'affichage propriétaire et d'un back office hébergé sur le cloud (Amazon EC2). Les contenus publicitaires peuvent être extraits d'outils métier comme Périclès, solution de publication de petites annonces du groupe Seloger.com destinée aux agences immobilières.

L'analyse d'audience en prime

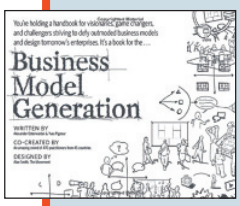
La première offre packagée de Hilabs cible d'ailleurs les agences immobilières. Pour 399 euros par mois et par agence, Ubicity Immobilier équipe ainsi une vingtaine d'agences. La start up vise 2 500 clients dans ce secteur d'ici à trois ans. D'autres solutions préconfigurées sont actuellement testées dans les secteurs de la banque, du voyage et du prêt-à-porter. Les cinémas, l'intérim, les opticiens et les galeries marchandes présenteraient aussi un fort potentiel.
Hilabs travaille également sur l'amélioration des fonctions d'analyse de trafic. Aujourd'hui, sa solution sait déterminer le nombre de passants dans la rue, ainsi que la part qui s'arrête et regarde la vitrine. Demain, elle fournira des données sur leur sexe, leur âge ou leur temps de visite.

BORIS MATHIEUX

REPÈRES

Siege : Meylan (38).
Effectif : 10 personnes.
Financement : garantie de prêts bancaires (51 k€) et aide à l'innovation (175 k€) d'Oséo. 398 k€ de fonds levés.
Les Fondateurs :
Julien Letessier, 30 ans, PDG.
Jérôme Maisonnasse, 33 ans, directeur commercial.
Stan Borkowski, 30 ans, directeur technique et responsable de la R&D.
Nicolas Gourier, 30 ans. Il est, depuis, retourné dans le monde de la recherche.

OPINIONS



Business Model Generation est l'un des meilleurs ouvrages actuels sur l'innovation de modèle économique. A lire sur businessmodelgeneration.com.

L'Initiative Services Mobiles, qui regroupe les acteurs nationaux de l'écosystème mobile, a repéré un programme mis au point par l'Inria et Oséo pour aider les PME à pénétrer ce marché ou à y accélérer leur présence.

RELATION CLIENT NICOLE NOTAT, PDG de Vigeo

Respecter ses salariés, c'est respecter ses clients

Lorsque je dirigeais une grande organisation syndicale, mes responsabilités concernaient une meilleure prise en charge de l'humain par les entreprises. Le travail que nous réalisons avec Vigeo, spécialiste de la notation des sociétés en matière de développement durable et de responsabilité sociale, m'apparaît comme une continuité de cette action. Il est évident que les entreprises sont amenées à rendre toujours davantage de comptes sur la façon dont elles se comportent avec leur environnement. Et bien entendu, cela concerne très directement la relation client(*).

La responsabilité sociale de l'entreprise

Ici, la responsabilité sociale concerne la considération, par l'entreprise, des attentes et des intérêts de ses parties prenantes. Cela suppose de s'interroger : l'entreprise se dote-t-elle de principes forts et tangibles en matière de respect des clients ? Leur offre-t-elle un accès satisfaisant aux informations relatives à ses produits ou ses services ? Respecte-t-elle leurs droits en observant les clauses contractuelles ou en les autorisant sans restriction à faire état de leurs réclamations ? Et dans ce cas les traite-t-elle ?

Du côté des salariés, si l'on analyse les centres d'appels, ces derniers sont au carrefour des attentes et des réclamations. La création et l'externalisation du métier de téléconseiller se sont vues motivées par une importante pression sur les coûts opérée par les entreprises, entraînant une image déplorable de pratiques de « moins-disant » social.

MEIGNEUX / SIPA

« Le label responsabilité sociale vise à développer des pratiques sociales plus respectueuses des droits et des attentes des salariés »

Cette réputation a rejailli sur l'attractivité du métier. L'apparition de nouveaux labels, tel le Label Responsabilité Sociale, vise à corriger le tir et à développer des pratiques sociales plus respectueuses des droits et des attentes des employés. C'est particulièrement le cas dans des secteurs comme les télécoms ou les banques, confrontés à des enjeux de satisfaction client très forts. Pour évaluer et noter une entreprise sur sa relation client, il s'agit de vérifier si les donneurs d'ordre intègrent, au-delà du prix de ce service, les dimensions sociales de l'activité dans son cahier des charges : conditions de travail (cadences, prise en compte des risques de fatigue physique et mentale, dialogue social, formation et mobilité professionnelle, salaires des téléconseillers). Il va de soi que la pratique des enchères inversées, qui incarnent la maximisation de la pression sur les coûts, est prohibée. De manière générale, nous attendons des entreprises qu'elles fassent preuve de la plus grande transparence, en nous fournissant tous les éléments nécessaires à l'évaluation de la mise en œuvre des principes qu'elles revendiquent. Au niveau de l'évaluation des centres d'appels eux-mêmes, nous observons et mesurons la tangibilité de l'intégration des principes de gestion RH.

L'atout de la formation

Un point important concerne la formation. La différence est flagrante entre un téléconseiller qui maîtrise la connaissance du produit ou du service, et un autre qui applique des protocoles de questions/réponses, même si le faisant, il s'attache à respecter la personne en ligne. Ce métier requiert de vraies compétences. Il revient aux directions de réaliser l'effort financier nécessaire, en investissant dans des programmes de formation de qualité. Une entreprise vraiment attachée à la satisfaction de ses clients ne néglige pas la formation de ceux qui sont à leur contact, et qui participent de la réputation du service et de la marque. NICOLE NOTAT

(*) Nicole Notat interviendra le 4 octobre prochain aux Palmes de la relation client, organisées par l'AFRC.

HUMEURS LE POINT DE VUE DES JOURNALISTES DE LA RÉDACTION

Guerre de standards pour mobiles

Frédéric Bergé, grand reporter à *01 Informatique*

La plupart des systèmes d'exploitation pour mobiles vont connaître une évolution majeure cet automne avec les nouveaux Blackberry OS et Windows Phone 7. Mais, qui l'eût cru ? Les opérateurs, Orange en tête, se mêlent désormais à la bataille, jetant la confusion sur un marché déjà bien fragmenté. La liste des principaux systèmes d'exploitation pour smartphones est parlante : iOS (Apple), Blackberry OS (RIM), Symbian (Nokia), Bada (Samsung), Windows Phone (Microsoft), voire WebOS (Palm-HP), sans compter ceux qui ont des visées multiconstructeurs tels Meego (Nokia et Intel), Limo et, surtout, Android (Google). Pour les entreprises, confrontées à la gestion de flottes de smartphones, cette fragmentation n'est pas une bonne nouvelle. Elles en seraient presque à bénir le temps où leurs cadres plébiscitaient l'utilisation de l'iPhone. Misant à la fois sur une ergonomie « pensée tactile », une intégration réussie du logiciel et du matériel, et sur l'accès à une foultitude d'applications en téléchargement, Apple reste en effet le seul à avoir bouleversé le marché de l'internet mobile. Cependant, l'arrivée massive des smartphones sous Android frappe à la porte des sociétés. Seront-elles tentées par la disponibilité de ces outils, moins coûteux que l'iPhone et disponibles chez de multiples fournisseurs ? Ou préféreront-elles attendre l'arrivée prochaine de Windows Phone 7 ? Microsoft, qui contrôle 90 % des systèmes d'exploitation des PC de bureau et des PC portables, dispose encore d'une – dernière ? – carte pour les séduire : sa prochaine version, repensée pour toucher une clientèle professionnelle et résidentielle. En attendant, l'écosystème des outils logiciels de contrôle et de supervision des flottes de mobiles s'ajuste à cette fragmentation, avec une version iPhone, Android et, bientôt, Windows Phone. Mais jusqu'à quand ?

> « Apple a, seul, bouleversé le marché de l'internet mobile »

Cadrus interruptus

Xavier Biseul, grand reporter à *01 Informatique*

C'est la rentrée. Vous aviez prévu de consacrer la première journée à vider votre messagerie ? Vous avez bien fait. Outlook affiche 567 éléments non lus. Vous supprimez les spams, répondez aux courriels « les plus urgents » tout en jetant un œil sur les nouveaux venus. Et maintenant deux pop up bombardent votre écran. Un rappel du calendrier suivi d'un message instantané. Votre chef vous convie à la réunion de cadrage pour le dernier trimestre. Et fissa ! Entre mails et SMS, un salarié français ne peut rester concentré plus de douze minutes sur son travail sans être interrompu, nous informe une étude réalisée par l'éditeur Sciforma. Un phénomène que le sociologue du travail Yves Lasfargue appelle « cadrus interruptus », car il touche avant tout les cadres. Si le syndrome du techno-stress est connu et quantifié, l'étude fait ressortir un fait nouveau : près d'un tiers de ces messages sont personnels. Avec les nouvelles technologies, la frontière entre les sphères personnelle et professionnelle devient en effet de plus en plus poreuse. Par webmail et smartphones interposés, le cadre prolonge sa journée de travail à la maison. A l'inverse, la vie privée s'invite au bureau. Près de 60 % des répondants avouent se servir occasionnellement de leur ordinateur au bureau pour se distraire et 70 % pour gérer leurs petites affaires (banque, factures, impôts…). Enfin, plus d'un sondé sur deux se connecte à des réseaux sociaux depuis son lieu de travail. Qui n'a pas de collègue affichant en permanence sur son écran une fenêtre ouverte sur Facebook ou Twitter ? Ou comment s'injecter soi-même une dose de techno-stress supplémentaire. Car de plus en plus de cadres déjà « workaholic » deviennent addicts aux nouvelles technologies. Il est facile de les reconnaître. Vous parlez avec le haut de leur crâne, trop occupés qu'ils sont à compulser leur iPhone. En situation de manque, nos cyberdépendants vérifient constamment l'arrivée de nouveaux messages. Et si on débranchait tout ? Une bonne période de sevrage et on se remet tous au travail.

> « Mails et SMS interrompent les Français toutes les douze minutes »

PHOTOS JIM WALLACE

ON EN PARLE DANS LES BLOGS

Médias sociaux : sept grandes tendances pour 2011

La synthèse. Benoît Raphaël reprend les tendances énoncées par Niall Harbison, créateur du site internet iFoods. A commencer par la géolocalisation sur mobile. A côté des Foursquare et Facebook Places, il reste tout à inventer dans la publicité « géociblée ». Si les services de questions/réponses ne sont pas nouveaux (Yahoo Answers), les médias sociaux n'ont pas encore tiré toute l'intelligence collective des internautes. A l'image de Quora, une start up qui s'appuie sur Facebook pour fournir un service de « social knowledge ». La crise pourrait également donner un nouvel essor aux achats groupés. Ainsi Groupon propose des réductions par couponing qui ne se déclenchent qu'à partir d'un nombre minimum d'acheteurs.

Une analyse de Benoît Raphaël, cofondateur du Post

http://goo.gl/zJHY

Acta, quatre lettres qui pourraient changer la face du monde

Un billet de Sandrine Bélier, député européenne

http://goo.gl/1wpa

La synthèse. Alors que les négociations ont repris à Tokyo, l'eurodéputée écologiste Sandrine Bélier rappelle l'urgence d'une mobilisation contre le traité Acta (Anti-Counterfeiting Trade Agreement). Négocié depuis plus de deux ans dans le plus grand secret, cet accord chercherait avant tout – sous couvert de lutte internationale contre la contrefaçon – à renforcer la protection du copyright, des droits d'auteur et du droit des marques. L'avenir du logiciel libre serait particulièrement menacé, « *le seul développement d'un lecteur de DVD sous Linux nécessitant le contournement des Digital Rights Management* ». Côté web, tout internaute soupçonné de piratage pourrait être poursuivi et la responsabilité de son fournisseur d'accès engagée.

À quand une disponibilité à 99,99 % des applications Saas ?

La synthèse. Utilisateur de Google Apps depuis 2007, Louis Naugès fait part de son retour d'expérience en termes de disponibilité de service. Il a subi deux perturbations en trois ans. L'outil Google Gears lui permettant alors de travailler en mode off line. Un engagement qu'il juge supérieur à la solution de Microsoft, BPOS (Business Productivity Online Service), qui aurait connu de nombreuses pannes ces dernières semaines. Si l'engagement du niveau de service (SLA) pour la version professionnelle de Google Apps est aujourd'hui de 99,9 %, l'auteur pronostique qu'il va passer à 99,99 %. Ce qui correspond à une amélioration dans un rapport 10. « *Il n'y a pas de place pour les amateurs dans le cloud* » et l'excellence « industrielle » de Salesforce (1999), d'Amazon (2006), ou encore de Google Apps (2007) compte.

Une humeur de Louis Naugès, président du cabinet Revevol

http://goo.gl/hiGj

LE BUZZ SUR 01 NET PRO

Google Instant : faudra-t-il revoir son référencement ?

Temps réel. Google a modifié son moteur de recherche pour afficher les résultats des requêtes en temps réel. Cette liste se met à jour au fur et à mesure que l'internaute saisit les lettres de sa demande. Serait-ce la mort annoncée de la stratégie dite de « longue traîne » ? Disposant de résultats dès les premières lettres frappées, à quoi bon entrer des mots clés spécifiques sur lesquels des entreprises audacieuses se sont positionnées ? L'efficacité même des Adwords risque de chuter de façon significative. Ce que confirme un « 01naute » : « *Moi qui paie 1 000 € par mois en Adwords, je vais commencer à regarder autrement.* » Google est-il en train de scier la branche sur laquelle il est assis ?

http://goo.gl/edyS

CARTE BLANCHE À...

La Green IT, une stratégie à encourager au plus haut niveau

FRÉDÉRIC THOMAS, cofondateur et associé de Sterwen Consulting, déplore que les DSI abandonnent la question de l'informatique verte aux fournisseurs, alors qu'elle devrait être l'objet d'une stratégie au plus haut niveau de l'entreprise.

Souvent employée, rarement comprise, la notion de Green IT échappe encore à la plupart des personnels des technologies de l'information (IT). Ce sont pourtant les premiers concernés. C'est dommage, car tant que les responsables ne prendront pas à bras-le-corps ce sujet, ils le laisseront à des myriades de fournisseurs opportunistes. Qui colleront l'étiquette green sur des offres d'un autre âge, pas du tout adaptées au contexte de développement durable, juste pour surfer sur la vague commerçante du vert.
Ce qui est désolant, c'est de voir plusieurs acteurs de l'IT élaborer d'importantes campagnes de communication pour crier à l'opinion publique leur écoresponsabilité. Des campagnes qui coûtent plus chères que les actions réelles en faveur de l'environnement. Cela s'appelle du Green Washing, ou écoblanchiment. C'est très à la mode, mais cela n'aide absolument pas à comprendre les véritables enjeux qui lient les systèmes d'information à la diminution des émissions de CO_2.

Une multitude de solutions pour réduire la consommation

Pendant ce temps, plus de 30 % des émissions de dioxyde de carbone provenant d'une société du secteur tertiaire sont dues aux consommations électriques de l'IT. Etre green, c'est d'abord contribuer à leur réduction. Mais aussi se servir des technologies de l'information pour diminuer les émissions d'autres postes émetteurs en CO_2. Les transports (petite et grande mobilité) comme la consommation de papier sont particulièrement concernés. Classiquement, les entreprises avaient envisagé, surtout pour des problématiques d'économies, de recourir aux outils de télé-

DR

Il est vain d'opter pour une stratégie bricolée, où la Green IT ne serait que la somme d'initiatives individuelles

conférence, voire, mieux, de vidéoconférence. Hélas, ceux-ci ne sont utilisés que ponctuellement, du fait d'une expérience jugée insuffisante.
Mais ne condamnons pas ces solutions pour autant. Elles arrivent enfin à maturité et sont capables, désormais, de recréer des conditions immersives très poussées. Et elles deviennent plus pertinentes associées à des outils de collaboration à distance (conférence web, messagerie instantanée…).
Parmi les autres solutions informatiques qui contribuent à réduire l'empreinte carbone, citons les applications de partage d'une flotte de véhicules professionnels, les outils de rationalisation des moyens d'impression. Tout cela constitue le domaine de l'IT for Green, autrement dit, celui de la technologie au service du développement durable.
La Green IT comporte donc deux volets complémentaires, l'un directement sous contrôle de la DSI, l'autre où celle-ci est une contributrice. Les enjeux sont transverses et doivent donc s'inscrire dans une stratégie qui dépasse le domaine de responsabilité des DSI seules. Et c'est bien là la difficulté : comment une entreprise peut-elle définir puis mettre en place sa propre stratégie Green IT ?

Impliquer les autres directions

Il est vain d'opter pour une stratégie bricolée, où les mesures écoresponsables ne seraient que la somme d'initiatives locales ou individuelles. A quoi cela sert-il qu'une DSI s'évertue à choisir des composants moins énergivores pour ses serveurs si d'un autre côté les métiers continuent à réclamer des puissances supplémentaires ? D'autant que nous savons tous qu'elles sont souvent disproportionnées par rapport aux besoins.
Quoi qu'il en soit, les améliorations techniques que l'on peut apporter aux technologies de l'information sont généralement globales. Si l'on devait virtualiser les postes de travail, on opterait pour l'infrastructure déjà mise en place pour les applications métier.
Indéniablement, la démarche Green IT doit être encouragée au plus haut niveau de l'entreprise. Car, si ses outils et leviers sont bien entre les mains de la DSI, les retombées vont bien au-delà. Ils doivent faire l'objet d'un accompagnement spécifique, à travers une conduite du changement adaptée. Concrètement, déployer un autre outil peut s'effectuer en l'espace d'une année. En revanche, faire bouger les mentalités de façon durable prend beaucoup plus de temps (environ trois ans).
Voilà l'ensemble des axes qui structurent une démarche écologique efficace : élaboration, gouvernance, pilotage, mise en œuvre et accompagnement. On retrouve la même démarche que pour n'importe quel autre programme mené au sein d'une entreprise, mais adaptée au contexte de la Green IT et à ses enjeux. Au final, n'est-ce pas là, justement, le signe de la maturité ?

FRÉDÉRIC THOMAS

01 INFORMATIQUE BUSINESS & TECHNOLOGIES

Votre avis nous intéresse

J. WALLACE

Frédéric Simottel
Rédacteur en chef

Chers lectrices et lecteurs,

Afin de bien connaître vos attentes et de mieux les satisfaire, nous vous remercions de consacrer quelques minutes à ce questionnaire, même si vous êtes un lecteur occasionnel de ***01 Informatique.***

Soyez assurés de la plus stricte confidentialité concernant les informations que vous nous communiquerez. L'exploitation des résultats restera purement statistique.

Mode d'emploi

1 Remplissez le questionnaire

2 Renvoyez les deux pages dans une enveloppe affranchie à l'adresse suivante :

Enquête lecteurs *01 Informatique*
12, rue d'Oradour sur Glane
75740 Paris Cedex 15

Q1. Depuis le 8 avril dernier, le magazine *01 Informatique* a fait des modifications dans sa présentation et dans son contenu. Avez-vous remarqué ces modifications ?

Oui		1 ☐
Non	=> aller à la Q4	2 ☐

Q2. Globalement, diriez-vous que les changements apportés à *01 Informatique* que ce soit sur la forme ou sur le fond sont... ?

1 seule réponse possible

Très importants	1 ☐
Assez importants	2 ☐
Peu importants	3 ☐
Pas du tout importants	4 ☐
NSP	5 ☐

Q3. Par rapport à l'ancienne formule, diriez-vous que cette nouvelle formule de *01 Informatique* est...

1 seule réponse possible

Beaucoup mieux qu'avant	1 ☐
Plutôt mieux qu'avant	2 ☐
Plutôt moins bien qu'avant	3 ☐
Beaucoup moins bien qu'avant	4 ☐
NSP	5 ☐

Q4. Diriez-vous que *01 Informatique*, depuis sa nouvelle formule, lancée le 8 avril dernier, vous est professionnellement...

Beaucoup plus utile	1 ☐
Aussi utile qu'auparavant	2 ☐
Moins utile	3 ☐
Plus du tout utile	4 ☐
NSP	5 ☐

Q5. Selon vous, le nouveau *01 Informatique* s'adresse...

	Tout à fait	Plutôt	Pas du tout	NSP
Aux professionnels de l'informatique, aux informaticiens	1 ☐	2 ☐	3 ☐	4 ☐
Aux directions générales	1 ☐	2 ☐	3 ☐	4 ☐
Aux autres directions (métiers, marketing, commercial, achat...)	1 ☐	2 ☐	3 ☐	4 ☐

Q6. Voici un certain nombre d'affirmations concernant le magazine 01 Informatique. Indiquez si vous êtes ...

	Tout à fait d'accord	Plutôt d'accord	Plutôt pas d'accord	Pas du tout d'accord	NSP
Permet de mieux anticiper les évolutions technologiques et leurs conséquences	1 ☐	2 ☐	3 ☐	4 ☐	5 ☐
Comble un besoin d'information professionnelle	1 ☐	2 ☐	3 ☐	4 ☐	5 ☐
Aide à choisir les bonnes solutions technologiques	1 ☐	2 ☐	3 ☐	4 ☐	5 ☐
Enrichit la réflexion stratégique	1 ☐	2 ☐	3 ☐	4 ☐	5 ☐
Offre des retours d'expérience intéressants	1 ☐	2 ☐	3 ☐	4 ☐	5 ☐
Permet d'appréhender les problématiques sous l'angle de l'économie, du business et du management	1 ☐	2 ☐	3 ☐	4 ☐	5 ☐
Offre des informations vraiment orientées « métier »	1 ☐	2 ☐	3 ☐	4 ☐	5 ☐
Fait bien le lien entre le business et la technologie	1 ☐	2 ☐	3 ☐	4 ☐	5 ☐
Donne du sens à l'actualité	1 ☐	2 ☐	3 ☐	4 ☐	5 ☐
On apprend toujours quelque chose avec 01 Informatique	1 ☐	2 ☐	3 ☐	4 ☐	5 ☐
Donne des informations fiables	1 ☐	2 ☐	3 ☐	4 ☐	5 ☐

Q7. En plus de vous, combien de personnes lisent le journal au sein de votre service

Personne	1 ☐
1	2 ☐
De 2 à 5	3 ☐
Plus de 5	4 ☐

Q8. Combien de temps consacrez-vous à la lecture de *01 Informatique* ?

Moins de 30 mn	1 ☐
Entre 30mn et 1 heure	2 ☐
Plus d'1 heure	3 ☐

Q9. En dehors de vous-même, quelles sont les autres directions qui lisent *01 Informatique* ?

	oui	non	NSP
La Direction Générale	1 ☐	2 ☐	3 ☐
Autres directions (métiers, marketing, commercial, achat ...)	1 ☐	2 ☐	3 ☐
La Direction Financière	1 ☐	2 ☐	3 ☐
La DSI	1 ☐	2 ☐	3 ☐

01 INFORMATIQUE BUSINESS & TECHNOLOGIES — Questionnaire

Q10. Quels sont les trois rendez-vous vers lesquels vous vous dirigez en premier ?

Le sujet de couverture quel qu'il soit (dossier, expériences, tendances)	1 ☐
La Rédaction a	2 ☐
Le Dossier	3 ☐
La rubrique Tendances	4 ☐
La page « Une technologie expliquée à son DG »	5 ☐
La rubrique Opinions	6 ☐
La rubrique Expériences	7 ☐

Q11. En général, que pensez-vous de la couverture de *01 Informatique*

	Tout à fait d'accord	Plutôt d'accord	Plutôt pas d'accord	Pas du tout d'accord	NSP
Elle donne envie de lire le journal	1 ☐	2 ☐	3 ☐	4 ☐	5 ☐
Les sujets secondaires (présents dans le bandeau) sont suffisamment mis en valeur	1 ☐	2 ☐	3 ☐	4 ☐	5 ☐

Q12. Trouvez-vous que depuis la nouvelle formule les articles

	Tout à fait d'accord	Plutôt d'accord	Plutôt pas d'accord	Pas du tout d'accord	NSP
Sont plus accessibles (moins de jargon technique)	1 ☐	2 ☐	3 ☐	4 ☐	5 ☐
Sont plus pédagogiques	1 ☐	2 ☐	3 ☐	4 ☐	5 ☐
Peuvent être aussi bien lus par les informaticiens que par les dirigeants d'entreprise	1 ☐	2 ☐	3 ☐	4 ☐	5 ☐
Sont en phase avec vos problématiques actuelles	1 ☐	2 ☐	3 ☐	4 ☐	5 ☐
Sont suffisamment prospectifs pour vous aider à anticiper l'évolution de votre secteur d'activité	1 ☐	2 ☐	3 ☐	4 ☐	5 ☐
Sont exclusifs, vous ne les lisez pas ailleurs (autres magazines ou web)	1 ☐	2 ☐	3 ☐	4 ☐	5 ☐
Donnent suffisamment de place aux témoignages et retours d'expérience	1 ☐	2 ☐	3 ☐	4 ☐	5 ☐

Q13. En général, pour chacun des aspects suivants de *01 Informatique*, donnez une note de satisfaction allant de 0 et 10 en fonction de votre degré de satisfaction.

(10 signifiant que vous l'appréciez beaucoup, 0 signifiant que vous ne l'appréciez pas du tout)

	Note de 0 à 10
La couverture	|___|___|
La Rédaction a...	|___|___|
La place donnée aux photos et illustrations	|___|___|
Le choix des sujets	|___|___|
La mise en page générale	|___|___|
Le ton général des articles	|___|___|

Q14. Est-ce que le site www.01netpro.com complète bien l'information de *01 Informatique* ?

Oui suffisamment	1 ☐
Oui à peu près	2 ☐
Non pas du tout	3 ☐
Je ne le connais pas/je ne le consulte pas	4 ☐

Q15. Globalement, quelle note de satisfaction comprise entre 0 et 10 donneriez-vous à *01 Informatique* ?

(10 signifiant que vous l'appréciez beaucoup, 0 signifiant que vous ne l'appréciez pas du tout)

	Note de 0 à 10
En général	|___|___|
Pour le numéro que vous avez entre les mains	|___|___|

Q16. Êtes-vous :

Un homme	1 ☐
Une femme	2 ☐

Q17. Quel est votre âge ?

Moins de 25 ans	1 ☐
De 25 à 34 ans	2 ☐
De 35 à 49 ans	3 ☐
De 50 à 64 ans	4 ☐
65 ans et plus	5 ☐

Q18. Quelle est plus précisément votre fonction ?

	Directeur	Responsable	Autre
Direction des systèmes d'information	1 ☐	2 ☐	3 ☐
Direction réseaux ou télécoms	1 ☐	2 ☐	3 ☐
Direction générale	1 ☐	2 ☐	3 ☐
Direction administrative et financière	1 ☐	2 ☐	3 ☐
Direction des relations humaines	1 ☐	2 ☐	3 ☐
Direction études, recherche et développement	1 ☐	2 ☐	3 ☐
Direction des achats	1 ☐	2 ☐	3 ☐
Direction commerciale	1 ☐	2 ☐	3 ☐
Direction marketing	1 ☐	2 ☐	3 ☐

Autres (Précisez) .....

Q19. Quelle est l'activité principale de votre entreprise ?

Constructeur,	1 ☐
Editeur de logiciels	2 ☐
Opérateurs télécoms	3 ☐
SSII	4 ☐
Distributeur informatique, VARS	5 ☐
Industrie	6 ☐
Commerce	7 ☐
Services aux entreprises	8 ☐
Organismes financiers / assurances	9 ☐
Administration	10 ☐

Autres (Précisez) .....

Q20. Combien y a-t-il de salariés dans votre entreprise au niveau groupe ?

Moins de 10 salariés	1 ☐
10 à 49 salariés	2 ☐
50 à 199 salariés	3 ☐
200 à 499 salariés	4 ☐
500 à 999 salaries	5 ☐
+ de 1000 salariés	6 ☐
NSP	7 ☐

Pour vous remercier d'avoir répondu à ce questionnaire, recevez gratuitement, pendant trois mois, la nouvelle formule de *L'Ordinateur Individuel-SVM*.

(Merci de remplir ci-dessous)

Nom ..... Prénom .....

Adresse ..... CP..... Ville .....

Email ..... Téléphone ..... Société .....

DR

L'opérateur Poweo utilise les outils d'intégration de données de Talend pour urbaniser ses systèmes d'information et communiquer avec ses partenaires.

6 à 7 % du budget informatique sont alloués à la capacité de reprise d'activité et à la continuité opérationnelle, selon Forrester (2 800 entreprises interrogées).

COLLABORATION

Les réseaux sociaux, des facteurs d'efficacité pour les entreprises

La Société Générale, Dassault Systèmes et la SSII Devoteam développent leur propre réseau social. Cette innovation implique un changement des habitudes de travail, mais apporte des bénéfices concrets pour l'organisation interne de leurs projets.

Sous l'impulsion d'une stratégie globale ou d'un besoin spécifique d'une direction métier, les réseaux sociaux s'invitent dans l'entreprise. Pas les Facebook, Viadeo et consorts, mais des réseaux sociaux dits d'entreprise (RSE) qui favorisent la création et la fédération de communautés dans l'écosystème des sociétés. Les fonctions attendues sont, selon le cabinet de conseil Uséo, la conversation entre membres, des profils pour gérer son identité numérique, la mise en évidence de l'activité de chacun, un flot d'informations en continu, ainsi que la mise en avant de ce qui concerne directement l'utilisateur. Mettre en place ces communautés n'est pas aisé. Les faire vivre non plus.

ISTOCK

Avec les réseaux sociaux d'entreprise, l'accent est mis sur l'individu plus que sur les documents.

Faciliter et multiplier les échanges

Trois cas pratiques sont étudiés ici, dont les ambitions et les périmètres diffèrent : une communauté d'intérêt bien délimitée à la Société Générale (SG) ; l'ensemble des collaborateurs de l'entreprise chez Devoteam ; et enfin, les revendeurs partenaires et l'organisation vente correspondante chez Dassault Systèmes (DS).

Dans certaines sociétés déjà bien avancées dans le concept d'entreprise 2.0, plusieurs systèmes coexistent. C'est le cas chez DS, où un réseau global d'entreprise (DS SwYm), bâti sur un développement propriétaire, côtoie le réseau orienté vente (DSX Eco Pulse).

Les raisons précises qui déclenchent le déploiement d'un réseau social d'entreprise sont multiples, même s'il s'agit toujours de faciliter et d'augmenter les échanges. L'impulsion de départ émane parfois de la direction de la société. Jérôme Poujardieu, Worldwide Business Development Manager chez Dassault Systèmes, explique ainsi : « *Il y a trois ans, lors de notre convention annuelle, notre direction générale a présenté les enjeux du web 2.0 et donné un axe de développement communautaire à l'entreprise.* » C'est dans ce contexte que la plate-forme DSX Eco Pulse voit le jour. Son objectif : développer la connaissance des produits de l'éditeur en connectant les VAR (Value Added Reseller, revendeur en français) entre eux, et donc accélérer l'arrivée sur le marché des solutions en propageant ce savoir. « *Une partie de notre offre est moins connue que certains* »

produits phare, explique Jérôme Poujardieu. *J'avais pour tâche de piloter notre stratégie de diversification via un outil communautaire.* » Anne-Catherine Delecroix, Sales Operations Manager et responsable de la croissance de la plate-forme, ajoute : « *Pour la vente indirecte, un programme communautaire prend tout son sens. Nous y gérons, développons et animons notre réseau de partenaires. Auparavant, chaque région manageait ses revendeurs. Les échanges sont aujourd'hui plus centralisés, les interactions plus nombreuses, et la capitalisation du savoir plus importante. C'est un nouveau modèle d'interaction.* »

Un révélateur d'experts

A la Société Générale, le RSE répond aux besoins de partage d'expériences, d'échange et de collaboration des RH. Il doit aussi faciliter le développement du sentiment d'appartenance à la filière. « *Pour lancer le projet, nous n'avons pas fait la promotion d'un outil de réseau social, mais d'une solution répondant aux besoins de la filière RH* », explique Franck La Pinta, responsable marketing marque employeur de la Société Générale, rattaché à la DRH du groupe. Répartis dans 82 pays, ses collaborateurs ne disposaient pas d'outil de communication dédié. Franck La Pinta ajoute : « *Les RH travaillent plus souvent avec les lignes d'activité qu'entre eux. Les regrouper en communautés facilite la gestion d'opérations communes, lors des salons de recrutement notamment.* »

Chez Devoteam, le réseau social répond à une vision essentiellement orientée gestion des connaissances. « *Il est voué à remplacer l'ancien intranet,* explique Elise Bruchet, responsable du knowledge management. *Sa mise en place a été provoquée par une usure des usages et de nos outils (forums de discussion, espaces projets sur des thématiques spécifiques). Nos ingénieurs participaient déjà à des forums externes.* » Il vise donc à réinternaliser une partie des échanges existants, à éviter la dispersion.

Les RSE facilitent l'émergence spontanée d'experts. Contrairement à d'autres systèmes, « *l'identification des compétences dans le réseau repose sur la réalité des contributions, et enrichit les informations du dossier RH* », explique Franck La Pinta. Anne-Catherine Delecroix, quant à elle, constate que « *les réponses ne viennent pas toujours de ceux que l'on pense. Certains collaborateurs passionnés se révèlent de véritables experts dans des domaines que nous ne soupçonnions pas. L'espace collaboratif autorise un salarié à se mettre en avant sur un sujet précis. Il n'y a plus de hiérarchie, chacun est libre de s'exprimer.* » Et d'ajouter : « *Certaines personnes se retrouvent autour d'affinités ou de loisirs. Il arrive même que les échanges qui en découlent soient utiles pour aider un collaborateur sur un cas client.* » La passion de l'un des membres du réseau pour le cyclisme s'est ainsi avérée utile à un autre, qui allait rencontrer un client œuvrant dans l'industrie du vélo.

Orientés sur les conversations et l'échange, les RSE accélèrent la réception d'un contenu, parfois formalisé comme dans un intranet, mais le plus souvent informel. A la Société Générale, « *une équipe moldave a ainsi récupéré un business game développé en Russie. La proximité culturelle entre les deux pays a favorisé la réutilisation, presque telle quelle, de l'outil de formation* », se félicite Franck La Pinta. Chez Devoteam, « *la force commerciale identifie plus facilement des affaires, via le réseau social. Elle y échange sur les métiers de la SSII et sur ses offres, pour devenir plus innovante et plus efficace dans les services proposés aux clients* », explique Elise Bruchet. Comme dans les deux autres cas étudiés, le transfert de connaissances et le partage de savoir-faire en ligne sont facilités par la mise en réseau de tous les consultants Devoteam. Chez Dassault Systèmes, l'une des conséquences de l'augmentation du nombre d'échanges entre VAR est de les avoir fidélisés.

Les RSE sont participatifs, ils incitent à l'implication. Produire collectivement un document aide ainsi parfois à son utilisation. A la Société Générale, « *le wiki a aidé la communauté " formation " à construire collectivement une charte des bonnes pratiques adressée aux collaborateurs en stage, et à produire un document de référence.* » Jérôme Poujardieu raconte, quant à lui,

DASSAULT SYSTÈMES

Jérôme Poujardieu, Worldwide Business Development Manager

« Le RSE mobilise moins d'énergie qu'un webinar »

LE PROJET

Nom : DSX Eco Pulse.
Nombre de communautés : 21 groupes business correspondant chacun à une initiative (un produit) et d'autres, autour de thématiques différentes.
Nombre d'inscrits : 2 400 membres, plus de 200 partenaires mondiaux connectés.
Nombre de pays : 63.
Caractéristique : dédié aux VAR de l'entité Value Selling. Piloté par l'organisation de vente.
Outil : Bluekiwi.

L'AVIS DE L'EXPERT

David Guillocheau, directeur associé de Talentys, cabinet de conseil en ressources humaines

« Les RH ont intérêt à utiliser ces outils pour améliorer le recrutement et favoriser la mobilité »

Les ressources humaines sont directement concernées par le web 2.0. Tout d'abord parce qu'une direction métier, lorsqu'elle se lance dans une initiative sociale, ressent le besoin de collaborer avec les RH pour être en mesure de recruter un Community Manager, puis pour faire évoluer la charte des usages ainsi que le règlement d'entreprise. Ensuite, parce que les ressources humaines ont tout intérêt à utiliser ces nouveaux outils, afin d'améliorer le recrutement, de favoriser la mobilité et de mieux s'organiser.

Les DSI étaient peu présents lors de la phase d'émergence du phénomène 2.0. Depuis, la plupart des DSI des grandes entreprises ont installé des process pour éviter la multiplication des initiatives. Ils paraissent incontournables, alors que les projets s'industrialisent.

Ce n'est pas en mettant un outil en place que l'entreprise devient 2.0. Elle a besoin de passeurs, les Community Managers. D'ici à quinze ans, ils ne seront peut-être plus nécessaires. Leur rôle pourrait être intégré aux fonctions des managers.

À SAVOIR

La loi des 90-9-1

Selon la loi des 90-9-1, aussi nommée règle du 1 %, environ 90 % des inscrits sur un média social d'entreprise ou grand public s'avèrent des utilisateurs passifs, qui n'alimentent jamais le système. 9 % apparaissent comme des contributeurs occasionnels qui participent très peu, et 1 % comme des hyperactifs, produisant plus de 90 % du contenu.

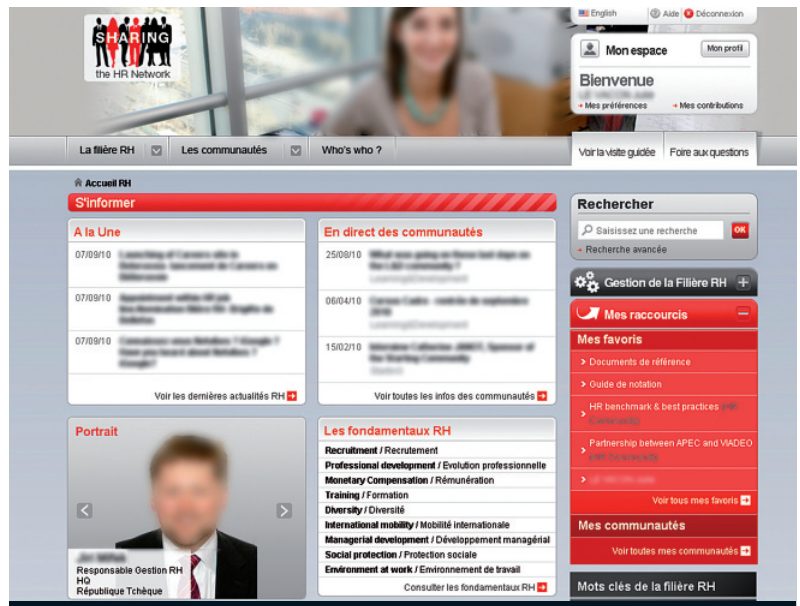
que « *les sondages mis en place pour recueillir les avis des partenaires sur les fonctionnalités à ajouter prioritairement à nos futurs produits ont amélioré la qualité de l'offre, en augmentant son adéquation au marché.* »

Le retour sur investissement n'a pas de raison d'être

Si les gains semblent nombreux, la mesure précise d'un retour sur investissement (ROI) est rarement, voire jamais, effectuée. Seuls les succès remportés grâce au réseau sont mis en avant. « *Ce calcul n'est pas utile car les bénéfices s'avèrent évidents. Lors de la sortie de nouvelles versions de nos logiciels, des centaines de membres lisent les informations que nous mettons à leur disposition, et ils réagissent en quelques jours. Cela mobilise beaucoup moins d'énergie de part et d'autre qu'un webinar* (séminaire web interactif – NDLR) », indique Jérôme Poujardieu. « *Plus que des ROI quantitatifs, nous diffusons des récits de réussites. Nous présentons ainsi des bénéfices très concrets, donc aisément reproductibles,* avance Franck La Pinta. *Notre conviction est que les besoins existent pour ces outils, même si changer les usages prend du temps.* »

Les RSE répondent à une logique différente de celle d'un intranet classique, et ne sont pas perçus de la même manière par tous les collaborateurs. Les réseaux sociaux nécessitent la participation du plus grand nombre, mais la loi des 90-9-1 se vérifie quasiment systématiquement. Augmenter le nombre de participants et produire un contenu de qualité s'avèrent les principaux défis des RSE. Et les utilisateurs actifs ne possèdent pas de profil type : le critère de l'âge n'est ainsi pas déterminant. Mais ceux qui remplissent rapidement leur formulaire d'enregistrement restent souvent très actifs par la suite. Les membres moteurs sont donc identifiables rapidement.

Jérôme Poujardieu note qu'« *à l'ouverture du réseau, l'engouement fut rapide et important, mais il est retombé quelques mois plus tard. Nous avons donc mis en place un plan d'animation avec des équipes dédiées.* » Anne-Catherine Delecroix, elle, précise que « *ces plans s'adressent à trois populations distinctes : les commerciaux, les techniciens et les managers. Le contenu est spécifique pour chaque segment.* » Les personnels techniques y récupèrent, entre autres, des informations sur les produits et des démonstrations. Les commerciaux, des références clients et des techniques d'approche de vente. Et les managers, des informations stratégiques sur la gestion des partenaires.



Sharing, le RSE de la Société Générale, vise uniquement la filière RH.

Qualité de contenu et animation vont de pair

Chez Dassault Systèmes, les communautés sont organisées autour des offres, les initiatives. « *Elles doivent avoir une taille critique,* constate Jérôme Poujardieu. *Dix personnes ne représentent pas assez d'échanges.* » Chacune d'entre elles s'appuie sur un Initiative Manager et sur un expert technique, qui la font vivre. Ils fournissent du contenu et des informations sur les ventes, animent la communauté en s'assurant, notamment, que les données générées sont de qualité et que toute question obtient une réponse. « *Les salariés qui réagissent aux demandes d'information sont valorisés par un statut informel d'expert, et ils reçoivent plus de retours à leurs propres demandes* », note Anne-Catherine Delecroix.

Des binômes de Community Managers existent aussi à la Société Générale. Un de leurs objectifs est que les collaborateurs acquièrent le réflexe d'utiliser le RSE. « *L'effort d'accompagnement est important. Personne ne doit rester sur le bord de la route. C'est un outil de travail, professionnel, que tous partagent et utilisent, et pas seulement une minorité de technophiles,* explique ...

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

Franck La Pinta, responsable marketing marque employeur

« Regrouper les RH facilite les opérations communes »

LE PROJET

Nom du réseau : Sharing.
Nombre de communautés : une dizaine.
Nombre d'inscrits : 1 800 personnes sur les 2 800 de la filière ressources humaines.
Nombre de pays : 82.
Caractéristique : dédié à la filière RH et piloté par celle-ci.
Outil : Confluence d'Atlassian, hébergé par la SG.

Franck La Pinta. *L'animateur joue un rôle d'incitateur, mais pas de modérateur. Nos collaborateurs se modèrent eux-mêmes, comme dans le cas des courriers électroniques.* » Chez Devoteam, tout le monde peut dénoncer un contenu inapproprié, et un système d'alerte par mot clé a été installé pour détecter ce qui doit être retiré. Pour la SSII, il s'agit de parvenir à mobiliser les utilisateurs et de changer leurs méthodes de travail. Il est préférable, par exemple, d'éviter de transmettre des courriels lorsque plusieurs collaborateurs sont associés à un projet.

Mettre en place des indicateurs de performance

« *Il ne faut pas négliger le facteur humain. Il est judicieux de s'appuyer sur des réseaux physiques réels et virtuels, constitués de personnes qui ont un objectif commun, l'habitude de travailler ensemble, et qui se font confiance. Chez nous, un leader de communauté fédère entre 150 et 200 consultants sur une thématique* », explique Elise Bruchet. Les communautés y sont organisées sur la base de fonctions internes (sécurité, infrastructure, virtualisation…) et, de manière plus transversale, sur celle des métiers des clients (énergie, distribution…). Des ambassadeurs, nommés sur la base du volontariat, jouent un rôle de formateur sur les nouveaux usages, et publient des informations sur les fonctionnalités de la plate-forme.

Des cas pratiques expliquant concrètement comment échanger avec plusieurs personnes pour gérer un projet via le réseau social ont été développés. Tout le contenu du réseau n'est pas issu des échanges informels. L'ensemble du contenu institutionnel de l'intranet a ainsi été transféré sur la nouvelle plate-forme. Et ce qui touche à la politique RH, comme les offres d'emploi, est en cours d'intégration.

Anne-Catherine Delecroix enfonce le clou : « *Les facteurs clés de succès se trouvent dans l'animation des communautés et la qualité du contenu fourni. Fond et forme sont très importants. Nous privilégions les cas d'usage contenant vidéos et sons. Le temps des Powerpoint est révolu.* » Ainsi, lorsqu'un vendeur conclut une affaire et communique à ce sujet sur la plate-forme, il est parfois contacté puis filmé pour détailler, expliquer et mettre en scène les raisons de son succès. L'incitation au recours du RSE passe aussi par d'autres mécanismes, tels ceux mis en place par Anne-Catherine Delecroix : « *Pour maintenir une activité constante, nous avons instauré des indicateurs de performance. Chaque question doit par exemple recevoir une réponse sous vingt-quatre heures. En pratique, grâce à l'utilisation d'alertes e-mails, il est rare qu'une question reste sans réponse.* » Trop vite enterré, le courriel conserve donc toujours un intérêt…

Après une première expérience réussie, le concept de réseau social est souvent étendu. Dassault Systèmes réfléchit ainsi à un RSE à destination de ses clients finals. La Société Générale, elle, veut « *rendre la plate-forme indispensable au partage d'expériences et d'expertises, sans toutefois l'imposer. Un équilibre difficile à trouver.* » Et Franck La Pinta d'anticiper : « *Il s'agira de s'interroger sur l'extension de ce type de communauté à l'ensemble des collaborateurs. Au risque d'en voir se développer d'autres, étanches entre elles, comprenant une multiplication d'annuaires autonomes. Une gouvernance des communautés deviendra certainement un enjeu majeur d'organisations comme la SG, qui ont déjà mis un pied dans l'entreprise 2.0.* » Chez Devoteam, enfin, l'expérimentation en est encore au stade de pilote. D'autres communautés vont donc voir le jour. A terme, clients, fournisseurs et étudiants (grâce à des espaces candidats en partenariat avec des écoles) devraient être invités à participer aux espaces projets.

MARIE JUNG AVEC SANDRINE CHICAUD

DEVOTEAM

Elise Bruchet, responsable du knowledge management

« Le RSE aide les commerciaux à identifier les affaires »

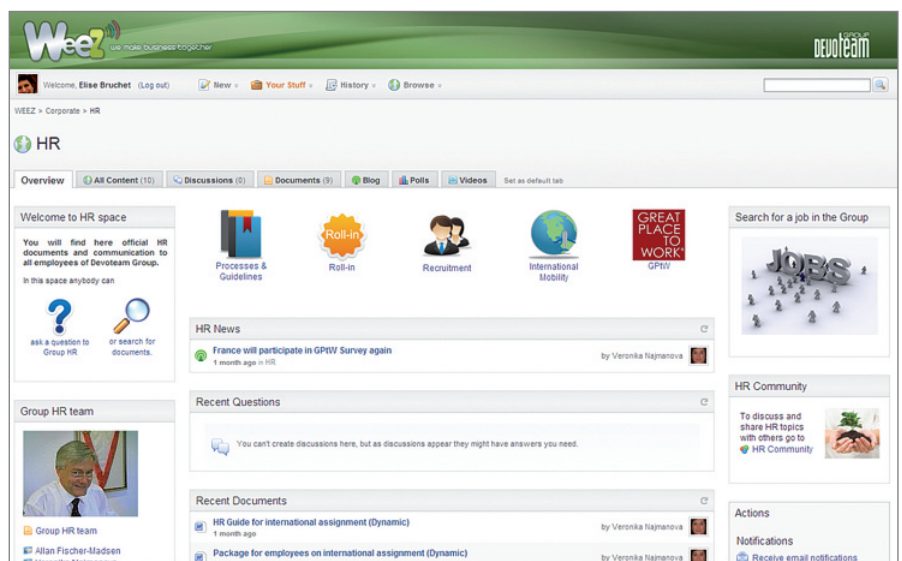
LE PROJET

Nom du réseau : Weez.
Nombre de communautés : 9, réparties sur deux populations pilotes : les ingénieurs et les commerciaux.
Nombre d'inscrits : 4 500 collaborateurs.
Nombre de pays : 23.
Caractéristiques : réseau social destiné à l'ensemble des salariés. Piloté par l'entité knowledge management.
Outil : Jive en mode Saas.

À SAVOIR

Des pistes pour réussir le déploiement de son RSE

- Maintenir un niveau d'activité suffisant sur la plate-forme grâce à des Community Managers en binôme.
- Fournir du contenu riche en plus des échanges informels.
- Ne pas créer de communautés de taille trop faible.
- Ne pas oublier l'importance des rencontres physiques.



Weez est une réponse à l'usure des précédents modes d'échange au sein de la SSII Devoteam.

iP convergence

LE SALON DES APPLICATIONS, SERVICES ET ÉQUIPEMENTS DE COMMUNICATION IP

250 EXPOSANTS
15 000 VISITEURS
6 KEYNOTES
70 CONFÉRENCES

LA SYNERGIE DE 5 SALONS POUR 1 RENDEZ-VOUS FÉDÉRATEUR UNIQUE !

19-20-21 OCTOBRE 2010

PARIS - PORTE DE VERSAILLES

EXTRAIT DU PROGRAMME DES CONFÉRENCES :

- QUAND LE COLLABORATIF REMET EN CAUSE LE MODÈLE D'ORGANISATION TRADITIONNEL DE L'ENTREPRISE
- COMMUNICATIONS UNIFIÉES : LES DIMENSIONS ORGANISATIONNELLE ET HUMAINE AVANT TOUT
- DIX QUESTIONS POUR PASSER LA CONVERGENCE FIXE MOBILE AU DÉTECTEUR DE... VÉRITÉS
- ASSURER LA TRANSITION VERS UNE SÉCURITÉ ACTIVE PERMANENTE, CONVERGENCE OBLIGE !
- RISQUES DE DÉPRESSION ET D'ORAGES DANS LE NUAGE : LA SÉCURITÉ EN QUESTION
- MOBILITÉ ET SÉCURITÉ : COMMENT CONCILIER EFFICACITÉ ET CONTRÔLE DU RISQUE ?
- QU'EST-CE QUE LE TRÈS HAUT DÉBIT FIXE OU MOBILE VA APPORTER AUX ENTREPRISES ?
- CLOUD COMPUTING : LA TÊTE DANS LE NUAGE MAIS LES PIEDS SUR TERRE

DEMANDEZ VOTRE BADGE D'ACCÈS GRATUIT SUR IPCONVERGENCE.FR

Un Evènement Tarsus

Partenaires Institutionnels

Partenaire Radio

Conférences orchestrées par

Partenaire Officiel

Tarsus France - Tour Ventôse - 2/6 rue des Bourets - 92150 SURESNES - France - Tél : 01 41 18 60 63 - Fax : 01 41 18 60 67 - info@ipconvergence.fr - www.ipconvergence.fr

BANQUE

Le groupe BPCE envisage avec sérénité les contraintes de liquidités

La banque a remplacé son système maison en vertu de l'application de la directive européenne Target 2. Elle en a profité pour installer un outil plus prédictif, très utile en période de crise financière.

Depuis la crise, les banques sont devenues très sensibles aux problèmes de solvabilité de leurs consœurs. La liquidité à très court terme, intrajournalière, est désormais scrutée et considérée comme un des premiers signaux d'alerte sur la santé d'un établissement financier. Et le moindre indice de défaillance a un impact fort sur son image, même si l'organisme est fondamentalement sain. De fait, le gestionnaire des liquidités, chargé de s'assurer de la solvabilité en temps réel de la banque, a vu ses prérogatives revalorisées. Ses principaux alliés : des outils informatiques de haute précision qui l'aident à anticiper au mieux l'impact des transactions en cours.

Dans ce contexte post-crise, la BPCE se félicite de s'être équipée très tôt d'une plate-forme très performante dans ce domaine. A l'origine, le changement d'outil initié au sein de la Caisse nationale des Caisses d'Epargne (CNCE) résultait pourtant d'une contrainte. L'arrivée, en février 2008, du système de paiement européen Target 2 (où transitent les transferts interbancaires des paiements de gros montants) rendait en effet obsolète le système maison. « *Il nous aurait fallu réécrire de fond en comble notre outil initial* », précise Renaud Le Page, gestionnaire de la liquidité à la direction finance du groupe BPCE. Anticipant le besoin, la banque décide donc, en 2006, de partir en chasse d'un logiciel du marché. Le choix d'une solution progicielle étant une promesse d'une plus grande facilité d'évolution et d'une maintenance simplifiée.

Rejouer une journée de transactions à tout moment

Cette recherche s'avère courte en raison de la pauvreté de l'offre. « *La plupart des outils destinés à gérer des liquidités sont intégrés dans des plates-formes de paiement. Par définition, ils captent des paiements qui sont soit déjà réalisés, soit en cours de réalisation. Ils sont donc dotés de capacités d'anticipation faibles* », relève Renaud Le Page. L'anticipation est un maître mot dans ce métier, où les positions doivent être soldées dans la journée, voire en quelques heures, par exemple pour les crédits intrajournaliers contractés auprès de la Banque de France. Les exigences du responsable de la liquidité étaient, en la matière, très fortes : il souhaitait disposer d'un outil capable de capter les paiements en cours, mais surtout de visualiser des informations de nature plus « prédictive », comme les opérations initiées dans les salles de marché ou les données transitant au sein des frontaux Swift (plate-forme d'échange interbancaire).

Au final, la solution LMS (Liquidity Management System), éditée par Aleri, apparaît comme la seule pertinente. Elle possède à la fois les qualités d'interfaçage souple, de gestion de données hétérogènes et de traçabilité voulues par Renaud Le Page. « *LMS n'impose pas de formats en entrée mais les convertit pour qu'ils soient présentables à l'utilisateur* », indique-t-il. Cette adaptation aux applicatifs en amont présente l'avantage de limiter les développements. Autre caractéristique technique majeure : « *L'outil crée naturellement une sorte de piste d'audit : il*

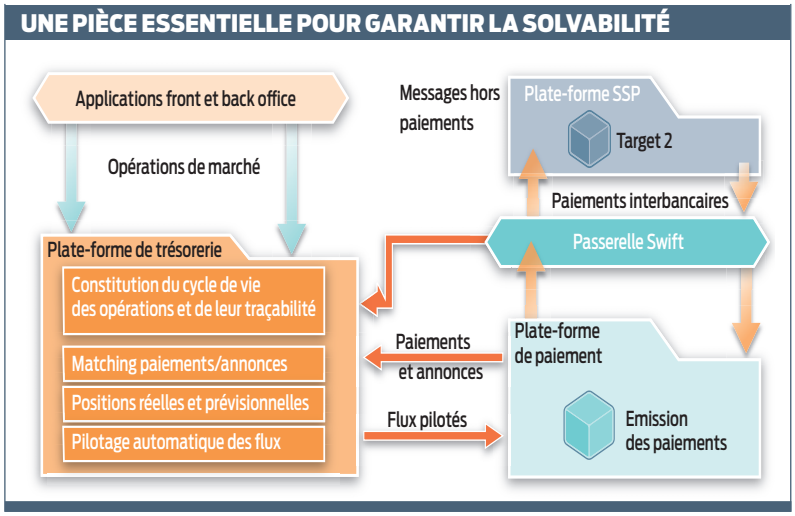
L'ENTREPRISE

BPCE
Activité : deuxième groupe bancaire français, né de la fusion de la Caisse nationale des Caisses d'Epargne et de la Banque fédérale des Banques populaires le 24 juin 2009.
Siège : Paris (75).
Produit net bancaire : 21 Md€ en 2009.
Effectif : 127 000 personnes.

LE PROJET

Problème à résoudre : disposer d'un outil de gestion des liquidités évolutif, compatible avec le système de paiement Target 2.
Solution déployée : LMS (Liquidity Management System) d'Aleri (Groupe Sybase, maintenant SAP).

UNE PIÈCE ESSENTIELLE POUR GARANTIR LA SOLVABILITÉ



JIM WALLACE

Renaud Le Page s'est doté de l'outil LMS pour mieux anticiper l'impact des transactions en cours.

associe l'opération de marché et le paiement consécutif à cette opération au fur et à mesure qu'elle se concrétise. On retrouve la trace horaire des différentes étapes d'une opération : saisie, validation et paiement. » Cette traçabilité des flux permet de rejouer une journée à tout moment, comme demandé par le régulateur dans le cadre du calcul du stress de liquidité. L'outil dispose pour cela d'un moteur puissant, capable de brasser des dizaines de milliers d'informations par jour.

Une solution souple, mais difficile à paramétrer

Pour installer LMS, Renaud Le Page a fait appel au cabinet Sterwen Consulting, faute de ressources en interne. Ce prestataire a aidé la maîtrise d'ouvrage à valider l'outil sur le plan technique afin de vérifier que ses performances étaient conformes aux spécificités techniques affichées par l'éditeur. A l'époque, LMS ne bénéficiait que d'une seule référence, un déploiement dans les établissements Barclays à Londres. Sterwen Consulting a également assuré le paramétrage de l'outil. Une phase lourde, réalisée en plusieurs étapes. « *Le logiciel d'Aleri est très souple, avec un degré de personnalisation élevé* », souligne Renaud Le Page. Revers de la médaille : « *Le paramétrage doit être extrêmement précis. La solution ne guide en rien vers la cible. Nous devions être clairs dans ce que nous voulions mettre dans le progiciel et dans ce que nous voulions qu'il en sorte.*» D'où la nécessité d'avoir un interlocuteur qui comprenne bien les besoins métier.

Avec ce système plus prédictif, le gestionnaire des liquidités gagne en capacité d'anticipation

L'infrastructure et les liens avec les applicatifs sensibles – comme les frontaux Swift – ont été mis en place et gérés conjointement par la DSI et Sterwen Consulting. Avec comme exigence, une disponibilité à 100 % pour un traitement de l'information sans rupture de charge. Malgré la souplesse d'intégration de l'outil, les travaux de développement des interfaces se sont avérés plus importants que prévu. « *L'outil possédait des connecteurs, mais ils impactaient au final l'évolutivité de la solution. La maîtrise d'œuvre a préféré développer des interfaces supplémentaires* », justifie Anne Béguin, chef de projet chez Sterwen Consulting.
Les équipes se sont étalonnées, en septembre 2006, en raccordant le logiciel à la plate-forme de paiement des correspondants bancaires (partie devise), un système moins délicat en termes d'impact financier. Le raccordement à la plate-forme de règlement en euros (Target) est, lui, réalisé en avril 2007, avant la migration vers Target 2 en février 2008.

LES BÉNÉFICES

- **Diminuer le risque** de libération d'un paiement sans que la contrepartie ne puisse rembourser.
- **Eviter les pénalités** liées au non-remboursement d'un crédit.
- **Piloter les paiements** et les superviser dans un seul outil.
- **Traçabilité :** possibilité de rejouer une journée de transactions en cas de test de résistance demandé par un organe de régulation.
- **Meilleure séparation** des métiers production et gestion des liquidités.
- **Plus grande évolutivité** du système.

Un seul outil pour superviser les flux et piloter les paiements

En complément du cœur de la solution, centré sur la gestion des positions, la banque s'est équipée du module de pilotage des flux. Objectif : rapatrier supervision et pilotage des flux (différer un paiement par exemple pour insuffisance de liquidité) dans un seul et même outil. Auparavant, ce pilotage était effectué dans la plate-forme de paiement. « *L'installation de ce module a clarifié les rôles entre les domaines de la production bancaire et de la gestion des liquidités* », précise Renaud Le Page. La mise en œuvre du module et la création des algorithmes se sont avérées d'autant plus délicates qu'il n'avait jamais été installé dans aucune banque. « *Il a fallu " sophistiquer " les algorithmes de pilotage du module pour obtenir la finesse de pilotage souhaitée* », explique Anne Béguin. Une brique finalement déployée en décembre 2008. Avec ce système plus prédictif, le gestionnaire de la liquidité gagne en capacité d'anticipation, et est donc assuré de ne pas dépasser des délais de paiement très courts. Depuis la fusion entre les Caisse d'Epargne et les Banques Populaires, le système initié au sein de la CNCE a été raccordé au système des Banques Populaires.

OLIVIER DISCAZEAUX

GESTION Le spécialiste des équipements de protection personnelle étend le périmètre de son ERP

Delta Plus améliore le pilotage de sa production en Chine

Il est difficile de surfer sur la vague de la mondialisation sans une vue consolidée de ses activités. C'est du moins la conviction de Delta Plus, un spécialiste des équipements de protection individuelle installé à Apt, dans le Vaucluse, d'où il gère une chaîne logistique internationale. Dès sa création, la PME provençale se lance dans l'import depuis l'Asie. D'abord à partir de Hong Kong, dans les années 80, puis en établissant des plates-formes logistiques en Chine et en Inde dès le milieu des années 2000.

L'aventure chinoise se précise même en 2007, avec l'acquisition d'une importante usine à Suzhou, transférée depuis à Wujiang. Désormais, la moitié de la production de Delta Plus est issue de ce site. Parallèlement, les ventes en Chine de casques de chantier, de masques respiratoires, de chaussures de sécurité et de harnais antichutes ont pratiquement doublé sur les deux dernières années. Anticipant ce fort développement dès 2008, le groupe français cherche à mieux maîtriser ses coûts de revient en fabrication, à améliorer sa gestion de stocks et à optimiser ses outils de contrôle de gestion.

> « Avec notre supply chain complexe, avoir une visibilité en temps réel sur la production et sur les stocks est essentiel »

Déployé dans la plupart des filiales du groupe, l'ERP Minos d'Ordirope semble être le candidat désigné pour équiper les établissements chinois. Tout au moins son module de gestion de production, qui compléterait ceux de gestion d'entrepôt et commerciale déjà en place. Pourtant, après une dizaine d'années de bonnes relations commerciales, Delta Plus envisage de changer d'ERP. Mais la crise passant par là, les avantages de l'éditeur lyonnais apparaissent sous un jour nouveau. « *Ordirope est un partenaire à taille humaine, capable de réaliser des développements spécifiques pour un coût raisonnable,* plaide Michel Carloni, DSI de Delta Plus. *De plus, nous avons été séduits par le redéveloppement de leurs applications en Java, qui était devenu indispensable tant sur le plan fonctionnel qu'ergonomique.* »

DR

Lorsqu'elle gérait sa production avec Excel, l'usine de Wujiang mesurait mal ses coûts de revient.

Reste un handicap : Minos n'est pas adapté au marché chinois. Finalement, c'est le module de gestion de production en anglais qui sera utilisé, les utilisateurs concernés ayant le niveau de langue requis. La préparation des procédures et le paramétrage demandent plus d'un an de travail, la filiale locale n'ayant aucune culture en progiciel de gestion intégré. « *L'usine de Wujiang ne bénéficiait même pas d'une gestion des stocks informatisée* », se souvient Michel Carloni. Avec le recul, il estime que le même projet aurait pris deux fois moins de temps a être développé en France, avec une équipe qui n'aurait pas eu de barrières culturelles à gérer.

Une meilleure estimation des matières consommées

Finalement, le prototype de module est validé sur la production des chaussures entre avril et septembre 2009. Avec succès. Etendu à d'autres ateliers au premier semestre 2010, l'ERP de Minos offre une meilleure estimation des matières consommées, des temps machine et de main-d'œuvre, des déperditions et des rebus. « *Un différentiel de 12 % est ainsi apparu entre la consommation de polyuréthane notée dans nos tableaux Excel et celle calculée par Minos* », illustre Michel Carloni. Un contrôleur de gestion spécifique à la production, recruté dans le cadre du projet, peut désormais analyser le coût de revient de telle ou telle production. Grâce à un historique des entrées-sorties et à une traçabilité des changements de données, la maîtrise des stocks a, elle aussi, nettement progressé, notamment sur les nombreuses références de cuirs utilisées. Le directeur de production bénéficie de l'outil de modélisation multidimensionnelle Minos BI (issu de l'OEM Dimensional Insight), qui offre un pilotage plus fin de l'usine. Enfin, le siège dispose d'une visibilité en temps réel sur ses stocks et sur sa production, les modules Minos concernés étant hébergés sur un serveur iSeries d'IBM, installé à Apt.

Mais un projet ERP n'est jamais vraiment terminé. Pour l'ensemble du groupe, la prochaine étape consistera à adopter la version Java en 2011. L'ordonnancement des ordres de fabrication actuellement géré dans Excel sera ainsi intégré dans Minos, et des réservations sur les futurs stocks disponibles seront alors possibles. ■

BORIS MATHIEUX

L'ENTREPRISE

Delta Plus
Activité : fabrication et distribution d'équipements de protection individuelle.
CA 2009 : 125 M€.
Effectif : 800 collaborateurs.

LE PROJET

Problème à résoudre : améliorer la maîtrise des coûts de revient de la production chinoise du groupe, ainsi que la gestion de stocks.
Solution déployée : le module de gestion de production de l'ERP Minos, d'Ordirope.
Coût : plus de 80 000 €.

INTERVIEW

« Pour la DSI d'ADP, le green est une priorité stratégique »

THIERRY FEYBESSE, directeur informatique et télécoms d'Aéroports de Paris (ADP), effectue ses réunions en visioconférence, multiplie les outils collaboratifs et les applications pour que les directions métier régulent leur consommation d'énergie.

Pour vous, l'écoresponsabilité est-elle toujours aussi importante qu'avant la crise ?

THIERRY FEYBESSE : Bien sûr ! L'écoresponsabilité reste une priorité stratégique pour ADP, indépendamment de la conjoncture. Et concernant plus particulièrement la Green IT, nous avons la chance que ce soit une démarche doublement vertueuse. Puisqu'elle permet, la plupart du temps, de combiner action pour l'environnement et diminution du coût.

Quelles sont les technologies de Green IT sur lesquelles vous conduisez actuellement des projets ?

TF : Nous choisissons des équipements moins consommateurs d'énergie et virtualisons nos serveurs, une technique qui optimise la consommation des centres de données. Car il ne faut pas oublier que les économies d'énergie dans les datacenters comptent double : une première fois par moindre consommation directe d'électricité et, une seconde fois, par moindre besoin de climatisation. Nous organisons aussi beaucoup de réunions par visioconférence, plusieurs centaines par mois. Cette technologie évite de nombreux déplacements en région parisienne, entre nos sites aéroportuaires et notre siège social. En ce moment, nous l'enrichissons de nouveaux outils de travail collaboratif tels que la conférence web, le partage de documents, ou encore la messagerie instantanée. Ils sont aujourd'hui proposés à tous nos cadres et aux personnes qui se déplacent beaucoup.

Autorisez-vous le travail à domicile, vecteur de réduction des déplacements ?

TF : Oui, moyennant un accord de l'entreprise. C'est une évolution sociale majeure, mais qui ne concerne en pratique qu'une partie des salariés, notamment les informaticiens lorsqu'ils sont d'astreinte. Il est en effet difficile de l'appliquer à tous nos collaborateurs, car notre entreprise est centrée sur le service aux compagnies aériennes et aux passagers aériens. On ne peut pas le produire à distance !

Proposez-vous aux autres directions opérationnelles des contributions informatiques allant dans le sens du développement durable ?

TF : Oui. Nous avons participé à la mise en place d'un service d'impression rationalisée à base de photocopieurs connectés et sécurisés par badge, avec un objectif de réduction de 20 à 30 % des pages imprimées. Nous militons également pour l'utilisation de la messagerie, de l'intranet et de la GED (gestion électronique des documents) pour le traitement des documents. Enfin, nous développons des applications de comptage d'énergie, afin que nos métiers régulent mieux leur consommation. Notre DSI est identifiée comme l'un des acteurs du management environnemental dans la certification ISO 14001 des plates-formes aéroportuaires parisiennes.

Si vous pouviez exiger une chose de vos fournisseurs en termes d'informatique verte, qu'elle serait votre priorité ?

TF : Que leurs arguments green soient fiables ! Car nous ne sommes pas dupes ; nombre d'entre eux font du green par opportunité commerciale. Il s'agit d'une constante dans le domaine du développement durable : il est plus utile qu'ailleurs de dresser des bilans complets des caractéristiques réelles, avant d'adopter une solution prétendue plus écologique. Tous les fournisseurs ont l'ardente obligation de progresser en matière écologique, et c'est pourquoi je considère que les directeurs des systèmes d'information doivent se montrer particulièrement exigeants avec eux. Quitte à mobiliser des compétences propres pour choisir correctement les solutions et les intégrer efficacement. Je pense à ces nouveaux métiers que sont les architectes en informatique et en intégration environnementale.

PROPOS RECUEILLIS PAR YANN SERRA

NIELS STOLTENBORG

BIO EXPRESS

60 ans. Diplômé de l'Ecole nationale de l'aviation civile ; DEA informatique.
De 1974 à 1986 : ingénieur exploitation de systèmes et conduite de projets.
De 1986 à 1989 : chargé d'études pour ADP.
De 1989 à 1993 : responsable Escale, Orly.
De 1993 à 2007 : responsable du département exploitation, aéroport d'Orly.
Depuis 2007 : directeur informatique et télécoms d'ADP.

RENCONTRE **ALEXANDRE MOREL,** directeur commercial et marketing d'Acteos

De l'informatique aux directions opérationnelles

A 32 ans, cet ingénieur informaticien de formation a un parcours à faire des envieux. Mais si sa curiosité et son aisance de communication lui ont ouvert des portes, il n'a surtout jamais cessé de s'informer et de se former.

Alexandre Morel a gravi les échelons de façon transversale. De la R&D au marketing, en passant par la production, la DSI et le service commercial, cet homme de 32 ans a acquis des compétences métier qui lui ont donné une connaissance intrinsèque de chacune de ces divisions. Pour se définir, il parle d'une interface et se plaît à utiliser la métaphore suivante : « *Dans un magasin high-tech, l'informaticien repère un rayon où il y a une ou deux technologies et n'en sort plus. Moi, je reste dans l'allée centrale et regarde ce qui se trouve sur toutes les têtes de gondole. Résultat : je ne suis pas expert, mais j'ai une connaissance large des technologies existantes.* » Fort de ce trait de caractère et de son goût pour l'apprentissage, Alexandre Morel a rapidement pris des postes à responsabilités.

> « Les entreprises françaises souffrent du cloisonnement de leurs métiers »

Le management plutôt que l'expertise

Tout a commencé par un stage de fin d'études comme développeur en jeux vidéo et bases de données chez Microsoft. Il décline alors le plan de carrière de l'éditeur, qui lui propose de devenir expert SQL Server. Car il sait déjà qu'à l'expertise, il préfère le management, la gestion de projet et l'ouverture technologique. Il rejoint donc l'agence Telmedia où il conçoit et développe des projets internet destinés à l'administration, la presse en ligne et l'enseignement supérieur. « *Dans le cadre de cette mission, j'ai travaillé à la "progicialisation" des applications web afin d'industrialiser les déploiements.* »

C'est donc tout naturellement que son employeur lui offre la possibilité de passer au pilotage de la production. Il se consacre alors à la méthodologie, à la normalisation de processus et au management de qualité. Puis l'agence décide d'élargir ses prestations à l'hébergement et lui confie la mise en place et l'exploitation de ce centre. « *Deux salles blanches, 80 serveurs, 250 applicatifs, et des projets critiques qui nous engageaient sur un haut niveau de sécurisation et de haute disponibilité. J'ai donc étudié les technologies de virtualisation, de supervision et de stockage, en grande partie sur le terrain et par autoformations (certifications, livres, internet, échanges avec des experts)* », se souvient Alexandre Morel. Il reste à ce poste de directeur technique jusqu'à ce que Telmedia soit racheté par le groupe belge Audaxis.

Dans cette nouvelle structure, une SS2L (sociétés de services en logiciels libres) spécialiste du CRM et de l'ERP, il devient DSI et partage son bureau avec le directeur marketing et commercial. Curieux des problématiques de son collègue, il l'accompagne en clientèle. Parallèlement, il entreprend un cycle de formation continue. « *Ayant acquis les techniques de management en autodidacte, je voulais connaître les pratiques et apprendre de façon plus formelle les composantes transversales de l'entreprise : finances, marketing, commerce, chaîne logistique… J'ai alors suivi un Mastère en management stratégique des projets et programmes d'entreprises.* » En quelques mois, il ajoute à sa fonction de DSI celle d'ingénieur d'affaires, ce qui le conduit à prospecter et à assurer le développement commer-

SES CONSEILS

- Développer sa communication de façon à se positionner comme un interlocuteur privilégié entre les différents métiers.
- Etoffer son réseau en s'entourant d'experts et de consultants métier.
- Focaliser son énergie sur les sujets générateurs de valeur ajoutée à court terme pour l'entreprise.
- Ne jamais négliger le design et l'ergonomie dans la conception.

SON PARCOURS

2000 : diplôme de l'Institut supérieur de l'électronique et du numérique.
De 2000 à 2004 : ingénieur d'études et développement, responsable du département ingénierie, puis directeur technique chez Telmedia.
De 2004 à 2006 : ingénieur d'affaires et directeur informatique chez Audaxis.
Depuis 2007 : directeur R&D & DSI, puis directeur de la division études et édition logiciels, puis directeur commercial, marketing et communication du groupe Acteos.

ERIC FLOGNY / ALEPH

Alexandre Morel a choisi des PME dans lesquelles il pouvait plus facilement évoluer.

L'AVIS DE LA COACH

DR

Mouna Beyk, associée de la SFcoach (Société française de coaching)

Savoir reconnaître et saisir des opportunités. Alexandre Morel a affirmé très tôt son goût pour le management. Il sait faire des choix en accord avec ses motivations, comme celui de sa première entreprise, une PME qui lui a offert rapidement des responsabilités et des possibilités d'évolution.

Cultiver des initiatives favorables pour préparer le terrain à son évolution. Alliant expériences terrain et formation continue, Il fait preuve d'ouverture, d'initiative et de volonté. Il consolide ses connaissances en management avec des formations diplômantes.

Etre repéré comme un candidat à valeur ajoutée. Son évolution rapide vers des responsabilités différentes dans des directions techniques et SI, ainsi que sa formation ont été des atouts pour réussir sa nouvelle mission .

cial d'un ERP open source, Compiere. Il officialise alors des activités qu'il exerçait déjà chez Telmedia, lorsqu'il accompagnait les commerciaux et les responsables marketing en rendez-vous avant-vente : « *J'étais leur caution technologique.* »

Avoir une vision de son secteur la plus large possible

En 2007, Alexandre Morel entame un second Mastère en supply chain et se voit confier la direction de la R&D du groupe Acteos, éditeur et intégrateur de solutions dans ce domaine. Il est chargé de mettre au point le framework technique (Java EE, SOA, Ajax, web 2.0) et organisationnel (nearshore au Liban, recrutement et formations, testing) pour leur nouvelle gamme de produits. A la fin 2009, changement de cap : il est nommé directeur commercial, marketing et communication du groupe, chargé de promouvoir et de développer les ventes de cette gamme. Cet ingénieur informaticien de formation reste un passionné des technologies et estime qu'il faut disposer de la vision la plus large possible en la matière « *pour rester longtemps pertinent, crédible face à une DSI, et répondre aux besoins des clients* ». Il insiste aussi sur l'importance de se former tout au long de sa vie professionnelle. C'est grâce à toutes ces connaissances accumulées qu'il a pu faire le grand écart entre ses différentes fonctions. Il assure qu'un tel mélange des genres manque aujourd'hui en France. « *Les entreprises souffrent du cloisonnement de leurs métiers. Apple a très bien compris l'importance de rapprocher la R&D et le marketing afin de réfléchir, dès la conception d'un produit, à ce qui en fera la différence. La plupart des marques s'occupent d'abord du développement, et réfléchissent ensuite à ce qui les différenciera de la concurrence. C'est déjà trop tard.* » JULIETTE FAUCHET

SI CE PARCOURS VOUS TENTE

Qui est concerné ? Tous les ingénieurs informaticiens intéressés par les autres fonctions de l'entreprise et souhaitant élargir leur connaissance des technologies. Curiosité indispensable

Se former. Ne pas se focaliser sur des cursus techniques, mais plutôt choisir des formations transverses, diplômantes si possible, réalisées dans le cadre de son emploi ou en dehors. Se former à la communication.

Collaborer. Travailler avec les autres directions opérationnelles et les commerciaux. Discuter avec les différents services de leurs problématiques. Eviter les cloisonnements.

NUL N'EST CENSÉ...

Une carte d'identité plus sécurisée

Deux sénateurs proposent une série de dispositions destinées à moderniser la carte nationale d'identité et à démocratiser la signature électronique. Cette carte serait équipée d'une puce électronique sécurisée, contenant des données biométriques numérisées, mais également, si le titulaire le souhaite, d'un système d'authentification à distance et d'une signature électronique. Une base centrale des titres d'identité et de voyage renfermant les données fournies par les demandeurs, à l'exception de celles nécessaires à la signature électronique, serait également créée, dans le respect de la loi informatique et libertés du 6 janvier 1978. La proposition détaillée est sur le site du Sénat : http://goo.gl/vt42.

Google Suggest et les associations litigieuses

Dans une ordonnance de référé du 22 juillet 2010, le tribunal de grande instance de Paris a jugé que l'association du nom d'une société avec le terme « escroquerie » lors de l'utilisation de la fonction Google Suggest n'était pas prohibée en soit, sauf à porter atteinte à la liberté d'expression.
Le tribunal a considéré que Google Suggest constituait une aide à la recherche pour les internautes, fondée sur une requête fréquemment sollicitée par d'autres, et non une prise de position du moteur de recherche.

Contrefaçon : les captures non probantes

La cour d'appel de Paris, dans un arrêt du 2 juillet 2010, a rappelé les conditions techniques à respecter pour que soit constatée valablement la preuve d'une contrefaçon de marque sur internet. En l'espèce, la cour dénie la valeur probante des captures d'écran de pages web archivées par le site www.archive.org, arguant que ce site est exploité par une société privée sans une autorité légale.

JURIDIQUE

DR

Christiane Féral-Schuhl,
avocate à la cour, et associée fondatrice du cabinet Féral-Schuhl Sainte-Marie

Contrefaçon : eBay est bien responsable

LE FAIT : la cour d'appel de Paris a confirmé la condamnation d'eBay pour la vente de produits LVMH contrefaits, mais a réduit le montant des dommages de 38,6 à 5,7 millions d'euros.

Le 3 septembre, la cour d'appel de Paris a confirmé la condamnation d'eBay, prononcée en juin 2008 par le tribunal de commerce de Paris. La cour estime que le site d'enchères ne peut se prévaloir du régime de responsabilité dérogatoire d'hébergeur tel que le définit la loi pour la confiance dans l'économie numérique (LCEN) du 21 juin 2004. Elle juge qu'il a engagé sa responsabilité en ayant autorisé, entre autres, la vente de produits contrefaits des marques Louis Vuitton et Christian Dior, propriétés du groupe LVMH.

Plus qu'un simple hébergeur de contenus

La cour s'appuie sur le constat que le site assiste les vendeurs dans la définition de l'objet proposé et dans sa description. Il intervient également de façon active dans l'assistance, le suivi et la promotion des ventes par l'envoi de messages spontanés à l'attention des acheteurs, afin de les inciter à acquérir un produit comparable. Ainsi, ils sont invités à se reporter sur d'autres objets similaires sélectionnés par eBay.
La cour en déduit que le rôle de ce dernier « *ne se limite donc pas à classer et à faciliter la lisibilité des offres et des demandes, mais consiste à les promouvoir activement* » et qu'il ne peut être assimilé à celui d'un « *prestataire dont le comportement serait purement technique, automatique et passif* ». LVMH reprochait à eBay à la fois l'absence de surveillance et le refus délibéré de mettre en œuvre des moyens pour lutter efficacement contre la contrefaçon. Sur ce point, la cour constate que le règlement du site fait interdiction de mettre en vente des produits contrefaits et qu'eBay a mis en place un programme destiné à sensibiliser les utilisateurs sur la nécessité de signaler tout objet illicite.

Un préjudice revu à la baisse

Néanmoins, la cour considère qu'eBay a manqué à son engagement de retirer « *aussitôt que possible* » les annonces contrefaisantes et que ces défaillances fautives ont engagé sa responsabilité. Elle condamne en conséquence le site à réparer le préjudice causé. Son évaluation se fonde sur un rapport d'expertise et sur une estimation revue à la baisse du pourcentage d'annonces contrefaisantes. Le préjudice est ramené à environ 5,7 millions d'euros. LVMH ayant perçu en première instance près de sept fois cette somme, elle est contrainte de rembourser à eBay près de 33 millions d'euros.

CHRISTIANE FÉRAL-SCHUHL

CE QU'IL FAUT RETENIR

La cour d'appel juge que la prestation de courtage fournie par eBay est une intervention active qui exclut l'application du régime de responsabilité dérogatoire des hébergeurs. Le montant du préjudice de LVMH est néanmoins revu à la baisse, notamment au regard de l'efficacité de mesures de filtrage prises par eBay.

ÉVÉNEMENT 01
BUSINESS & TECHNOLOGIES

En partenariat avec

TRANSFORMATION – AGILITÉ – CROISSANCE

MÉTAMORPHOSE PME 2011

→ **DES DSI TÉMOIGNENT**
le jeudi 14 octobre 2010 | Pavillon d'Armenonville | Paris

Comment gagner en agilité, transformer l'entreprise et générer de la croissance ?

- → IT & croissance PME
- → Vers un système d'information 100% virtualisé ?
- → Maîtriser la croissance exponentielle de ses données
- → Optimisation & automatisation du SI de la PME

Avec notamment les témoignages des DSI d'Innothera, EAS, Viamedis Canal CE, Phone Marketing et Ekium.
Et les expertises de Philippe Tassin, ex DSI et **Mathieu Poujol**, Directeur Technologies – Pierre Audoin Consultants.

Programme détaillé et inscription sur www.01net.com/evenements01/pme2011/

conception & réalisation : pampa presse

DR

« Une salle informatique dissipe deux tiers de l'énergie qu'elle consomme sous forme de chaleur. Les bâtiments peuvent en profiter. »

Charles-Antoine Beyney, président d'Etix Data Center

EN CHIFFRE

4 % des émissions mondiales de carbone, c'est ce que représente l'informatique, soit autant que le transport aérien.

« La Green IT ne se limite pas à la réduction des coûts énergétiques. Les entreprises ne connaissent pas encore tout ce qu'elle peut offrir. »

Pénélope Guy, directrice marketing de Dotgreen

Développement durable

LA CULTURE DE LA GREEN IT AUX PORTES DE LA DIRECTION GÉNÉRALE

L'informatique écoresponsable n'est plus aujourd'hui qu'une affaire de technologies et de normes. Elle se manifeste désormais dans quantité de dimensions, et fonctionne comme une préoccupation transversale qui oblige à approcher différemment tous les problèmes. Les directions informatiques ont tout intérêt à prendre la tête des projets d'innovation dans le domaine pour aider à l'évolution des entreprises.

DOSSIER RÉALISÉ PAR
RENAUD BONNET
ET SANDRINE CHICAUD

EN CHIFFRE

59 % des entreprises prennent en compte les critères environnementaux au moment d'acheter des biens informatiques. Source : Forrester

« Notre électricité nucléaire incite les entreprises à penser que l'énergie est peu génératrice d'empreinte carbone. »

Thomas de la Charrière, responsable de l'offre Green Tech chez Devoteam

EN CHIFFRE

1,8 Md€ généré par les solutions personnelles de vidéoconférence en 2015 pour le télétravail.

Source : BIT Group/WGR

Investissements LA GREEN IT, À LA FOIS MALMENÉE ET SOUTENUE PAR LA SITUATION ÉCONOMIQUE

Durant les dix-huit mois écoulés, l'informatique verte s'est surtout concentrée sur la réduction des coûts.

Le cadre réglementaire dû au Grenelle Environnement devrait relancer les projets dans le domaine du reporting.

F. GUILLOT/IMAGEFORUM

Le Grenelle Environnement, initié par Jean-Louis Borloo, ministre de l'Ecologie, cadre les entreprises.

L'informatique écoresponsable prend lentement forme. L'année écoulée et la situation économique mondiale l'ont à la fois aidée et ralentie. Mais rien ne laisse penser qu'elle connaîtra un coup d'accélérateur en 2011. En effet, tant que la crise n'est pas franchement passée, tout le monde se voit encore mis en demeure de réaliser des économies. De fait, c'est parce qu'il y a de l'argent en jeu que l'on prend depuis ces derniers mois de nombreuses mesures qui, de manière fortuite, ont des conséquences écologiques : consolider les serveurs, revoir la climatisation des salles informatiques, faire durer un peu plus longtemps des équipements qu'on avait prévu de remplacer, encourager l'utilisation de la vidéoconférence afin de réduire les frais de déplacement.

Par ailleurs, une récente étude trimestrielle de Forrester révèle que le nombre des démarches de ce type stagne. En cause, le gel prolongé des investissements, y compris pour acquérir du matériel plus économique. La sensibilité au message de la Green IT s'essouffle, l'intérêt est en baisse et, pire, le battage autour de ce sujet lasse. Toujours selon le cabinet d'études, s'il y a bien une part qui reste stable, c'est celle des entreprises qui tiennent compte de ces critères lors de leurs achats d'équipements. Moins de 60 % des sociétés interrogées l'ont fait en avril 2010 (59 % en octobre 2008).

Deux dossiers à venir pour les informaticiens

La segmentation des actions écoresponsables liées à l'informatique prend tournure. On commence à clairement distinguer les initiatives Green for IT de celles qualifiées d'IT for Green. Les premières consistent à diminuer l'empreinte carbone de l'activité informatique ; les secondes, au contraire, utilisent l'informatique pour réduire de façon transversale l'empreinte carbone de l'entreprise. Ce dernier domaine, bien que naissant, paraît très prometteur pour la majorité des observateurs. A noter que si les informaticiens ne savent pas innover ni apporter de propositions concrètes pour soutenir l'IT for Green, cette démarche pourrait rapidement échapper aux DSI et passer entre les mains des responsables métier. D'ailleurs, rien ne prouve qu'elle est une affaire d'informaticiens.

Autre rampe de lancement probable pour l'écoresponsabilité : l'environnement réglementaire et législatif, qui devrait s'enrichir. A la suite du Grenelle Environnement, deux articles de loi sont susceptibles de recevoir prochainement leurs décrets d'application, lesquels imposeront aux grandes entreprises ou à celles de tailles intermédiaires, de produire des rapports concernant leur développement durable et leurs émissions de gaz à effet de serre. Nul doute qu'il y aura là du travail pour les directions informatiques.

CORBIS

Empreinte carbone L'ADOPTION DES LOGICIELS SPÉCIALISÉS

L'évolution réglementaire devrait relancer le marché des outils de gestion d'émissions de CO_2.

La France, habituée à l'électricité facile, reste en retard sur ces nouveaux indicateurs, pourtant promis à un bel avenir.

L'année 2011 devrait enfin voir se multiplier les projets de déploiement de logiciels de gestion d'empreinte carbone. Et il n'était que temps. En effet, jusqu'ici, le cadre législatif, plutôt flou, ne fixait des contraintes qu'aux très grandes entreprises et à quelques industries spécialement polluantes. Contraintes elles-mêmes imprécises De plus, comme le souligne Nicolas Bonnin, consultant chez Logica, « *l'échec du sommet de Copenhague a refroidi un certain nombre de directions informatiques. Elles ont alors levé le pied sur des projets qui perdaient de leur poids dans l'actualité.* » Bref, la mesure d'empreinte carbone restait marginale.

Mais la France a eu son Grenelle Environnement à la fin 2007. L'abandon de la taxe carbone a frappé les esprits comme un signe négatif, mais deux nouveaux règlements, qui attendent leur décret d'application fin 2010, devraient relancer le marché de la mesure d'empreinte énergétique. Le premier (article 225) obligera, dès 2011, les entreprises cotées en Bourse et celles dépassant une certaine taille (probablement 500 salariés) à établir un rapport de développement durable annuel, contrôlé par un tiers indépendant. Ce document comportera forcément une composante CO_2. Le second (article 75) imposera aux établissements de plus de 500 personnes de produire tous les trois ans un bilan de leurs émissions de gaz à effet de serre. Le nombre de sociétés susceptibles de s'équiper en logiciels spécialisés pour produire ces rapports devrait donc passer de 700 aujourd'hui à quelques milliers. De quoi créer une véritable dynamique.

Ces mesures arrivent au moment où l'écosystème logiciel concerné prend forme. Ce qui se traduit d'abord par l'apparition d'une offre chez tous les grands acteurs : IBM, Microsoft, Oracle, SAP, CA, etc. Il ne faut pas non plus négliger la foule des éditeurs indépendants, grâce auxquels on recense aujourd'hui quelque 70 produits sur le marché, une offre en constante augmentation.

Impulser le changement culturel

En complément, les grands cadres – Carbon Disclosure Project, Global Reporting Initiative, méthodologie bilan carbone de l'Ademe –, qui servent de bases de données pour modéliser la prise en compte des émissions carbone des entreprises, gagnent en solidité. On assiste même à des tentatives de fédération des indicateurs. Bernard Dubs, le fondateur du cabinet de conseil Bit Group, résume la situation : « *Même s'il manque encore d'approches standards, le domaine n'est plus expérimental. Mais il n'est pas encore mature, et il faudrait qu'un certain nombre d'entreprises acceptent d'essuyer les plâtres.* »

Disposer d'outils ne suffira pourtant pas à changer les mentalités. Comme le constatent de nombreux intervenants, l'électricité issue du nucléaire, abondamment disponible en France, incite tout le monde, y compris les professionnels, à vivre dans l'idée que l'énergie est bon marché et peu génératrice d'empreinte carbone. « *Paradoxalement, les Etats-Unis sont plus actifs que nous en matière d'écoresponsabilité. Et le Royaume-Uni a fait passer des lois très ambitieuses sur le marché carbone* », relève Thomas de la Charrière, responsable de l'offre Green Tech chez Devoteam. En France, la logistique et le bâtiment sont aujourd'hui très avancés dans ce domaine, car leur activité repose sur d'autres sources d'énergie que l'électricité. On trouve aussi quelques directions informatiques qui ont déjà compris qu'il leur fallait penser carbone. Mais leur quantité reste modeste. David Mercier, DSI du conseil général d'Ille-et-Vilaine, a une ...

2 QUESTIONS À...

DR

Amor Bekrar, PDG d'IFS France, éditeur d'ERP et d'outils de gestion d'empreinte carbone

Quel est aujourd'hui l'intérêt des entreprises pour les logiciels de gestion d'empreinte carbone ?

Une récente étude conduite avec IDC aux Etats-Unis et en Europe montre que 83 % des personnes interrogées s'intéressent à la mesure de leur profil environnemental. Mais 70 % estiment qu'elles ne disposent pas des outils nécessaires. Elles ont le sentiment qu'il manque encore une offre structurée, pourtant indispensable.

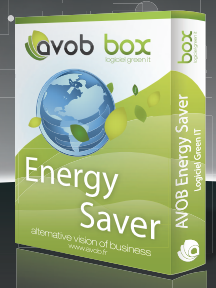
L'évolution du cadre législatif va-t-elle faire avancer les choses ?

La pression législative se fait attendre. Il manque toujours une initiative globale et normée au niveau mondial. Et de très grosses pressions s'exercent partout pour retarder la mise en place de ce système. Il y a donc un effet retardant du politique, alors même qu'un nombre croissant d'entreprises comprend que l'écoresponsabilité doit désormais faire partie de leur stratégie.

Réduisez vos dépenses énergétiques !

3 solutions innovantes avec un retour sur investissement en moins de 6 mois.

avob energy saver



« Plus de 50% de réduction sur la facture énergétique de votre parc informatique »

- Mise en veille intelligente des ordinateurs fixes et portables ainsi que de tous les éléments actifs du réseau.
- Adaptation en temps réel de la puissance des postes de travail aux besoins des utilisateurs.
- Réduction drastique de votre facture énergétique et de votre empreinte carbone sans renouvellement matériel.
- Communication interne et externe sur votre action pour la planète.

avob

www.avob.fr

contact@avob.fr

« Payez-vous le premier régulateur de puissance pour votre Data Center »

POWER ASSURE

Gestion énergétique des DATA CENTERS

- Mesure et supervision énergétique (Watt, température, humidité).
- Mesure et supervision de la demande utilisateurs (taux de charge par application).
- Ajustement dynamique des capacités de serveurs à la demande utilisateurs.

« Le premier Green CloudComputing »

SEAMICRO

Seamicro : Serveurs Basse consommation

- 512 serveurs dans 10U.
- 400% de réduction de consommation électrique et 8x moins d'espace utilisé.
- 4x à 9x plus de performance par Watt consommé.

LNA Large Network Administration

www.lna.fr

greenit@lna.fr

+33 (1) 49 09 20 00

LNA

Distributeur certifié des produits AVOB - Power Assure - SEAMICRO

idée pour impulser le changement culturel nécessaire : « *Nous projetons d'élaborer nos budgets informatiques en les exprimant en équivalent de tonnes de CO_2.* » Isabelle Carcassonne, responsable de l'offre développement durable chez IBM, est séduite par l'idée, mais elle constate que « *pour le moment, même les quelques entreprises concernées par les mesures du Grenelle Environnement ne savent pas manipuler les tonnes de CO_2 avec la même aisance que les ratios financiers dans un budget* ».
L'objectif est clairement défini : dans les années à venir, ce sont les dirigeants d'entreprise, informaticiens ou pas, qui vont devoir jongler avec ces notions. Et il y a fort à parier que les logiciels de gestion d'empreinte carbone deviendront un jour aussi familiers que les logiciels de gestion budgétaire.

IFS est l'un des premiers éditeurs français à proposer des outils de gestion d'empreinte carbone.

Métiers LA GREEN IT OUVRE DE NOUVEAUX HORIZONS AUX INFORMATICIENS

De nouveaux métiers se créent afin de satisfaire les besoins en développement durable des entreprises.

La double compétence informaticien et écoresponsable reste rare, faute d'être soutenue par des formations dédiées.

Aujourd'hui, les professionnels de l'informatique peuvent ajouter la compétence en écoresponsabilité à leur CV. Certes, les intitulés de poste dans l'informatique verte sont très variés et la notion de Green IT un peu fourre-tout. Ce qui n'empêche pas les directions de multiplier les projets qui en tiennent compte : elles planifient la capacité électrique d'un centre de données, réduisent la consommation des équipements informatiques, optimisent les cycles de vie… Du coup, les opportunités d'emploi dans ce secteur sont nombreuses, que ce soit en entreprises, en sociétés de services, chez les éditeurs ou les intégrateurs.
En France, le cabinet de conseil Devoteam compte cinq consultants Green IT, formés au développement durable ou à la méthode de calcul du bilan carbone de l'Ademe (Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie). Ils accompagnent des entreprises, GDF Suez par exemple, dans la mise en place de leur stratégie Green IT, mènent des audits, dressent des bilans sur la consommation énergétique, les déchets informatiques ou l'empreinte carbone. Thomas de Lacharrière, de Devoteam, précise toutefois que « *cela reste un métier de niche. Nous en recrutons peu car les investissements dans cette informatique écologique sont encore mesurés.* »

Le développement durable crée des emplois inédits pour les informaticiens.
DR

Double compétence recherchée

En réalité, la Green IT a surtout fait évoluer des métiers existants. « *Aujourd'hui, les grandes sociétés commencent à mettre en place des outils de comptabilité carbone ou de gestion des achats durables. Du coup, on doit s'attendre à un essor important des profils d'informaticiens capables de dialoguer avec le directeur du développement durable, de transformer les besoins en une appli-*

cation informatique », explique Thierry Rudowski, président de Zen'to, un intégrateur de solutions sociales et environnementales. Dans sa petite société (une dizaine d'employés), les informaticiens sont relativement polyvalents. Ils développent des logiciels de comptabilité carbone et conseillent les DSI sur la mise en place d'une démarche écoresponsable globale.
Problème : pour les recruteurs de Zen'to, la double compétence informatique et développement durable reste rare sur le marché. Et pour cause. Les écoles d'ingénieurs qui dispensent des cours sur la Green IT se comptent sur les doigts d'une main. L'école de commerce Iseam ou l'université de Paris-Dauphine proposent des masters spécialisés, mais ils n'accueillent pour l'heure que quelques élèves. Résultat : bon nombre de postes dans ce domaine sont occupés par des ingénieurs qui se sont lancés dans cette démarche par conviction personnelle. Des passionnés.

Téléprésence LA VIDÉOCONFÉRENCE DOIT PRÉPARER LE TERRAIN AU TÉLÉTRAVAIL

Economique, la vidéoconférence, dont la téléprésence est le résultat le plus abouti, a prospéré durant la crise.

Les solutions personnelles en la matière posent d'épineux problèmes d'organisation du travail à distance.

Dans la boîte à outils verte des directions informatiques, la vidéoconférence commence à trouver sa place. Fantasmée par le cinéma et la littérature depuis plus d'un siècle, son émergence comme technologie de masse a été retardée par quantité de considérations techniques : manque de bande passante, coût des équipements, puissance insuffisante des machines, médiocre qualité des échanges, complexité technique.
Même si tous ces problèmes ne sont pas résolus, la situation s'améliore. Ainsi, le cabinet de conseil Bit Group prévoit un triplement de la valeur de ce marché entre 2010 et 2015. A regarder de plus près les chiffres, deux tendances se dégagent. Il y a d'abord toutes les solutions de type autonome : l'immersif de très haut de gamme, les systèmes de téléprésence personnelle pour l'encadrement supérieur et les salles spécifiques en monoécran. L'utilisation de ces produits, déjà bien établie, va continuer à croître pour doubler, tripler, voire quadrupler en valeur dans les cinq ans. Mais c'est le domaine des équipements pour poste de travail qui devrait exploser : 100 millions de dollars en 2010, 1,8 milliard en 2015. En fait, ces deux marchés correspondent à des usages différents.
Un chiffre aide à comprendre le succès de la téléconférence : aux Etats-Unis, les voyages d'affaires en avion représentent une dépense de 180 milliards de dollars par an. Et une pollution en conséquence. Supprimer ne serait-ce qu'un voyage sur dix conduit à économiser rapidement des sommes colossales, tout en faisant diminuer les émissions de CO_2 et gagner beaucoup de temps. « *La crise a participé à cette prise de conscience, en conduisant à la réduction des notes de frais et des transports* », relève Bernard Dubs, de Bit Group. L'argument vert se montre une fois de plus très raisonnable d'un point de vue économique.

DR
La solution de téléprésence de Cisco est doublement verte : les collaborateurs ne consomment pas l'énergie pour se déplacer et les bureaux peuvent être plus petits.

Un changement d'habitudes... et d'état d'esprit

En ce qui concerne les solutions pour postes de travail, l'organisation devra suivre. Ce n'est pas gagné : « *Un manager est plus enclin à se déplacer qu'à se connecter à une conférence web : le rituel du déplacement (café dans le train, trajet en voiture de fonction, points sur la carte de la compagnie aérienne) est plus excitant qu'une connexion à un site web* », se navre Laurent Reynaud, RSI de Zolpan. Khalil Aouad, DSI de l'hôpital Foch à Suresnes, place un autre bémol : « *Pour avoir longtemps travaillé dans un contexte multisite international, j'ai souvent eu à répondre à des*

demandes de vidéoconférence. La plupart du temps, on aurait pu utiliser un téléphone en mode téléconférence, associé éventuellement à un système de conférence web. »

Les bénéfices verts du télétravail

En fait, la vidéoconférence n'est qu'un moyen de communication supplémentaire. Mais elle ouvre aussi la voie à une véritable évolution : le télétravail, doublement vert puisqu'il réduit les transports des collaborateurs et la superficie des locaux. *« Beaucoup d'entreprises ont les moyens d'offrir un accès efficace à leurs systèmes d'information depuis le domicile de leurs collaborateurs,* constate Thomas de la Charrière, de Devoteam. *Néanmoins, il ne représente que 6 % du temps de travail d'un Français, contre 25 % pour un Danois. Surtout pour des raisons culturelles. »* Comme bon nombre de ses collègues, Gildas Chauveau de Vallat, DSI du groupe Valophis, constate qu'il y a *« un problème essentiel de confiance envers les salariés. Car la vidéoconférence s'envisage selon leur niveau de responsabilité et d'implication. »*Mais si elle est nécessaire au télétravail, elle n'en est pas une condition suffisante.

2 QUESTIONS À...

DR

Yves Laurent, directeur RH et communication chez AXA Technology Services

Que vous apporte votre système de réunions virtuelles ?
Depuis la fin 2008, nous avons déployé une solution Cisco de télépresence, AXA Présence, dans 35 salles. Nous en prévoyons 20 de plus d'ici à la fin 2012. Elle a été déjà utilisée par 7 100 personnes appartenant au management intermédiaire et supérieur, qui ont effectué 20 000 réunions virtuelles. Cela représente une économie annuelle de 8 000 déplacements en avion, soit 154 000 heures de trajet. La qualité de ce système diffère totalement des outils de vidéoconférence traditionnels. La perception de l'interlocuteur est proche d'une rencontre physique, au point que langage corporel peut être décodé. Je l'utilise même pour réaliser des entretiens de recrutement en tant que DRH.

Vous préparez également des outils de vidéoconférence sur PC ?
Notre outil AXA Messenger, encore au stade de projet pilote, est plus une facilité supplémentaire de communication associée à la messagerie, qu'un outil de réunion virtuelle. Nous réfléchissons aussi au télétravail. Jusque-là considéré comme une facilité exceptionnelle, nous voudrions lui donner un statut plus global, définir quels métiers sont éligibles à ce mode de fonctionnement et repenser nos modes d'organisation en termes d'espace de bureaux. Le télétravail contribuera à terme à réduire notre empreinte carbone.

Développement LA PROGRAMMATION ÉCORESPONSABLE EN CHANTIER

Les chercheurs planchent sur la maîtrise de la consommation énergétique des algorithmes de développement.

Face à l'inexistence de solutions actuellement, les observateurs se montrent sceptiques.

La Green Attitude s'infiltre dans tous les domaines de l'informatique, jusqu'au développement logiciel. Pour Laurent Lefevre, chargé de recherche à l'équipe Reso de l'Inria (Institut national de recherche en informatique et en automatique), *« les leçons apprises avec les environnements mobiles, pour lesquels le contrôle de la consommation reste crucial, influencent enfin l'informatique traditionnelle ».* Le projet Green Net de l'institut se penche ainsi sur la création de moteurs d'exécution prenant en compte l'énergie dans les grilles de calcul scientifiques et techniques. D'autres voies de réflexion sont à l'étude. *« Applications et services devront évoluer vers un usage parcimonieux de toutes les ressources (cycles CPU, trafic réseau…) sans pénaliser les performances »*, explique Victor Ciriza, responsable de projet de recherche au Xerox Research Centre Europe. Intel (avec Energy Checker) ou AMD proposent déjà des outils pour aider les développeurs à mesurer les conséquences énergétiques de leurs algorithmes. A terme, on s'attend à voir fleurir des langages de développement qui mettraient l'accent sur l'économie des ressources. *« Dans un premier temps, il s'agit de donner aux développeurs la possibilité de spécifier des choix énergétiques dans leur code, sous forme de politiques d'exécution plus ou moins gourmandes en ressources »*, précise Laurent Lefevre.
On attend de voir. Marc Vogel, directeur des technologies et cofondateur d'Enablon, reste prudent : *« On court le risque que toute l'énergie économisée grâce à de nouvelles technologies soit consommée aussitôt par des nouveaux traitements informatiques, rendus possibles par ces nouvelles technologies… »* Pour Marc Boullier, directeur d'activité chez Solucom, tout est encore à inventer dans le domaine du logiciel vert. Il parie qu'on ne verra pas de sitôt les éditeurs vanter l'efficacité énergétique de leurs logiciels.

Équipement LES MATÉRIELS INFORMATIQUES PASSENT DIFFICILEMENT AU VERT

Les informations sur l'empreinte écologique des équipements informatiques manquent encore cruellement.

Le travail réel des fournisseurs dans ce domaine ne suffit pas et reste perçu comme une forme de labellisation verte abusive.

Tout le monde a désormais compris : le matériel le moins polluant, c'est celui qu'on ne construit pas. « *Le plus grand pollueur, c'est le matériel,* rappelle Nicolas Bonnin, consultant chez Logica. *Le défi consiste à le conserver longtemps, au lieu de le remplacer pour de nouveaux équipements prétendument plus verts.* » L'époque où les constructeurs tentaient de vendre leurs produits sur des arguments verts, souvent absurdes, en donnant mauvaise conscience à leurs clients, a laissé une lourde rancœur. Les directions informatiques entendent bien désormais demander des comptes à leurs fournisseurs. « *Remplacer mes écrans cathodiques par des modèles LCD : est-ce vraiment écologique en ce qui concerne les déchets ?* », demande ainsi ironiquement Laurent Reynaud, RSI de Zoplan. Alexandre Charvet, DSI d'Aegis Media, tonne : « *Que les fournisseurs cessent de nous faire prendre des vessies pour des lanternes ! Y a-t-il aujourd'hui une seule solution qui ne soit pas labellisée Green IT ? A quand l'étiquette Energie Label, déjà obligatoire sur l'électroménager ?* » Voilà qui résume bien le problème : la transparence et l'information sur l'impact environnemental des équipements font gravement défaut. Pourquoi sommes-nous incapables de faire pour un PC ce que nous savons faire pour un réfrigérateur ou une cuisinière ?
Les choses changent, mais lentement. L'arrivée d'une nouvelle génération de serveurs à la fin 2009 a été l'occasion, pour les constructeurs, d'installer enfin des alimentations avec des rendements raisonnables. Pourquoi ne l'ont-ils pas fait dix ans plus tôt ? Sinon, l'expérimentation va bon train sur l'utilisation de nouveaux matériaux : la fibre de bambou, le graphène, l'aluminium (coûteux en énergie, mais facilement recyclable). Les labels se multiplient aussi. Energy Star par exemple, qui existait depuis des années pour les écrans, se trouve décliné vers d'autres familles d'équipements, et promet, faute de mieux, un minimum d'efficacité énergétique.

Des améliorations encore à l'état de projets

Plus personne ne doute de la valeur écologique des clients légers, peu gourmands et, surtout, bien plus pérennes que des PC. Du côté des réseaux, le très ambitieux projet Green Touch, annoncé début 2010, vise à réduire par 1 000 la consommation des équipements de télécommunications. Associant Alcatel-Lucent, le constructeur Huawei, le fondeur Freescale, l'Inria, Samsung et d'autres, il veut créer une architecture réseau inédite, de nouvelles générations de composants et même faire évoluer les algorithmes.
Dans un autre registre, le très populaire Ethernet devrait recevoir une couche de gestion de l'énergie : 802.3az, dont les spécifications sont attendues pour l'automne 2010. Il s'agit de mettre en veille ou de réduire le débit des liaisons en fonction de l'utilisation.
Belles promesses mais, en attendant, les directions informatiques veulent du concret et ne le trouvent pas. « *Obtenir des informations claires sur les consommations et le taux de CO_2 attaché aux équipements est tout simplement impossible* », s'insurge Pierre Patuel, cofondateur de DPii Telecom et Services, un spécialiste de la dématérialisation. Une situation qui ne surprend pas Bernard Mahé, directeur des ventes Regulatory Compliance Solutions de l'éditeur PTC : « *Les fournisseurs ne sont même pas équipés pour mesurer cette information* », dénonce-t-il.
Il existe également un problème contractuel, comme le rappelle Nicolas Bonnin : « *Il faudrait parvenir à casser le cycle si bien établi du renouvellement. Actuellement, il est conditionné par* ...

2 QUESTIONS À...

DR

Jeanne Glorian,
directrice QSE (qualité, sécurité et environnement) et développement durable de Bouygues SA

Pourquoi avoir mis en place une organisation de recyclage de vos déchets d'équipements électriques et électroniques (D3E) ?
Jusque-là, dans le groupe Bouygues, chaque entité recyclait et revendait ses équipements usagés à sa manière. Nous avons mis en place un circuit optimisé de collecte et de revente, en association avec ATF Gaia, acteur de l'économie solidaire engagé dans l'insertion par le travail des handicapés. Nous maîtrisons ainsi la filière de recyclage, confiée à un acteur local et social.

Avez-vous constaté l'efficacité de ce dispositif ?
En un an, 120 tonnes de matériels (PC, serveurs, imprimantes, écrans) ont bénéficié de cette collecte, dont 45 % ont été réemployés (revente de pièces, reconditionnement, dons). Le dispositif fonctionne à 50 % des capacités attendues. Cette opération rentre également dans le cadre de notre contribution à l'emploi des personnes handicapées. Et nous avons une meilleure visibilité sur le devenir de nos équipements en fin de vie.

l'amortissement du matériel sur un leasing ou par l'expiration d'un contrat de maintenance. » Pire, la prolongation de vie suppose de parvenir à faire cohabiter efficacement des machines de générations différentes, ce qui est contraire aux dogmes établis depuis quinze ans, lesquels vantent les parcs homogènes.
Enfin, une autre préoccupation universelle apparaît : la gestion des matériels en fin de vie. « *Il est simple de changer de serveurs ou de PC pour des modèles écologiques. Mais nous maîtrisons mal les filières de recyclage dans bon nombre de cas* », déplore Xavier de Broca, DSI d'Oséo, un fonds de soutien à l'innovation et à la croissance des PME. Les DSI ont bien compris que l'empreinte écologique d'un équipement s'établissait sur l'ensemble de son cycle de vie. Aux constructeurs d'apporter des réponses.

DR

Les fournisseurs multiplient les dispositifs pour économiser l'énergie, mais ils ne savent pas quantifier cette économie.

Datacenter LA SALLE INFORMATIQUE, LABORATOIRE DE L'ÉCORESPONSABILITÉ

Dans les centres de données, consolidation et rationalisation favorisent la maîtrise de l'énergie.

L'extension vers le cloud réserve encore des gisements d'amélioration.

La Green IT a conquis les salles informatiques. En effet, un ensemble de contraintes techniques et économiques les ont incitées, dès le milieu des années 2000, à trouver les moyens de diminuer leur consommation : problèmes de climatisation, manque de puissance électrique disponible, saturation des espaces, évolution des processeurs vers le multicœur. De fait, comme l'exprime Nicolas Lubar, DSI de la communauté de l'agglomération belfortaine et de la Ville de Belfort, « *pour une DSI, la Green IT correspond à un déploiement rationnel tel que l'aiment les informaticiens, ou pragmatique, comme cela plaît aux décideurs* ». Rationalisation : voilà le vrai slogan qui préside à l'évolution du datacenter, et duquel découle un gain écologique.
Parmi les sources d'économies vertes, la virtualisation a fait ses preuves comme moyen de réduire le nombre de serveurs, d'optimiser leur utilisation et de maîtriser l'empreinte écologique. Elle tend à ne devenir qu'un autre terme pour désigner une consolidation de nouvelle génération. Mais elle s'accommode mal des plates-formes matérielles hétérogènes (serveurs x86, Risc-Epic/Unix, grands systèmes, etc.).

Rationalisation, voilà le vrai slogan qui préside à l'évolution du datacenter et duquel découle un gain écologique

Une autre solution réside dans une meilleure mise en œuvre de la climatisation. Ailes froides et chaudes, armoires réfrigérées, refroidissement par eau, Free Cooling (utilisation de l'air ambiant extérieur), aération directionnelle, capteurs environnementaux pilotant les systèmes de refroidissement… on ne compte plus les techniques d'optimisation proposées. Là encore, il s'agit essentiellement d'optimisation.

Clients légers et cloud computing

Troisième tendance : le rapatriement dans un centre de données de l'environnement de travail utilisateur, soit par virtualisation, soit par exécution centrale des applications, avec un protocole d'affichage à distance (Citrix et autres) pour y accéder. « *Globalement, la consommation électrique d'un ensemble clients légers plus serveurs est notablement minimisée par rapport au nombre équivalent de PC : un client léger consomme de huit à dix fois moins qu'une unité centrale de PC* », observe Yves Condamine, DSI de l'Insa (Institut national des sciences appliquées) de Lyon. Même chez ceux qui n'utilisent pas de clients légers, ce modèle évite des renouvellements trop fréquents de machines. En prenant à sa charge une partie des traitements naguère délégués aux PC, le centre de données leur applique ses méthodologies de rationalisation, y compris énergétiques.
L'informatique en nuage constitue la prochaine piste écoresponsable pour l'avenir des salles informatiques. Il s'agit de penser les besoins de

puissance informatique sur un modèle de délégation-consolidation. La DSI dimensionnera ses ressources internes en fonction de l'activité moyenne, et se tournera vers un prestataire cloud pour faire face à des pics d'activité. La première ne maintient ainsi que les équipements nécessaires, tandis que le second consolide les demandes de nombreux clients et lisse l'utilisation de ses ressources.
Plus prosaïquement, pour nombre de petites structures, passer au cloud facilite l'externalisation des ressources qu'elles n'ont pas pour gérer un problème d'informatique verte. Et côté applications utilisateurs, cela promet aussi quelques évolutions bénéfiques. « *Pourquoi changer de version de traitement de texte tous les trois ans en client lourd ?,* demande Hubert Ségot, directeur de l'infogérance et du service aux utilisateurs chez France Télécom. *Vive le cloud !* »

L'AVIS DE L'EXPERT

DR

Bernard Dubs, cofondateur du cabinet de conseil Bit Group

« La virtualisation et le cloud aident à sous-dimensionner les équipements »

Le marché du datacenter vert atteint déjà 34 Md$ et pourrait doubler d'ici à 2016. La virtualisation en a été un grand moteur, surtout par ses vertus de consolidation. Elle a aussi changé les habitudes de dimensionnement des équipements : au lieu de tenir compte des pointes d'activité, on évalue maintenant les performances du matériel nécessaire d'après son utilisation de base, ce qui évite d'installer de la puissance inutilisée 95 % du temps. Le cloud, qui en constitue la prochaine étape, accentuera ce type de calcul du dimensionnement, puisque tout excédent sera traité par les ressources externes. Reste que la généralisation de la virtualisation et de l'informatique en nuage bute sur l'hétérogénéité des offres. Il existe un risque de retour des solutions propriétaires, ce qui pourrait tuer le cloud.

Services LA NAISSANCE D'UN ÉCOSYSTÈME DE PRESTATAIRES

Les SSII vertes se multiplient, tandis que les grands acteurs étendent leur activité à ce domaine.

Pour le moment, les opérations de réduction des coûts priment, et les PME restent à l'écart de ces services.

Pas de tendance informatique solide qui ne s'accompagne de son écosystème de services. Depuis 2009, les experts Green, parfois baptisés SS2D (sociétés de services en développement durable), se multiplient : Zen'to, Dotgreen, Greenvision, Tic'Ethic et autres. Les offres comportent toutes les mêmes briques de base. A commencer par des audits, une aide à l'établissement du bilan carbone et la mise en place des autres obligations réglementaires de la gestion des risques. Elles peuvent aussi proposer des prestations de déploiement de logiciels spécialisés, ainsi que les traditionnels projets de réduction des impressions, de consolidation des serveurs, de virtualisation des postes de travail, éventuellement de dématérialisation. De plus en plus souvent, ces prestataires accompagnent les opérations d'achats de matériels.
Les grandes SSII (Capgemini, Steria, Devoteam) et cabinets de conseil (PricewaterhouseCoopers), eux aussi ont créé des branches spécialisées dans l'informatique écoresponsable, le développement durable, les contraintes réglementaires. Les plus avancées ne se contentent pas d'une offre Green for IT mais préconisent des utilisations de l'informatique capables de faire baisser le coût carbone de leur activité (IT for Green). Un terrain de jeu colonisé par IBM, mais aussi par Steria, avec Virtual Sky, son projet de simulation et d'optimisation du trafic aérien.

Difficile pour les PME

Jusqu'ici, ces services se destinent surtout aux grands comptes, la seule classe d'entreprises déjà engagée dans une démarche verte du fait des contraintes internationales et des obligations d'image. « *Le cas est plus complexe pour les sociétés de plus petite taille qui n'ont pas les moyens de s'offrir de tels services. Quand elles réussissent à dégager un budget, elles font appel à un réseau disparate d'acteurs locaux, souvent composé de très petites entités, voire d'indépendants* », constate Laurent Hinault, fondateur associé de la société de services normande D2-SI. Un autre consultant témoigne que, dans un groupe de travail du Medef consacré aux PME, la Green IT est considérée comme un mot bateau, sans réelle substance. Les sociétés de services spécialisées ont donc encore un sérieux travail d'évangélisation à fournir, d'autant que, comme le constate Pénélope Guy, directrice marketing de Dotgreen, « *les principaux projets pour lesquels on nous sollicite sont fortement liés à la réduction des coûts énergétiques et financiers. Pourtant, la Green IT ne se limite pas à cela. Les entreprises ne connaissent pas toutes les possibilités qu'elle peut offrir.* »

Bâtiments L'INFORMATIQUE RÉDUIT L'EMPREINTE CARBONE DES IMMEUBLES

Les récents centres de données reversent leur chaleur aux immeubles environnants.

En pénétrant dans les constructions pour les réguler, l'informatique promet à terme de sérieuses économies.

L'informatique écoresponsable se rapproche du béton. Pour contre nature que semble être cette alliance du transistor et du parpaing, elle a pourtant de bonnes raisons de se produire. Tout d'abord parce que le bâtiment représente environ 50 % des émissions de carbone mondiales. Ce qui laisse une bonne marge d'amélioration, qui passera, au moins en partie, par la construction d'immeubles intelligents, qu'il serait plus juste de nommer immeubles communicants. Ensuite parce que l'informatique – de 3 à 4 % des émissions mondiales aujourd'hui, mais dont la croissance est impressionnante – a besoin de bâtiments pour s'y installer et qu'elle produit, entre autres choses, de la chaleur.

Recycler la chaleur des ordinateurs en chauffage

Ce dernier point travaille les spécialistes de la construction de salles informatiques. « *Un centre de données dégage deux tiers de l'énergie qu'il consomme en chaleur. Nous en construisons un d'une capacité électrique de 32 MW, soit la consommation d'une ville de 50 000 habitants. Sa dispersion calorifique maximum s'élèvera à 20 MW : nous allons éviter de faire partir toute cette chaleur dans la nature* », explique Charles-Antoine Beyney, président d'Etix Data Center. Cette entreprise ouvrira, à la fin 2011, un immense centre informatique en bordure de Paris, à la frontière de Pantin et de Bobigny. Soigneusement choisi, ce site présente deux avantages écoresponsables. Tout d'abord, il se trouve situé à proximité de deux écoquartiers auxquels il fournira les calories produites dans son système de refroidissement par eau sous pression et ce, afin d'alimenter le système de chauffage central ou pour produire de l'électricité, suivant la saison. Ensuite, Etix Data Center s'installe dans un bâtiment déjà existant, un immense centre de tri postal désaffecté, ce qui va largement réduire l'empreinte carbone liée à la construction de l'immeuble lui-même.
Dans le même ordre d'idées, la société de services Cegedim a bâti à Toulouse un centre de données qui recourt à des principes similaires. Une partie du refroidissement vient de l'air ambiant capté sous le bâtiment (technique dite de Free Cooling). Quant à la chaleur produite par les équipements et la climatisation, elle sert, sur cette installation plus modeste, à chauffer les bureaux attenants.

Les « célèbres » compteurs intelligents d'EDF peinent à trouver de véritables usages au-delà du télérelevé

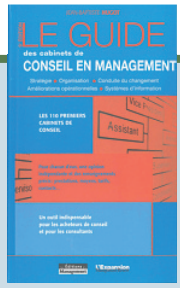
L'informatique pour réguler la consommation d'énergie

Le béton sait donc se concilier avec l'environnement lorsqu'il entoure des machines. Pour le reste, « *sachant qu'une part importante de la consommation énergétique mondiale est réalisée dans les bâtiments, les solutions de gestion technique de ceux-ci devraient faire économiser des milliers de kilowattheures aux entreprises par an* », considère Béatrice Rollet, directrice marketing et solutions chez Colt Group. Un domaine qui en est encore à ses balbutiements. Les célèbres compteurs intelligents d'EDF peinent à trouver de véritables usages au-delà du télérelevé. Mais Eudelia, filiale de l'électricien très impliquée dans l'informatique, déploie déjà des services de régulation du chauffage en liaison avec l'état du réseau de production dans certaines régions de France.
Le télécontrôle écoresponsable des constructions se prépare donc, même si Yves Leroux, consultant technique chez CA, déplore que « *deux des problèmes actuels pour notre système de contrôle et de gestion des immeubles soient l'hétérogénéité des systèmes et la multiplicité des protocoles utilisés, tels que Modbus, TCP, Bacnet et SNMP* ». Comme pour toute technologie informatique naissante, la standardisation fait figure de crise d'adolescence difficilement évitable.

DR

Le Green Office que Bouygues Immobilier construit à Meudon inaugure une nouvelle génération de bâtiments où l'énergie sera régulée par l'informatique.

VOUS



Cent dix cabinets spécialisés sont répertoriés par Jean-Baptiste Hugot, dans son *Guide des cabinets de conseil en management*.

« Les serious games sont une bonne méthode d'apprentissage, mais leur développement coûte cher et le retour sur investissement reste à démontrer. » **Guillaume ORS,** DSI de Clichy-la-Garenne

MANAGEMENT Les DSI appliquent des règles strictes pour gérer leur temps

Cinq pistes pour optimiser son temps

Etre maître de son emploi du temps ne s'improvise pas, même pour les DSI. Certains, surmenés, se tournent parfois vers des formations en gestion du temps, dispensées par des organismes spécialisés ou généralistes. D'autres se sont forgés, avec l'expérience, leurs propres méthodes. Voici quelques bons tuyaux pour être plus efficace au quotidien, tout en évitant le « burn out ».

1. Prioriser ses tâches

« *Lorsque je travaille avec un groupe sur la priorisation des tâches, je le confronte, par écrit, à une situation non professionnelle* », explique Marie Delefont, consultante chez Orsys. Par exemple, les participants doivent se projeter sur une île déserte, à cinq, sans rien à manger ni à boire, et décrire l'organisation de leur journée. Objectif : donner à ces dirigeants affairés une image qui, en cas de stress dans une situation professionnelle, leur permette de revenir à l'essentiel. « *Pour certains, la priorité sera de construire un abri. Pour d'autres, de trouver de l'eau. Evidemment, il est plus important de se désaltérer* », indique-t-elle. Mais attention, prévient Richard Valenti, DSI de l'assureur Generali, « *un décideur ne doit pas se fixer de priorités trop rigides qui ne font pas bon ménage avec les imprévus, car il change constamment de rythme de travail. Le temps passé sur les sujets varie en permanence* ». Il appelle cela « *faire l'hélicoptère* »…

2. Savoir déléguer

« *Savoir à qui déléguer, quoi, quand et comment est un facteur énorme d'efficacité,* assure Michel Masson, DSI de MacDonald's. *Cela suppose de travailler en confiance avec ses collaborateurs.* » Mais pas seulement. Pour Richard Valenti, déléguer permet une meilleure maîtrise de son agenda, à condition d'être disponible et d'éviter de passer ses journées en réunion.

MARK EVANS

Le manque de temps est un facteur de stress chez nombre de managers.

« Déléguer conduit à multiplier les réunions. Je m'impose une limite quotidienne de six heures. »

Richard Valenti, DSI du groupe d'assurances Generali

3. Ne pas se disperser

Entre les courriels qui affluent toute la journée, le passage des collègues et les discussions qui s'engagent dans le bureau, les interruptions quotidiennes sont multiples et empêchent de réaliser un travail de fond suivi. « *Lorsqu'un salarié reprend une tâche, qu'il a interrompue pour diverses raisons, il perd du temps à se raccorder mentalement. Il doit éviter de trop se déconcentrer* », note Marie Delefont.

4. Limiter la durée des réunions

La relation au temps et sa gestion diffèrent selon les cultures. En France, les réunions sont particulièrement longues. « *J'ai donné à mon assistante une limite maximale de six heures de réunion par jour. Je suis incapable de faire plus, et c'est d'ailleurs assez rare que je dépasse quatre heures* », détaille Richard Valenti. Pour gagner du temps lorsqu'il se réunit avec son équipe ou ses fournisseurs, ce DSI refuse de travailler avec des slides, trop longs à dérouler. Mieux : il commence par la fin de la présentation de façon à aborder directement les éléments critiques !

5. Décompresser… à sa manière

Même lorsqu'on occupe des fonctions de dirigeant, s'accorder des moments de détente s'avère précieux, voire nécessaire pour prendre du recul. « *Même si je déjeune rapidement, je m'impose une pause d'au moins une demi-heure le midi* », déclare Alain Rossi, DSI du Cned (Centre national d'enseignement à distance). Mais dans ce domaine, chacun a sa recette. Pour Michel Masson, la grande déconnexion, c'est d'être… tout le temps connecté : « *Je pars en vacances avec mon Blackberry et mon iPhone, et lorsque je reviens, tout est sous contrôle ; je suis à jour dans mes courriels. Toujours avoir un cran d'avance, c'est primordial !* »

ÉLISE BARBET

Les nouveaux packs hébergement 1&1 ré

VOTRE SITE DE

LOGICIELS GRATUITS

INCLUS DANS LES NOUVEAUX PACKS HÉBERGEMENT 1&1*

NetObjects Fusion® 1&1 Edition est un logiciel de création qui vous permet de réaliser votre site ou de l'adapter afin qu'il puisse être consulté depuis n'importe quel appareil mobile. Cette version optimisée de NetObjects Fusion® 11 vous offre des modèles de mise en page et des designs exclusifs spécialement adaptés au Web mobile.

Référence absolue en matière de conception de site Internet, **Adobe® Dreamweaver® CS4** vous apporte des fonctionnalités avancées pour prévisualiser et tester vos pages dans un environnement mobile. Grâce à Device Central, vous adaptez le code HTML et les applications flash de votre site à tous types de terminaux mobiles.

* Logiciels offerts pour toute nouvelle commande d'un pack hébergement (voir pages suivantes) et disponibles en téléchargement à partir de l'Espace Client 1&1.

volutionnent votre présence Web

VIENT MOBILE

De plus en plus d'utilisateurs consultent le Web à partir de leurs appareils mobiles, mais de nombreux sites ne sont pas encore adaptés à l'affichage sur écrans de petite taille.

Désormais, nous vous fournissons les logiciels pour convertir votre site au Web mobile.

- ✓ **Votre site compatible avec les navigateurs mobiles**
- ✓ **Interface intuitive et simple d'utilisation**
- ✓ **Modèles de mise en page exclusifs**

1&1

www.1and1.fr

EN BREF

Déployer une solution cloud en entreprise

OUVRAGE Si les premières applications proposées en cloud computing sont apparues il y a plus de trois ans, la suite bureautique et de travail collaboratif de Google est celle qui connaît le plus de retours d'expérience. Rédigé par des collaborateurs d'Alcyonix, cabinet de conseil de SQLI, cet ouvrage décrit comment intégrer Google Apps et mener un projet de migration.

Les mutations du monde du travail

LIVRE Cet ouvrage collectif reprend les principales interventions du deuxième colloque de la Société française de coaching, organisé en mars dernier. Destiné aux DRH, aux cadres dirigeants et autres managers, il traite, sous un éclairage nouveau, des grands thèmes du moment : souffrance au travail, mondialisation, remise en cause du salariat... Les têtes de chapitres sont disponibles sur http://goo.gl/XjsF.

Trouver un emploi en province depuis Paris

SALON Provemploi est un salon de l'emploi original, destiné aux quelque 200 000 franciliens qui quittent chaque année la région parisienne pour la province. Le 12 octobre prochain, il accueillera une centaine d'exposants qui proposeront près de 20 000 offres d'emploi. L'informatique est bien représentée avec, notamment, Sopra, Logica et Apside.

RESSOURCES HUMAINES Tenir compte de la distance entre les deux sites et de la desserte en moyens de transport

Un salarié peut-il refuser de déménager avec son entreprise ?

IBM à Bois-Colombes, Atos Origin à Bezons, HP aux Ulis... Ces derniers mois, les transferts de site se multiplient dans le secteur IT. Occasionnant, parfois, d'importants bouleversements d'ordre personnel. Dès lors, dans quel cadre un employé peut-il refuser de suivre son entreprise dans ses nouveaux locaux ?

La question ne se pose même pas si son contrat de travail comprend une clause de mobilité. « *Hors situations exceptionnelles – veuvage avec plusieurs enfants à charge, éducation d'un enfant handicapé… –, le salarié a l'obligation de suivre son employeur dans la zone géographique délimitée par la clause* », rappelle Frédérique Garnier, directrice du département droit social au sein du cabinet d'avocats Landwell & Associés. A défaut, il s'expose à des sanctions disciplinaires.

DR

Frédérique Garnier, du cabinet d'avocats Landwell & Associés.

Un salarié peut négocier que le lieu de travail constitue un élément essentiel de son contrat

En l'absence de cette clause, il convient d'étudier plus avant le contrat de travail. Lors de son embauche, l'employé peut avoir négocié – fait rare – que le lieu de travail mentionné soit un « *lieu exclusif de tout autre* ». Sans cette mention, il doit accepter son transfert dans les nouveaux locaux… à la condition que ce déménagement se réalise au sein d'un même « secteur géographique ». Si tel n'est pas le cas, le salarié est en droit de refuser sa mutation, au motif d'une modification de son contrat de travail. « *Reste qu'il n'existe pas de définition universelle de " secteur géographique "* », note Frédérique Garnier. L'appréciation du juge se fait au cas par cas. Elle se fonde, notamment, sur la distance objective entre les deux sites, sans tenir compte du lieu de domicile du salarié, et sur la desserte en moyens de transport. En province, le prix du carburant est également pris en compte. Les juridictions ont ainsi jugé que les déménagements de Courbevoie à Malakoff et de Paris à Créteil étaient dans le même secteur, mais pas celui de Versailles à Chartres. « *Un transfert de Paris IXe à Roissy a, lui, été considéré comme ne relevant pas du même secteur, en raison d'une problématique de transports en commun.* »

Du simple avertissement au licenciement

Avant, un collaborateur refusant une mutation éligible risquait d'être licencié pour faute grave. « *Aujourd'hui, la Cour de cassation admet très rarement ce degré de sanction.* » L'échelle des sanctions va du simple avertissement au licenciement pour cause réelle et sérieuse. ■

XAVIER BISEUL

POUR ALLER PLUS LOIN

- Un arrêt de la Cour de cassation rappelle les conditions que doit remplir une clause de mobilité pour être valide (http://goo.gl/kf7S).
- Un forum de discussion sur cette problématique (http://goo.gl/rJIK).

CHOISISSEZ VOTRE PACK HÉBERGEMENT

À MOITIÉ PRIX

Non seulement 1&1 vous fournit gratuitement les meilleurs logiciels pour rendre votre site mobile, mais en plus vous bénéficiez de -50 % pendant 6 mois sur nos nouveaux packs d'hébergement !

6 MOIS À -50 % LOGICIEL OFFERT !*

1&1 PACK CONFORT

- 2 domaines au choix INCLUS
- NOUVEAU : 100 Go d'espace disque
- Trafic ILLIMITÉ
- 100 comptes email
- 5 bases de données MySQL (100 Mo)
- Outils de création de site : éditeurs Web, blog, album photo, e-Boutique Start
- PHP5, PHP6 (bêta), Perl, Python, Ruby, C, tâches cron
- Outils de communication : formulaire, chat
- 1&1 Référencement
- 1&1 WebStat
- NOUVEAU : Logiciel offert* NetObjects Fusion® 1&1 Edition

~~4,99 €~~ HT/mois (5,97 € TTC/mois)

2,49 € HT/mois (2,98 € TTC/mois)*

1&1 PACK PRO

- 3 domaines au choix INCLUS
- NOUVEAU : 250 Go d'espace disque
- Trafic ILLIMITÉ
- 500 comptes email
- 20 bases de données MySQL (100 Mo)
- Outils de création de site : éditeurs Web, blog, album photo, e-Boutique Start
- PHP5, PHP6 (bêta), Perl, Python, Ruby, C, tâches cron
- Outils de communication : formulaire, chat, newsletter, RSS, listes de discussion
- 1&1 Référencement
- 1&1 WebStat
- Google Adwords® : 50 € offerts
- NOUVEAU : Logiciel offert* NetObjects Fusion® 1&1 Edition ou Adobe® Dreamweaver® CS4 (au choix)

~~9,99 €~~ HT/mois (11,95 € TTC/mois)

4,99 € HT/mois (5,97 € TTC/mois)*

1&1 PACK PREMIUM

- 4 domaines au choix INCLUS
- NOUVEAU : 500 Go d'espace disque
- Trafic ILLIMITÉ
- 1000 comptes email
- 50 bases de données MySQL (100 Mo)
- Outils de création de site : éditeurs Web, blog, album photo, e-Boutique Start
- PHP5, PHP6 (bêta), Perl, Python, Ruby, C, tâches cron
- Outils de communication : formulaire, chat, newsletter, RSS, listes de discussion
- 1&1 Référencement
- 1&1 WebStat
- Google Adwords® : 75 € offerts
- Certificat SSL dédié INCLUS
- NOUVEAU : Logiciel offert* NetObjects Fusion® 1&1 Edition ou Adobe® Dreamweaver® CS4 (au choix)

~~19,99 €~~ HT/mois (23,91 € TTC/mois)

9,99 € HT/mois (11,95 € TTC/mois)*

Votre domaine à prix sensationnel :

le .fr à 4,99 € HT/an (5,97 € TTC/an),

le .eu à 0,99 € HT/an (1,18 € TTC/an)* !

* Offre « 6 mois à -50 % » soumise à un engagement de 12 mois. Frais de mise en service : 5,97 € TTC (Pack Confort) ou 11,95 € TTC (Pack Pro, Pack Premium). A l'issue des 6 premiers mois, les produits concernés sont aux prix habituels (Pack Confort à partir de 5,97 € TTC/mois, Pack Pro à partir de 11,95 € TTC/mois, Pack Premium à partir de 23,91 € TTC/mois). Logiciel offert pour toute nouvelle commande d'un pack hébergement et disponible en téléchargement à partir de l'Espace Client 1&1. Offre domaine applicable la première année uniquement au lieu du prix habituel de 6,99 € HT/an (8,36 € TTC). Conditions détaillées sur www.1and1.fr. Offres sans engagement également disponibles.

Appel non surtaxé
0970 808 911

www.1and1.fr

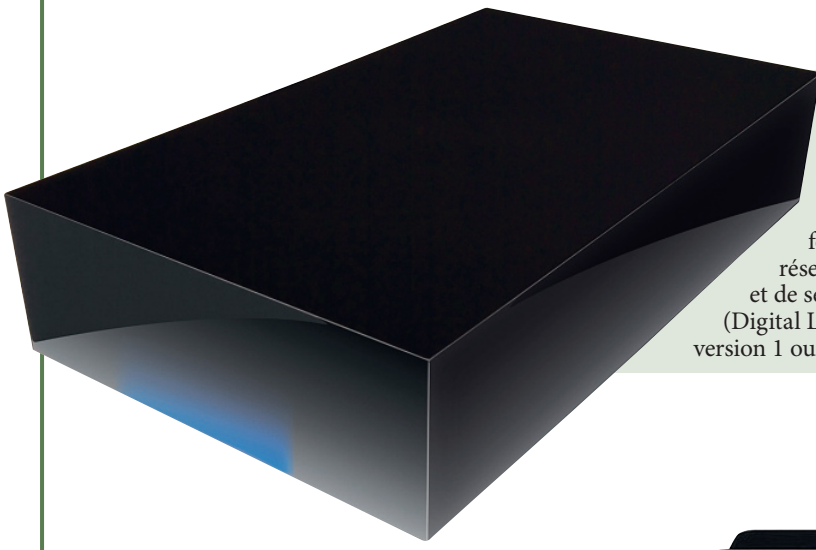
BUSINESS STYLE LA SÉLECTION HIGH-TECH DE LA RÉDACTION

Un transmetteur vidéo haute définition

La Veebeam HD réalise un vieux rêve : afficher l'image de son ordinateur portable sur un plasma de 50 pouces, le tout sans fil et avec une qualité HD.

Le porte-clés qui passe à l'USB

On rangeait déjà jusqu'à trois clés dans ce Keyport. Désormais, l'une d'entre elles peut être... USB (4 Go). Pratique.



Disque, Wi-Fi et multimédia...

Ce boîtier réussit à proposer trois fonctions à la fois : celle de disque dur réseau, de point d'accès et routeur Wi-Fi, et de serveur multimédia conforme DLNA (Digital Living Network Alliance). Existe en version 1 ou 2 To chez LaCie.

L'imprimante qui aime les eBooks

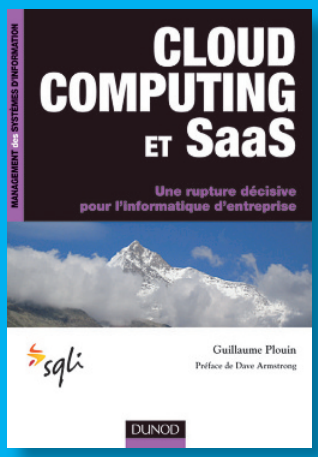
La dernière HP Photosmart eStation surprend avec sa tablette Android détachable. L'idée ? Pouvoir lire des livres électroniques ou les imprimer.

PLUS D'INFOS SUR 01NETPRO.COM, RUBRIQUE ACTUALITÉ

PHOTOS : DR

MAÎTRISEZ LES TECHNOLOGIES INFORMATIQUES

MAOGANI - Photo © Sébastien Vallée



272 pages - **27 €** - 9782100523764

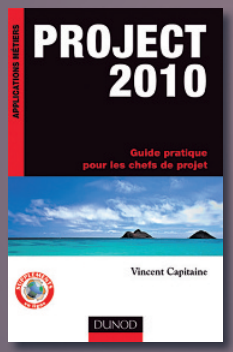
Guillaume Plouin

travaille sur les problématiques liées au Cloud Computing et aux démarches « innovation » chez OCTO Technology. Il anime des conférences et des séminaires pour divers organismes de formation. Il a été par le passé directeur de l'innovation chez SQLI.

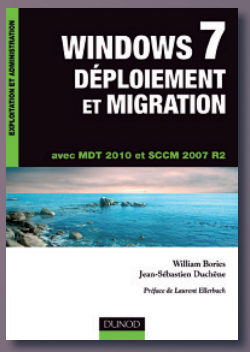
Il a coécrit plusieurs ouvrages édités chez Dunod : *Le poste de travail web, SOA , Performance des architectures IT.*

NOUVEAUTÉS 2010 DANS LA MÊME COLLECTION

9782100549016 - **28 €**



9782100544677 - **19 €**



9782100547432 - **45 €**

Tous nos ouvrages sont disponibles en librairie

Offre complète sur dunod.com

En savoir plus avec nos auteurs

ÉDITEUR DE SAVOIRS

01 Open World Forum

Les 30 septembre et 1er octobre à Paris (Eurosites George V)

Près de 140 orateurs de 40 nationalités et environ 1 500 participants sont attendus. Les premiers analyseront les impacts technologiques, économiques et sociétaux de l'open source, et proposeront leur vision du futur du numérique ouvert, au fil de conférences et d'ateliers. L'Open Source Summit, le sommet de l'open source pour les DSI, se tiendra dans le cadre du forum.

www.openworldforum.org

01 Les Palmes de la relation client 2010

Le 4 octobre à Paris (Théâtre Edouard VII)

L'Association française de la relation client (AFRC) récompense les entreprises exemplaires dans quatre catégories de ce domaine : l'entreprise citoyenne, l'innovation, le directeur relation client, la voix du client.

www.afrc.org/palmes

Club 01 DSI Réseaux et stockage unifiés : une convergence inéluctable ?

Le 5 octobre à Paris (Le Fouquet's)

DR

Ce petit-déjeuner conférence, organisé par le club 01 DSI, se propose de répondre à des problématiques telles que le centre de données du futur, l'impact de la virtualisation sur les réseaux de stockage et les réseaux locaux, le caractère inéluctable de la convergence, la réunion des équipes et l'évolution de leurs compétences. Il reposera sur des avis d'experts et des témoignages utilisateurs.

http://01netpros.com

Les salons Solutions 2010

Du 5 au 7 octobre à Paris-La Défense

Douze salons proposeront aux entreprises des outils de gestion autour des PGI. ERP 2010 (pour les grandes entreprises), Solutions e-achats, Solutions Demat' (dématérialisation et archivage en ligne), Solutions CRM + BI, Solutions GPAO, Solutions Finances, Solutions IT On Demand, Vocal Expo, Solutions BPM, les Rencontres du management de projet, Solutions GQAO (Qualité et amélioration continue), Serveurs et applications (dédié aux solutions en environnement i).

www.salons-solutions.com

Club 01 DSI Poste de travail : changement de paradigme

Le 12 octobre à Paris (Salons Hoche)

ISTOCK

Cette matinée 01 sera consacrée à la métamorphose du poste de travail en entreprise. Fixe ou portable, lourd ou léger, ce dernier est en effet devenu de plus en plus connecté et interactif. Les interventions d'experts ainsi que les tables rondes s'organiseront autour de plusieurs thèmes comme la virtualisation des applications et des postes, le déploiement des applications mobiles dédiées aux métiers ou encore les nouvelles interfaces homme-machine.

http://01netpro.com/

01 Assises de la sécurité et des systèmes d'information

Du 6 au 9 octobre à Monaco (Grimaldi Forum)

Cette dixième édition des Assises qui accueillera, entre autres, les directeurs généraux de Symantec et de Trend Micro, se propose d'anticiper sur les risques et les défis que connaîtra la prochaine décennie. Parmi les thèmes abordés au cours des tables rondes : le cloud computing vu par les responsables sécurité des groupes Areva et Casino.

www.lesassisesdelasecurite.com

01 Le Forum TIC'Emploi et La Nuit des technos

Respectivement les 13 et 14 octobre à Marseille (Pôle Média Belle-de-Mai et Showroom Exmagina/ Docks)

Cette édition du forum-salon TIC'Emploi rassemblera, notamment, une trentaine de recruteurs dans le domaine des TIC, qui proposeront plus de 300 postes à pourvoir. La Nuit des technos s'avérera une plateforme d'échanges et de rencontres entre professionnels des TIC et acteurs économiques de la région Paca. Ces deux événements se dérouleront dans le cadre des Trois jours de l'intelligence collective.

www.ticemploimarseille.fr
http://www.omniciel.fr/nuitdestechnos/

01 Convention des utilisateurs SAP francophones

Les 13 et 14 octobre à Nantes (Cité internationale des congrès)

Ce rendez-vous annuel aidera les clients de l'éditeur à décrypter les sujets d'actualité pour leur communauté. Il favorisera aussi le partage de bonnes pratiques, en s'appuyant sur plus de 70 retours d'expérience. Donnant également la parole à diverses

personnalités, le programme abordera les grandes problématiques économiques ou environnementales, ou encore les ruptures technologiques et leur impact sur les entreprises et leur système d'information.
www.usfconventions.fr

Musique et web : droits et démarches

Le 18 octobre à Paris (Auditorium de la Sacem)

Cette table ronde organisée par la Société des auteurs, compositeurs et éditeurs de musique (Sacem) ainsi que par les ateliers associés concerneront les aspects juridiques et financiers (droits d'auteur, financement...) liés à l'utilisation de musique sur les sites professionnels ou au lancement de services de musique en ligne. Plusieurs cas concrets seront évoqués, et les démarches pratiques à effectuer, listées.
www.sacem.fr

Conférence annuelle itSMF

Le 19 octobre à Paris-La Défense (Cnit)

DR

Ce rendez-vous dédié aux bonnes pratiques en matière de gestion des services informatiques, au référentiel Itil et à sa mise en place dans les entreprises, aura pour thème Des Processus et des hommes. Au programme, des conférences, la remise des trophées itSMF France 2010, qui distingueront la meilleure mise en œuvre Itil de l'année, et un village partenaires qui réunira une quarantaine d'acteurs.
www.itsmfconf.fr

IP Convergence 2010

Du 19 au 21 octobre à Paris Expo (Porte de Versailles)

Cet événement consacré aux applications, services et équipements de communication IP, rassemblera les salons Convention VoIP, Mobile Office, M2M Forum, Cloud & IT Services et Convention Securité. Environ 250 exposants sont attendus. Un cycle de 80 conférences et ateliers compléteront les présentations et les démonstrations.
www.ipconvergence.fr

01 INFORMATIQUE BUSINESS & TECHNOLOGIES
12, rue d'Oradour-sur-Glane
75015 Paris
Directeur de la publication : Alain Weill

POUR CONTACTER LA RÉDACTION
E-mail : redaction@groupe01.fr
Web : www.01netpro.fr
Tél : 01 71 18 54 48
Fax : 01 71 18 52 50
Pour joindre directement au téléphone votre correspondant ci-dessous, faites précéder ses quatre chiffres de 01 71 18

RÉDACTION

Vous pouvez joindre l'ensemble des membres de la rédaction par e-mail de la façon suivante : «première lettre du prénom.nom@01informatique.fr».

Directeur des rédactions Pôle Pro-Groupe 01, et rédacteur en chef : Frédéric Simottel.

Rédacteur en chef adjoint : Pierre Landry (Expériences et Dossier).

Chefs de service : Pierre Berlemont (Tendances, Green Tech, Start up), Sandrine Chicaud, Alain Clapaud, Gilbert Kallenborn.

Grands reporters : Vincent Berdot, Frédéric Bergé, Xavier Biseul, Anicet Mbida (Développement projets web), Yann Serra.

Chefs d'enquête : Olivier Discazeaux, Juliette Fauchet, Boris Mathieux, Pierre Tran.

Rédacteurs : Stéphane Bellec, Jonathan Charton, Eddye Dibar, Marie Jung, Christine Peressini, Armelle Siccat.

Assistante de rédaction : Fatima Lacombe (5448).

Réalisation

Première secrétaire de rédaction : Christelle Denis.

Secrétaires de rédaction : Hélène Brusetti, Christine Simha (iconographie).

Première rédactrice-graphiste : Isabelle Fouin.

Rédactrice-graphiste : Adriana Delettieres.

Infographie : Marc Robert.

Couverture : DBO.

Conception graphique : Rampazzo & Associés.

DOCUMENTATION ET AGENDA

E-mail : documentation@groupetests.fr.

ÉVÉNEMENTS 01 (www.evenements01.com)

Directeur des événements et conférences : Alexandre Nobécourt
Responsable éditorial : Olivier Coredo
Responsable relation audience : Patricia Sciarrino
Marketing et organisation : Laurence Amouroux, Marie Rousseau, Bénédicte Le Foll
Développement commercial et relations partenaires : Didier Verbeke, Tristan Ougier.

COMMERCIAL - MARKETING

Publicité Tél. : 01 71 18 53 08
Fax : 01 71 18 53 01

Pierre-Henry Medan, directeur général ; Valérie Fénéon (53 09), directrice commerciale - Pôle Print ; Sylvia Besse (53 08), assistante de direction ; Fatma Boulila (53 10), assistante commerciale.

Pôle Annonceurs

Katia Nony (53 31), directrice de publicité ; Stéphanie Barret (53 03), directrice de clientèle ; Valérie Soulhol (53 37), chef de publicité ; François Rincel (53 33), chef de publicité ; Appolinaire Houssou-Montvert (53 22), responsable exécution.

La direction se réserve le droit de refuser toute insertion sans avoir à justifier sa décision.

Pôle Agences Média

Laurent Laventure (53 24), directeur de publicité ; international; Farida Mérabet (53 27), directrice de clientèle ; Appolinaire Houssou-Montvert (53 22), responsable exécution.

La direction se réserve le droit de refuser toute insertion sans avoir à justifier sa décision.

Publicité internationale

Jérôme Callu Mérite (53 14), directeur de la Publicité International ; Caroline Gilles (53 21), directrice de clientèle ; Stefane Bartlett (3200), responsable Marketing International.

Marketing-Etudes-Promotion

Tél. : 01 71 18 53 00 - Fax : 01 71 18 53 01

Guillaume Vasse, directeur marketing & Revenue Management (53 40), Patricia Mosnier (53 28), chef de groupe marketing.

Régies internationales :

BENELUX : Huson European Media, James Clayson, tél. (44) 19 32 564 999 - Fax : (44) 19 32 564 998 (j.clayson@husonmedia.com).

ALLEMAGNE : DS Media, Dominique Schall, tél. (49) 7844 47 001 - Fax : (49) 7844 47 003 (d.schall@dsmedia.info).

GRANDE-BRETAGNE : GCA, Greg Corbett, tél. : (44) 207 730 6033 - Fax : (44) 207 730 6628 (gca@gca-international.co.uk).

ISRAEL : Talbar Media, Asa Talbar, tél. (972) 77 562 1900 - Fax : (972) 77 562 1903 (talbar@talbar.co.il).

ITALIE : Medias International, Jean-Pierre Bruel, tél. (39) 31 751 494 - Fax : (39) 31 751 482 (medias@pcbrianza.net).

JAPON : Shinano Co., Kazuhiko Tanaka, tél. (81) 3 3589 4667 - Fax (81) 3 3505 5628 (scp@bunkoh.com).

ETATS-UNIS : Huson International Media, Ralph Lockwood, tél. (1) 408 879 6666 Fax : (1) 408 879 6669 (Ralph@husonusa.com).

ANNONCES CLASSÉES

Régie : EmploiPro,
Tél. : 01 77 92 92 92 - Fax : 01 77 92 98 64.
Sébastien Olszanski, directeur emploi (93 93) ; Stéphane Beaudoin, directeur commercial agences grands comptes (93 78) ; Marie Caland, responsable pôle direct (93 77) ; Laurent Beslier, directeur de clientèle formation (94 21).

FABRICATION

Serge de Kilkhen, chef de fabrication.

DIFFUSION

Laurence Vassor, responsable diffusion ; Cécile Guerin, chef de produit ; Géraldine Mongay, chef de marque.

OJD PRESSE PAYANTE 2009

Abonnements : web : www.abo-01informatique.com
Mail : abonnement-01informatique-pi@team-partners.com
Tél. : 03 44 62 52 38 (du lundi au vendredi, de 9 h à 18 h) ; fax : 03 44 12 57 67 ;

Abonnement France, 1 an, 44 numéros (magazine seul) : 144 € (dont TVA à 2,10 %)
Abonnement France, 1 an, 44 numéros (papier + version numérique) + 6 newsletters hebdomadaires + 2 newsletters mensuelles :228 € ttc (dont TVA 2,1 %)
Abonnement France Etudiants, 1 an, 44 numéros (papier + version numérique) + 6 newsletters hebdomadaires + 2 newsletters mensuelles : 114 € ttc (dont TVA 2,1 %) sur justificatif d'une carte d'étudiant en cours de validité.
Abonnement étranger : www.abo-01informatique.com

Service des ventes réservé aux dépositaires et marchands de journaux.

01 Informatique est édité par

Groupe 01

Président-directeur général : Alain Weill.
Directeur général : Vincent Buffin
Directrice déléguée Print : Sylvie Guichot

GROUPE 01 - SA au capital de 199 272 euros.
Siège social : 12, rue d'Oradour-sur-Glane, 75015 Paris. Tél. : 01 71 18 54 00.
Immatriculation RCS : 311 243794 PARIS - Code APE 5814Z - Siret 311 243794 00139 - TVA intracommunautaire FR 82 311 243794
Principal actionnaire : NextRadio TV

Toute reproduction, représentation, traduction ou adaptation, qu'elle soit intégrale ou partielle, quelqu'en soit le procédé, le support ou le média, est strictement interdite sans autorisation du Groupe 01, sauf les cas prévus par l'article L.122-5 du code de la propriété intellectuelle.

©2007 GROUPE 01 - Tous droits réservés.

Commission paritaire : n°0714K85185 - ISSN 0298-2285.Dépôt légal : à parution.
Imprimerie :Maury Imprimeur, route d'Etampes, 45330 Malesherbes.

Favoriser l'embauche des jeunes diplômés

Un jeune diplômé sur cinq est confronté au chômage en sortant de l'école selon une étude de Pôle emploi d'avril 2009. Un chiffre qui explose depuis 2008 dans le secteur de l'informatique. Un secteur particulièrement touché par la crise.
Pourtant, le tableau n'est pas si noir ! Ce secteur, devenu indispensable dans le domaine privé aussi bien que dans le domaine professionnel, ne peut que se relever. Les jeunes diplômés de l'informatique sont des éléments rares, dont les entreprises, aujourd'hui, ne peuvent se passer ! 01 Informatique l'a compris et s'engage à introduire ces jeunes informaticiens talentueux dans la vie active avec l'Opération Jeunes Diplômés.

Une croissance de 2 %

Le nombre de demandeurs d'emploi en informatique a progressé de 58 % en 2009 en France. Soit environ 30 000 personnes. L'activité du secteur, qui emploie près de 550 000 personnes en France, a reculé de 2 ou 3 % en 2009 mais devrait repartir progressivement en 2010, avec une croissance attendue entre 0 et 2 %, selon une étude du syndicat professionnel Syntec de novembre dernier. Le secteur de l'informatique est un des outils indispensables pour relever les nouveaux défis technologiques et professionnels face à une société en perpétuelle évolution et qui, plus que jamais, est ouverte sur le monde. Il y a des besoins !

Accompagner la reprise

01 Informatique propose de ré-ouvrir le dialogue entre ces entreprises en demande et ces jeunes diplômés talentueux ! C'est le but de l'opération Jeunes Diplômés. Depuis le mois de juillet, 01 Informatique recueille les profils prometteurs de jeunes informaticiens diplômés par le biais du site www.tremplinpourlavenir.fr. 2000 ont d'ores et déjà répondu présent.

C'est pourquoi notre magazine présente, dans ses pages annonces, le projet professionnel de ces jeunes informaticiens. Leur profil apparaîtra également dans la candidathèque du site emploi-pro.fr. En parallèle, Les recruteurs disposeront d'un accès illimité et gratuit pendant 48h sur pour dénicher leurs futurs salariés.

Cette initiative se veut aussi accompagner la reprise auprès d'entreprises qui, de leur côté, cherchent aussi à se développer, à se remettre en marche...

■ **Laura Maubrey**

01 INFORMATIQUE SE MOBILISE POUR L'EMPLOI DES JEUNES DIPLÔMÉS

MOHAMED A. EDENE Diplômé 2010
Diplôme : Université de Valenciennes
Projet professionnel : Ingénieur Réseaux Télécoms
Email : edahenit@yahoo.fr

MATHIEU TOURNIER Diplômé 2010
Diplôme : ENSEEIHT
Projet professionnel : Ingénieur J2E
Email : tournier.mathieu@gmail.com

MARYAM LARIMI Diplômée 2010
Diplôme : Arts et Métiers ParisTech
Projet professionnel : Ingénieur Projet
Email: maryamlarimi@gmail.com

SACHA ZUILI-VOINCHET Diplômé 2010
Diplôme : IAE
Projet professionnel : Chef de projet
Email: 32-124kin207_usinenouvelle@gadz.org

FRANÇOISE DESAUNAY Diplômée 2010
Diplôme : SUPELEC
Projet professionnel : Chef de projet SI
Email : fdesaunay@aol.com

BAYA FEKNOUS Diplômé 2010
Diplôme : LILLE 1
Projet professionnel : Ingénieur automatique/informatique
Email : baya.feknous@gmail.com

ADNANE MOSLIH Diplômé 2010
Diplôme : INSA de Toulouse
Projet professionnel : Ingénieur Réseaux Télécoms
Email : moslih_adnane1@hotmail.com

AUGUSTINE NKASHAMA Diplômée 2010
Diplôme : 3iL
Projet professionnel : DRH en informatique
Email : a.nkashama@hotmail.fr

ALI KHALED Diplômé 2010
Diplôme : ESIEE et GOBELINS
Projet professionnel : Ingénieur médias numériques/réseaux
Email: khaledali05@yahoo.fr

ERIC HUMBERT Diplômé 2010
Diplôme : Arts et Métiers ParisTech / EEIGM
Projet professionnel : Chef de Projet
Email : erichumbert67@gmail.com

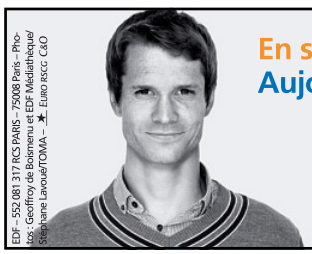
THOMAS LEBRUN Diplômé 2010
Diplôme : ENSI de Bourges
Projet professionnel : Administration et sécurité système
Email : thlebrunpub@gmail.com

ANTHONY DEPALE Diplômé 2010
Diplôme : Ecole des Mines de Douai
Projet professionnel : Support informatique
Email : anthony.depale@gmail.com

ELIAS HAMI Diplômé 2010
Diplôme : Université Pierre et Marie Curie PARIS 6
Projet professionnel : Ingénieur Informatique industrielle
Email : elias.hami@yahoo.fr

NICOLAS RIDES Diplômé 2010
Diplôme : Polytech' Nice Sophia
Projet professionnel : Ingénieur en électronique
Email : rides@polytech.unice.fr

BRUNO JAUMONT Diplômé 2010
Diplôme : Université de Versailles
Projet professionnel : Télécom fibre Optique
Email : brunojaumont@hotmail.com


EDF – 552 081 317 RCS PARIS – 75008 Paris – Photo : Geoffroy de Boisrenou et EDF Médiathèque/Stéphane Lavoué/TOMA – ★ Euro RSCG C&O

En sortant de l'école, Simon Retailleau avait de l'ambition.
Aujourd'hui, il se sent investi d'une vraie mission.

EDF recrute des Ingénieurs grandes Écoles et Universités H/F
Postulez sur edfrecrute.com

L'énergie est notre avenir, économisons-la !

YASSINE OUESLATI Diplômé 2010
Diplôme : ULCO Calais
Projet professionnel : Ingénieur étude/développement
Email : yassine85.ca@live.fr

LUDOVIC BOUCHILLOUX Diplômé 2010
Diplôme : ENSEA
Projet professionnel : Ingénieur électronique
Email : ludovic.bouchilloux@gmail.com

EMMANUELLE CAZALET Diplômée 2005
Diplôme : CENTRALE PARIS
Projet professionnel : Chef de projet
Email : ecazalet@numericable.fr

LAHLOU ABDELALI Diplômé 2010
Diplôme : Université de Poitiers
Projet professionnel : Responsable sécurité SI
Email : alahlou2@yahoo.fr

ADRIEN PARASOTE Diplômé 2010
Diplôme : Polytech'Paris UPMC
Projet professionnel : Chef de projet MOE
Email : adrien.parasote@gmail.com

J-J NDONG MENIE Diplômé 2010
Diplôme : Université de Versailles
Projet professionnel : Ingénieur systèmes et réseaux
Email : njean.jacques@gmx.fr

ADRIEN GODINEAU Diplômé 2010
Diplôme : ENSEIRB
Projet professionnel : Ingenieur en électronique
Email : adrien.godineau@laposte.net

ARTURO MARQUEZ Diplômé 2008
Diplôme : INSA Toulouse
Projet professionnel : Ingénieur Réseaux/Télécoms
Email : amarquez.cam@gmail.com

ANTON RAISKI Diplômé 2010
Diplôme : ENIM
Projet professionnel : Ingénieur étude
Email : anton_st_57@hotmail.com

ASMAA AMENZOU Diplômée 2010
Diplôme : ESIEA
Projet professionnel : Consultante fonctionnelle
Email : amenzouasmaa@gmail.com

AYMEN TALBI Diplômé 2010
Diplôme : Université de la mediterranée
Projet professionnel : Chef de projet
Email : aymen.talbi@wanadoo.fr

AYMEN BOUGHATTAS Diplômé 2010
Diplôme : Uhp-Nancy 1
Projet professionnel : Ingénieur Télécoms
Email : aymen.boughattas@gmail.com

Retrouvez tous ces profils sur : **www.emploi-pro.fr**

01 INFORMATIQUE SE MOBILISE POUR L'EMPLOI DES JEUNES DIPLÔMÉS

PIERRE-MARIE DEMARET Diplômé 2010
Diplôme : ENS des Mines de Nancy
Projet professionnel : Ingénieur
Email : pierre-marie.demaret@mines.inpl-nancy.fr

ANTON MOUKHARSKI Diplômé 2007
Diplôme : ESIEE
Projet professionnel : Ingénieur développeur
Email : kharski@free.fr

HANANE LAMRANI Diplômée 2010
Diplôme : Ensimag
Projet professionnel : Ingénieur d'étude
Email : lamranih@live.com

ADNANE MOSLIH Diplômée 2010
Diplôme : INSA Toulouse
Projet professionnel : Ingénieur Télécom
Email : moslih_adnane1@hotmail.com

CÉLINE CHAUSSON Diplômée 2010
Diplôme : ENS de Chimie Physique de Bordeaux
Projet professionnel : Ingénieur chef de projet
Email : celine.chausson@hotmail.fr

JÉRÉMY LEBERT Diplômé 2010
Diplôme : ENSAM ParisTech
Projet professionnel : Ingénieur projet
Email: jeremy.lebert@gadz.org

FEDIA CHAARI Diplômée 2010
Diplôme : Université Paul Cézanne
Projet professionnel : Ingénieur informatique
Email : fedia.chaari@gmail.com

GUILLAUME PAYRE Diplômé 2010
Diplôme : Sciences Po Paris
Projet professionnel : Webmaster/Intégrateur
Email : guillaume.payre@gmail.com

IBRAHIM A. AWADA Diplômé 2010
Diplôme : SUPINFO
Projet professionnel : Ingénieur informatique
Email : 115691@supinfo.com

MOKHTARIA CHERIFI Diplômée 2010
Diplôme : Université IGIAMO
Projet professionnel : Ingénieur en informatique
Email : cmaya11@yahoo.fr

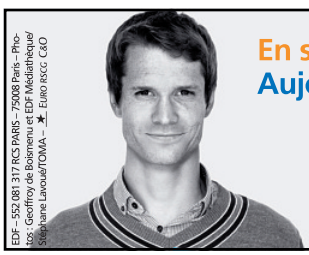
ETIENNE TERTRAIS Diplômé 2010
Diplôme : Université de Technologie de Compiègne
Projet professionnel : Ingénieur gestion de projet
Email : etienne.tertrais@gmail.com

BRUNO COUDOUR Diplômé 2010
Diplôme : ENSIB
Projet professionnel : Chef de projet
Email: bruno.coudour@ensi-bourges.fr

SOUHIR LAJNEF Diplômée 2010
Diplôme : Université Paris-Est
Projet professionnel : Ingénieur en télécommunication
Email : souhir.lajnef@yahoo.fr

JOËL DELWENDÉ BERE Diplômé 2010
Diplôme : Polytech'Nice-sophia
Projet professionnel : Ingénieur électronicien
Email : bere@polytech.unice.fr

MARC MAUROY Diplômé 2010
Diplôme : Ecole Ingénieur CESI
Projet professionnel : Consultant ERP / CRM
Email : marcmauroy@yahoo.fr


EDF – 552 081 317 RCS PARIS – 75008 Paris – Photo : Geoffroy de Boisrenou et EDF Médiathèque/ Stéphane Lavoué/TOMA – ★ Euro RSCG C&O

En sortant de l'école, Simon Retailleau avait de l'ambition.
Aujourd'hui, il se sent investi d'une vraie mission.

EDF recrute des Ingénieurs grandes Écoles et Universités H/F
Postulez sur edfrecrute.com

L'énergie est notre avenir, économisons-la !

ELOI KEITA Diplômé 2010
Diplôme : ESIGELEC
Projet professionnel : Chef de projet SI
Email : eloi.keita@laposte.net

MAHJOUB EL BATTI Diplômé 2010
Diplôme : Télécom SudParis
Projet professionnel : Ingénieur Télécoms et Réseaux
Email : mahjoub.batti@gmail.com

ABDOU DJOUMOI Diplômé 2010
Diplôme : CESI
Projet professionnel : Chef de projet ERP
Email : adjoumoi@hotmail.com

ROSITA SWIKIDISA Diplômée 2009
Diplôme : HEI - ENSCL
Projet professionnel : Ingénieur R&D
Email : swikidisarosita@yahoo.fr

SAMI MAHJOUB Diplômé 2010
Diplôme : ESGI
Projet professionnel : Reconnaissance d'objets
Email : mahjoub.sami@gmail.com

CHRISTOPHE MIJÉRÉ Diplômé 2010
Diplôme : Grenoble INP - Ense3
Projet professionnel : Management financier - technologie
Email : christophe.mijere@gmail.com

JULIEN EKOINON Diplômé 2009
Diplôme : Polytech'Paris UPMC
Projet professionnel : Chef de Projet
Email : j.ekoinon@gmail.com

ROMAIN BONAY Diplômé 2010
Diplôme : SUPMECA
Projet professionnel : Ingénieur étude
Mobilité : romain.bonay@hotmail.fr

SAIKOU YAYA BARRY Diplômé 2010
Diplôme : École de Technologie Supérieure
Projet professionnel : Système d'initiation électronique
Email : barry.saikou1@gmail.com

FAZIA LAOUSSATI Diplômée 2009
Diplôme : UPMC partenariat Telecom paris Tech
Projet professionnel : Ingénieur réseaux et télécom
Email : fazia.laoussati@gmail.com

GUY ROLAND BONZI Diplômé 2010
Diplôme : IRIAF/Université de Poitiers
Projet professionnel : Sécurité Système d'information
Email : bguyroland@yahoo.fr

BRUNO RAMEAU Diplômé 2010
Diplôme : ENS de Chimie Physique de Bordeaux
Projet professionnel : Chef de projets
Email : rameaubruno@yahoo.fr

Retrouvez tous ces profils sur : **www.emploi-pro.fr**

01 INFORMATIQUE SE MOBILISE POUR L'EMPLOI DES JEUNES DIPLÔMÉS

BORIS MARCILLAT Diplômé 2010
Diplôme : ENSI Bourges
Projet professionnel : Ingénieur Méthodes, Process
Email : boris.marcillat@ensi-bourges.fr

CAMILLE GHIBAUDO Diplômée 2010
Diplôme : Ecole Polytechnique
Projet professionnel : Chef de projet
Email : camille.ghibaudo@polytechnique.org

FABIEN ESTIOT Diplômé 2010
Diplôme : ENSIATE
Projet professionnel : Chef de projet
Email: estiot9@msn.com

JULIEN DELPY Diplômé 2010
Diplôme : Polytech'Nice-Sophia
Projet professionnel : Ingénieur télécoms
Email: julien.delpy87@gmail.com

JEAN EMMANUEL EZIN Diplômé 2010
Diplôme : ENSSAT
Projet professionnel : Ingénieur étude et développement
Email : ezin.emmanuel@gmail.com

ABDOULAYE SOUMARE Diplômé 2010
Diplôme : IAE
Projet professionnel : Ingénieur SI
Email : abdoulayesoumare1@gmail.com

SOFIANE ALILAT Diplômé 2010
Diplôme : INSA Toulouse
Projet professionnel : Ingénieur développement
Email : sofiane.alilat@gmail.com

MARC SANCHEZ Diplômé 2010
Diplôme : Polytech'Paris
Projet professionnel : Ingénieur Etudes
Email : sanche-marc@hotmail.com

GUILLAUME ABI-KHALIL Diplômé 2010
Diplôme : Ecole Centrale de Lille
Projet professionnel : Chef de projet
Email: guillaume.abikhalil@centraliens-lille.org

DJIBRIL SARR Diplômé 2010
Diplôme : ESAIP
Projet professionnel : Consultant SI
Email : djsarr83@yahoo.fr

GWENOLA PIERRE Diplômée 2010
Diplôme : Université de Laval
Projet professionnel : Ingénieur projet junior
Email : gwenola.pierre@googlemail.com

MELVIN GIBSON Diplômé 2009
Diplôme : CESI
Projet professionnel : Responsable QSE - RSE
Email : mohgibson@hotmail.com

MARCO UZZI Diplômé 2009
Diplôme : Polytechnique de Turin
Projet professionnel : Ingénieur mécanique
Email : marco.uzzi@gmail.com

DELPHINE DIDON Diplômée 2010
Diplôme : Université de Bourgogne
Projet professionnel : Développeur
Email : delphine.didon@laposte.net

ANNE GRANET Diplômée 2010
Diplôme : ENSCM
Projet professionnel : Ingénieur chimiste qualité
Email : anne.granet@gmail.com

EDF – 552 081 317 RCS PARIS – 75008 Paris – Photos : Geoffroy de Boismenu et EDF Médiathèque/ Stéphane Lavoué/TOMA – ★ EURO RSCG C&O

En sortant de l'école, Simon Retailleau avait de l'ambition.
Aujourd'hui, il se sent investi d'une vraie mission.

EDF recrute des Ingénieurs grandes Écoles et Universités H/F
Postulez sur edfrecrute.com

L'énergie est notre avenir, économisons-la !

YOUNES NAZIH Diplômé 2010
Diplôme : UTT
Projet professionnel : Chef de projet SI
Email : younes.nazih.utt@gmail.com

DIMITRI CAHUZAC Diplômé 2010
Diplôme : ENIT
Projet professionnel : Ingénieur production
Email : dimitri.cahuzac@hotmail.fr

JEAN-SÉBASTIEN DUPUY Diplômé 2010
Diplôme : LMGC
Projet professionnel : Ingénieur en Mécanique
Email : jean-sebastien-dupuy@hotmail.fr

LAURE NICOLAS Diplômée 2010
Diplôme : ESME Sudria
Projet professionnel : Chef de projet
Email : nicolas.laure@live.fr

MOUHAMED BEYE Diplômé 2010
Diplôme : ESIEE
Projet professionnel : Ingénieur réseaux mobiles
Email : beyem@esiee.fr

BASILE NKONLA DJONTU Diplômé 2010
Diplôme : Institut 3IL Limoges
Projet professionnel : Administrateur systèmes/réseaux
Email : djontu2000@yahoo.fr

AMINE ALADLOUNI Diplômé 2010
Diplôme : IAE
Projet professionnel : Chef de projet SI
Email : amine_aladlouni@hotmail.com

NAWAL ZOUAK Diplômée 2010
Diplôme : Polytech'Paris-UPMC
Projet professionnel : Ingénieur R&D Matériaux
Email : nawalzouak@gmail.com

CÉDRIC SCIENDI Diplômé 2010
Diplôme : EPMI de Cergy
Projet professionnel : Ingénieur Réseaux Télécoms
Email : c.sciendi@epmstes.net

AICHA MEJRI Diplômée 2010
Diplôme : IAE
Projet professionnel : Chef de projet SI
Email : aicha.mejri@yahoo.com

AYOUB BENHSAIN Diplômé 2010
Diplôme : ESIAL
Projet professionnel : Expert IT finance
Email : ayoub.benhsain@gmail.com

NIZAR MALKIYA Diplômé 2010
Diplôme : Télécom ParisTech
Projet professionnel : Ingénieur Télécoms
Email : nizarrazin@gmail.com

Retrouvez tous ces profils sur : **www.emploi-pro.fr**

BIENVENUE DANS LE FUTUR

PARROT RECHERCHE 80 INGÉNIEURS D'EXCELLENCE POUR DEVELOPPER NOS NOUVELLES TECHNOLOGIES

Être ingénieur chez Parrot c'est être au cœur de notre entreprise et de nos ambitions. Fort de ses succès depuis 15 ans, Parrot est une entreprise qui conçoit ses produits à Paris et les commercialise aux quatre coins du monde. Pour développer de nouvelles innovations et optimiser ses produits existants, Parrot recherche 80 ingénieurs issus des grandes écoles, en quête de challenges et de responsabilités... Êtes-vous prêt à vivre une aventure professionnelle ?
www.recrute.parrot.com

Parrot
move wireless

LEADER MONDIAL DES PÉRIPHÉRIQUES SANS FIL

onmemoon

FINANCES PUBLIQUES

L'application Helios constitue le Système d'Information de gestion comptable et financière du secteur public local mise en œuvre au profit des Trésoriers et des Ordonnateurs des collectivités locales. La production de l'application Hélios est assurée par une équipe de 80 personnes. Les principales entités sont : Infrastructure, Exploitation et Gestion des Flux.

LA DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES RECRUTE UN INFORMATICIEN H/F

Poste basé à Versailles (78)

Vous intégrerez une équipe d'une vingtaine de techniciens répartis en quatre pôles (Systèmes, Stockage, Réseaux et Transverses), au sein du service infrastructure de la MOED Hélios.

Vos fonctions au sein du pôle transverse seront notamment les suivantes :

- Installation, configuration et mises à jour des logiciels CFT et Tradexpress.
- Validation et qualification des évolutions ou des corrections apportées à ces logiciels.
- Développement et maintenance des scripts et outils d'exploitation des flux dans le cadre des normes et standards du projet (Korn shell, CVS,...).
- Rédaction des documentations afférentes à ces logiciels (installations, configuration), aux consignes d'exploitation et de supervision.

Votre profil :

Vous disposez de bonnes connaissances des systèmes d'exploitation UNIX et LINUX, du SHELL ainsi que de langage SQL. La connaissance du langage RTE serait appréciée. Vous êtes motivé et doté d'un véritable esprit d'équipe.

Merci d'adresser votre candidature par mail :

Marc RUDE : marc.rude@dgfip.finances.gouv.fr
Daniel ACHHAB : daniel.achhab@dgfip.finances.gouv.fr
Philippe DANNELY : philippe.dannely@dgfip.finances.gouv.fr
ou ✍ à la Direction Générale des Finances Publiques - Service des systèmes d'information s/réf. 3523 - Bureau Fonctions Support "FSUP" - 10 rue Auguste Blanqui - 93186 MONTREUIL Cedex.

uem

GROUPE GAMBETTA

recrute un **INFORMATICIEN (H/F)**
CDD de 6 mois - Cholet (49)

Vous participez à l'ensemble des travaux liés au rapprochement de deux bases informatiques ESTIA dans le cadre de la fusion de deux sociétés du groupe (rédaction des procédures, paramétrage et assistance aux utilisateurs...).

Maîtrise indispensable de l'ensemble des domaines du logiciel ESTIA

CV + lettre de motivation manuscrite à : cchalopin@groupegambetta.fr

CONTACTS ANNONCES CLASSEES

Marie Caland : 01 77 92 93 77

m.caland@emploipro.fr

LA CUB COMMUNAUTÉ URBAINE DE BORDEAUX

APPEL D'OFFRES

Objet du marché : Mission d'étude – extension géographique internet
Organisme acheteur : Communauté Urbaine de Bordeaux – Esplanade Charles de Gaulle 33076 Bordeaux Cedex
Responsable du marché : Philippe de Tilbourg
pdetilbourg@cu-bordeaux.fr
Durée du marché : 8 mois à compter de la notification du marché. Date prévisionnelle de début des prestations : 15 novembre 2010. Les candidatures et les offres seront entièrement rédigées en langue française ainsi que les documents de présentation associés. Unité monétaire utilisée, l'euro.
Critères d'attribution :
Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés ci-dessous avec leur pondération.
- compétences et références de l'équipe dédiée à la prestation : 50 %;
- méthodologie proposée : 30 %;
- prix des prestations : 20 %.
Type de procédure : procédure adaptée.
Date limite de réception des offres : 18 octobre 2010, à 16 heures. Délai minimum de validité des offres : 120 jours à compter de la date limite de réception des offres

APPELS D'OFFRES

Contactez nous pour connaître nos tarifs :

Marie Caland \ 01 77 92 93 77 \ m.caland@emploipro.fr

RÉGAZ

RÉSEAUX GAZ DE BORDEAUX
Porteur d'énergie

AVIS DE MARCHE

Identification : REGAZ – RESEAUX GAZ DE BORDEAUX

Type de procédure : Procédure librement définie par l'entité adjudicatrice en application du Décret n° 2005-1308 du 20 Octobre 2005 relatif aux marchés passés par les entités adjudicatrices mentionnées à l'article 4 de l'Ordonnance n° 2005-649 du 6 Juin 2005 relative aux marchés passés par certaines personnes publiques ou privées non soumises au code des marchés publics

Objet du marché : Maintenance des applications du système d'information

Lieu d'exécution : 6 Place Ravezies – 33300 Bordeaux (Département 33 Gironde)

Critères d'attribution : Offre économiquement la plus avantageuse en fonction des critères suivants : Valeur technique de l'offre, prix des prestations, respect de l'environnement et développement durable

Retrait des dossiers : Le dossier sera délivré sur CD-ROM ou transmis par mail. Il peut être retiré physiquement à l'adresse suivante : Regaz - Bordeaux - 91 rue Jean Vaquier - bâtiment C - secrétariat pôle achats - 33300 Bordeaux, FRANCE ou être envoyé par courrier après demande écrite du candidat (adresse postale : 6 place Ravezies - pôle achats - CS10029 - 33070 Bordeaux Cedex, FRANCE - fax 05.57.14.25.55 - courriel: achats@regazbordeaux.com)

Date limite de réception des offres : Vendredi 22 Octobre 2010 – 12 h 00

Conditions de participation : Fixées dans le Règlement de Consultation (R.C.)

Personnes habilitées à donner les renseignements sur le suivi du dossier :
Renseignements techniques : Melle Sylvie FEUILLADE : sfeuillade@regazbordeaux.com – Tél. 05.56.79.40.81
Renseignements administratifs : M Alain GARCIA : achats@regazbordeaux.com - agarcia@regazbordeaux.com – Tél. : 05.56.79.41.33

SIEGE SOCIAL : 6 PLACE RAVEZIES – CS 10029 – 33070 BORDEAUX CEDEX
S.A.E.M.L. AU CAPITAL DE 38 000 000 euros – R.C.S. 382 589 125 –
Code APE 3522 Z

PRO-SEARCH

ESPACE GRANDE ARCHE
PARIS LA DEFENSE

7 OCTOBRE 2010

LE SALON DU RECRUTEMENT ET DE LA FORMATION
des ingénieurs, scientifiques et informaticiens

Vous recrutez des ingénieurs ?
Vous souhaitez promouvoir et valoriser vos formations ?

Réservez votre stand auprès de :

Contact commercial Emploi Georgina Fernandes • 01 77 92 95 03 • gfernandes@emploipro.fr
Contact commercial Formation Laurent Beslier • 01 77 92 94 21 • l.beslier@emploipro.fr

INGÉNIEURS ET SCIENTIFIQUES DE FRANCE · Emploi-Pro · L'USINENOUVELLE · Le Particulier ÉCONOMIE · 01 · viadeo · PÉTROLE & GAZ · BFM · Job in Live

NOUVEAU

01 INFORMATIQUE
BUSINESS & TECHNOLOGIES
maintenant disponible sur iPad

Connectez-vous sur
http://digital.01net.com

01 INFORMATIQUE BUSINESS & TECHNOLOGIES

Un nouveau mode de lecture

zéro.un.informatique
01 hebdo
N° 652
INFORMATIQUE DE GESTION • INFORMATIQUE INDUSTRIELLE • BUREAUTIQUE • TÉLÉMATIQUE

LA PERI FRANÇAISE EN 1981
« Pourrait mieux faire »

Dans ce numéro

INAUGUREE CETTE SEMAINE PAR LOUIS MEXANDEAU
L'expérience Télétel à pied d'œuvre

FLASH-BACK

Il y a trente ans, les PTT inauguraient la télématique

En 1981, *01 Informatique* en parle : les PTT lancent la première expérimentation grandeur nature du service Télétel à Vélizy, auprès de 2 500 personnes. Quatre constructeurs sont en lice pour définir ce qui deviendra le Minitel.

Le Minitel a connu ses heures de gloire dans les années 80. Bien avant l'arrivée de l'internet grand public, il permettait d'accéder à des services télématiques tels que les annuaires téléphoniques, la presse, la vente par correspondance, les horaires SNCF, la banque, la messagerie, ou encore les sites de rencontres et de messagerie rose. Une révolution des usages était en marche. Au point que les Américains s'intéressèrent de très près à ce réseau Vidéotex, non pour les technologies utilisées mais pour les contenus de services qu'il proposait.

Encore 2 millions d'utilisateurs

Trente ans après, et contre toute attente, le Minitel n'est pas mort. Selon une enquête menée cet été par *Le Monde*, 2 millions de personnes recourent encore à ce service. Si la moitié se connecte à travers un émulateur sur PC avec une connexion internet, l'autre moitié utilise encore le boîtier original connecté à la prise téléphonique. Les fidèles du terminal marron, les personnes âgées en particulier, apprécient sa simplicité d'utilisation, l'anonymat garanti, le faible coût d'investissement, et la fiabilité du réseau. Parmi ces utilisateurs, un tiers en fait un usage professionnel. Par exemple, les débitants de tabac y recourent pour se réapprovisionner, et les fleuristes d'Interflora pour communiquer entre eux. Un tiers s'en sert aussi pour consulter des services pratiques comme l'annuaire, la météo…

DR

En 2007, le Minitel réalisait encore un chiffre d'affaires de 100 millions d'euros.

Aujourd'hui, le Minitel recense encore près de 2 500 services, dix fois moins qu'en 1989. Parmi eux, l'annuaire 3611 reçoit quelques milliers de connexions par mois. Géré par Iliad, l'annuaire inversé 3617 Annu se porte bien et a réalisé un chiffre d'affaires supérieur à 1 million d'euros en 2009. Le fameux service de rencontres 3615 Ulla enregistre toujours 10 000 connexions par mois. En 2007, le Minitel avait tout de même généré un chiffre d'affaires de 100 millions d'euros !
Prévue en 2009, la fermeture des tuyaux par l'opérateur France Télécom a été reportée une première fois, pour être finalement annoncée pour le mois de septembre 2011.

PIERRE TRAN

DATES CLÉS

1980 : premières expérimentations de Télétel, réseau télématique grand public.
1982 : lancement du Minitel par les PTT.
1989 : 25 000 services en ligne.
2000 : 25 millions d'utilisateurs.
2010 : 2 500 services, 2 millions d'utilisateurs.
2011 : fin annoncée du service.

LA SEMAINE DE MILON par Jean-Michel Milon

01 PROCHAINEMENT...

TENDANCES Le 7 octobre dans le nº 2055

INFRASTRUCTURES

Oracle digère Sun et fait feu sur tous les fronts

Le cloud computing est devenu une priorité pour Larry Ellison, le patron d'Oracle. Il annonce enfin les premières synergies avec la partie matérielle de l'ex-Sun. Mais les clients vont-ils suivre ?

EXPÉRIENCES Le 7 octobre dans le nº 2055

COMMERCE

Le paiement sur mobile fait des émules

Les technologies de paiement sur mobile sont prêtes. Les commerçants disposés à les accueillir, et les clients à les utiliser. Premiers témoignages sur cette tendance qui va bouleverser nos comportements d'achat.

EXPÉRIENCES Le 7 octobre dans le nº 2055

STRATÉGIE

La fusion GDF-Suez vécue en direct par 200 000 salariés

Deux cent mille employés du tout nouveau groupe GDF-Suez se sont donné rendez-vous en ligne pour débattre des futures valeurs de leur entreprise.

DOSSIER Le 7 octobre dans le nº 2055

INNOVATIONS

Le Mondial de l'automobile sera numérique

Le numérique fait une entrée en force au salon de l'automobile, qui ouvrira ses portes le 2 octobre à Paris. De la voiture électrique aux smartphones intégrés dans les véhicules, découvrez toutes les technologies qui équiperont, dès l'an prochain, nos automobiles.

DOSSIER Le 28 octobre dans le nº 2058

ÉCONOMIE NUMÉRIQUE

Les 100 personnalités de l'IT en France

Gourous technologiques, entrepreneurs, patrons de start up, politiques, chercheurs, scientifiques… Retrouvez les 100 personnalités qui comptent dans le paysage numérique français.

PHOTOS : DR/CAMILLE CHAUVEL

01NETPRO.COM

Un dossier complet sur le cloud

Tout savoir des technologies cloud, des acteurs, des bénéfices et des limites. Ce dossier en ligne reprend également les témoignages les plus récents de mise en application de cette informatique dans les nuages.

Réagissez aux billets des blogueurs de 01

De l'emploi aux technologies de développement, de l'organisation des entreprises à l'efficacité des directions métier, les journalistes de la rédaction commentent dans leurs blogs toute l'actualité high-tech dans l'entreprise. Venez, vous aussi, réagir sur tout ce que vous vivez au quotidien.

01BUSINESS BFM RADIO

30 septembre : le développement durable devient-il une priorité pour les entreprises ?

Tous les jeudis, à 23 heures, retrouvez Frédéric Simottel, rédacteur en chef de *01 Informatique*, dans l'émission « 01 Business, les nouvelles technologies au service de l'entreprise » (en podcast sur bfmradio.fr).

CULTURE GEEK BFM TV

Chaque jour, le rendez-vous high-tech de la TNT

Retrouvez Anicet Mbida, journaliste à *01 Informatique*, pour une vision décalée de l'actualité high-tech, tous les soirs à 21 h 50 et 23 h 50.

CE SOIR JE LIRAI
LE JOURNAL DE DEMAIN.

DeBonneville-Orlandini

La Tribune lance son offre “tout numérique” à seulement 10€/mois*.

Abonnez-vous tout de suite sur LATRIBUNE.*fr*

La Tribune aussi disponible sur Blackberry, Nokia, Bada, Android et web.

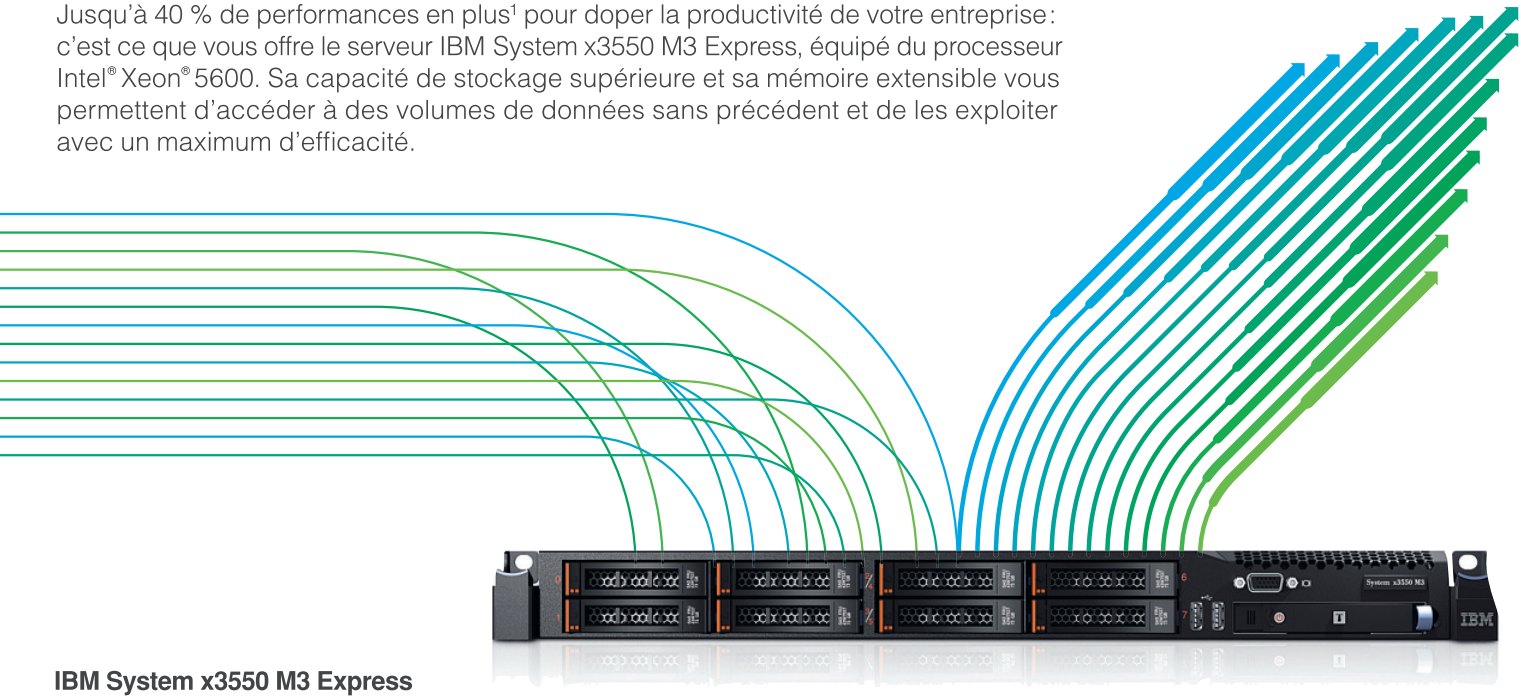
*** Offre strictement réservée à tout nouvel abonné individuel par prélèvement bancaire.**

LA TRIBUNE

La compétitivité commence avec la productivité.

Suivez le guide…

Jusqu'à 40 % de performances en plus[1] pour doper la productivité de votre entreprise : c'est ce que vous offre le serveur IBM System x3550 M3 Express, équipé du processeur Intel® Xeon® 5600. Sa capacité de stockage supérieure et sa mémoire extensible vous permettent d'accéder à des volumes de données sans précédent et de les exploiter avec un maximum d'efficacité.



IBM System x3550 M3 Express

À partir de

1 400 € HT[2]

Réf : 7944K1G

Processeur Intel® Xeon® E5506 quatre cœurs 2,13 GHz

1 × 4 Go, 0 Go SAS (2,5") remplaçable à chaud, ServeRAID M1015, DVD multiburner

Alimentation 1 × 675 W remplaçable à chaud

Garantie : 3 ans [3]

IBM System x3400 M3 Express

À partir de

1 170 € HT[2]

Réf : 7379K1G

Processeur Intel® Xeon® E5503 deux cœurs 2,0 GHz

1 × 2 Go, 0 Go SATA (3,5") remplaçable à chaud

ServeRAID BR10il, DVD multiburner

Alimentation 1 x 920 W redondante

Garantie : 3 ans [3]

IBM System Storage DS3512 Express

À partir de

5 350 € HT[2]

Réf : 1746A2D

Deux contrôleurs actifs remplaçables à chaud

Mémoire cache de 1 Go par contrôleur (alimentée par batterie) avec mise à niveau jusqu'à 2 Go

Jusqu'à 96 disques : disques SAS hautes performances, disques SAS de proximité et disques SAS SED-Boîtiers EXP3512 (12 disques 3,5" 2U) et EXP3524 (24 disques 2,5" 2U) pouvant être associés derrière un boîtier DS3500

Garantie : 3 ans [3]

Vérifiez par vous-même.

Calculez vos économies potentielles en quelques minutes, avec l'outil d'évaluation IBM sur la consolidation des systèmes.

ibm.com/systems/fr/express1

Puissant. Intelligent.

[1] D'après l'*Intel Engineering Study*, janvier 2010 – augmentation des performances entre le tout dernier processeur Intel Xeon 5600 et la génération précédente (le processeur Intel Xeon 5500). Pour des informations plus détaillées, voir page 8, note 3 : http://www.intel.com/Assets/PDF/prodbrief/323501.pdf. [2] **Prix HT, TVA 19,6 %. Offres réservées aux entreprises et collectivités locales, valables dans la limite des stocks disponibles chez nos revendeurs, chacun restant libre de ses prix. Informations correctes au moment de la mise sous presse. Les prix dépendent de la configuration.** [3] Couverture 9 h/j, 5 j/7, intervention prévisionnelle le jour ouvré suivant, sur site pour certains composants. Le support téléphonique peut être payant.

IBM, le logo IBM, ibm.com, ibm express advantage, System x et System Storage sont des marques d'International Business Machines Corporation aux États-Unis et dans d'autres pays. Les symboles ®ou™ attachés à la première occurrence de ces marques et d'autres marques IBM indiquent des marques détenues aux États-Unis par IBM au moment de la publication de ces informations. Ces marques peuvent également être déposées dans d'autres pays. La liste des marques IBM est disponible sur Internet sous la rubrique Copyright and trademark information, à l'adresse www.ibm.com/legal/copytrade.shtml. Intel, le logo Intel, Intel Core, Intel Inside, Intel Inside logo, Xeon et Xeon Inside sont des marques d'Intel Corporation ou de ses filiales aux États-Unis, dans d'autres pays ou les deux. Compagnie IBM France - 17 avenue de l'Europe - 92275 Bois-Colombes Cedex - RCS Nanterre 552 118 465. © 2010 IBM Corporation. Tous droits réservés.